



Évaluation à mi-parcours du projet de Renforcement de la résilience des moyens de subsistance ruraux et du système de gouvernance locale, aux risques et à la variabilité climatique au Bénin-PMSD

Décembre 2020

Titre du projet :

Renforcement de la résilience des moyens de subsistance ruraux et du système de gouvernance locale, aux risques et à la variabilité climatique au Bénin-PMSD.

Projet financé par le FEM et soutenu par le PNUD.

ID de projet du FEM :	0005904		<u>À l'approbation</u> (en millions USD)	<u>À mi-parcours</u> (en millions USD)
ID de projet du PNUD :	0005433	Financement du FEM :	4.450.000	
Pays :	Benin	Financement de l'agence d'exécution/agence de réalisation :	500.000	
Région :	Afrique de l'Ouest	Gouvernement :	Bénin	
Domaine focal :	Changement climatique	Autre : Agriculture durable gestion des ressources naturelles (terre et eau)		
		Cofinancement total :	30.000.000	
Agent d'exécution :	UNDP Benin	Coût total du projet :	34.450.000	
Autres partenaires participant au projet :	Ministère du Plan et du Développement	Signature du DP (Date de début du projet) :		10 février 2017
		Date de clôture (opérationnelle) :	Proposé : 2022	Réel : Décembre 2022

Remerciements

Au terme de cette évaluation, les consultants voudraient remercier les bénéficiaires qui ont participé à cet exercice en partageant leur expérience avec le PMSD. De même, partagé nos remerciements vont aux partenaires de terrain du PMSD qui ont consacré leur temps, ouvert leurs bureaux et leurs documents et montré leurs réalisations pour permettre aux consultants d'avoir une bonne connaissance de leurs actions et d'en saisir la portée. Les consultants voudraient aussi remercier la coordination du PMSD, pour avoir facilité leur travail et pour avoir partagé avec eux leurs expériences et leurs acquis de même que leurs défis actuels et ceux à venir pour le programme et les projets d'adaptation aux changements climatiques au Bénin. Les consultants remercient aussi les agences de l'État de même que les municipalités bénéficiaires qui ont pris une part active dans cette évaluation. Enfin, les consultants voudraient remercier le staff du PNUD (Bureau National du Bénin et bureau régional), pour leur appui constant et leur franche collaboration.

Table des matières

Remerciements	2
Table des matières	3
Acronymes et abréviations	5
Résumé	6
Introduction	19
1. But et objectifs de l'évaluation	19
2. Portée de l'évaluation à mi-parcours	20
3. Méthodologie.....	20
Réunion de cadrage avec l'équipe du PMSD et du PNUD.....	21
Revue documentaire.....	21
Identification des personnes et institutions à interviewer	21
Élaboration des outils de collecte	22
Élaboration du rapport de démarrage.....	22
Collecte des données.....	22
Débriefing et Rédaction et partage du rapport d'évaluation	22
4. Éthique.....	22
5. Limites de l'évaluation.....	23
6. Structure du rapport d'évaluation	23
Description du projet	23
1. Début et durée du projet	23
2. Contexte de développement : facteurs environnementaux, socio-économiques, institutionnels et politiques pertinents pour l'objectif et la portée du projet	24
3. Problèmes que le projet a cherché à résoudre : menaces et obstacles visés	25
4. Objectifs immédiats et de développement du projet	25
5. Résultats escomptés	25
6. Principaux acteurs : liste récapitulative	26
7. Théorie de changement.....	26
Résultats	27
1. Stratégie du projet.....	27
Conception du programme.....	27
Cadre de résultats et cadre logique	33
2. Progrès accomplis vers la réalisation des résultats	39
Analyse des progrès vers les réalisations.....	39
Facteurs qui ont contribué à la réussite des activités	44
Facteurs qui ont gêné la réalisation des objectifs.....	45
3. Mise en œuvre du projet et gestion réactive	47
Dispositions relatives à la gestion et à la planification	47
Financement.....	48
Cofinancement	50
4. Durabilité	51
i. Risques financiers pour la durabilité	51
ii. Durabilité sociopolitique.....	52

iii.	Durabilité environnementale.....	52
iv.	Risques liés au cadre institutionnel.....	52
v.	Risques globaux du projet PMSD.....	53
Conclusions et recommandations		56
1.	Conclusions	56
2.	Recommandations	57
Annexes.....		61
	Réponse du PMSD.....	61
	Termes de reference (à l'exclusion des annexes du TdR).....	70
	Liste des personnes interrogées	90
	Liste des documents examinés.....	96
	Matrice des questions d'évaluation	97
	Outils de collecte des données	101
	Guide d'entretien pour le PNUD et le FEM	101
	Guide d'entretien pour l'unité de coordination du projet et staff technique du projet	103
	Guide d'entretien avec les populations bénéficiaires.....	105
	Guide d'entretien avec les services techniques et autres partenaires de mise en oeuvre	107
	Tableaux de cofinancement (si non inclus dans le corps du rapport).....	110
	Échelles de notation	110

Acronymes et abréviations

ANOPER	Association Nationale des Organisations Professionnelles d'Éleveurs de Ruminants
ATDA	Agence Territoriale de Développement Agricole
BAI	Bureau d'Analyse et d'Investigation
CC	Changements Climatiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CePED	Centre de partenariats et d'expertise pour le développement durable
CFA	Communauté Financière Africaine
CoGeF	Commission de Gestion Foncière
CRADIB	Centre de Recherche et d'Action pour le Développement des Initiatives à la Base
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FPMA	Fond des Pays les Moins Avancés
GEF	Global Environment Facility
GoB	Gouvernement du Bénin
GROPERE	Groupement pour la promotion et l'exploitation des ressources de l'environnement
INRAB	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
MCVDD	Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable
MEM	Ministère de l'Eau et des Mines
MEPD	Ministre d'État, chargé du Plan et du Développement
MJCD	Mutuelle de Jeunes Chrétiens pour le Développement
MPD	Ministère du Plan et du Développement
ODAS	Official Development Assistance to West Africa
ODD	Objectif de Développement Durable
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PANA	Programme d'Actions Nationales d'Adaptation aux changements climatiques
PCR	Polymerase Chain Reaction
PDC	Plan de Développement Communal
PEH	Protection de l'Environnement et de l'Homme
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Social
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMS	Project Information Management System
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMSD	Projet Moyens de Subsistance Durables
PND	Plan National de Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSAAB	Projet de sécurité alimentaire par l'aménagement des bas-fonds
S&E	Suivi et Evaluation
SMART	Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste, Temporel
SNU	Système des Nations Unies
TEF	Taux d'Exécution Financière
TEP	Taux d'exécution Physique
UGP	Unité de Gestion du Programme
UNCT	United Nations Country Team
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNEG	Groupe d'Evaluation des Nations Unies
USD	Dollar Américain

Résumé

1.1. Tableau d'informations relatives au projet

ID de projet du FEM :	0005904		<u>à l'approbation (en millions USD)</u>
ID de projet du PNUD :	0005433	Financement du FEM :	4.450.000
Pays :	Benin	Financement de l'agence d'exécution/agence de réalisation :	500.000
Région :	Afrique de l'Ouest	Gouvernement :	Bénin
Domaine focal :	Changement climatique	Autre : Agriculture durable gestion des ressources naturelles (terre et eau)	
		Cofinancement total :	30.000.000
Agent d'exécution :	UNDP Benin	Coût total du projet :	34.450.000
Autres partenaires participant au projet :	Ministère du Plan et du Développement	Signature du DP: 17 février 2017	
		Date de clôture (opérationnelle) :	Proposé : 2022

1.2. Description du projet

Le projet de Renforcement de la Résilience des Moyens de Subsistance Ruraux et du Système de Gouvernance Locale, aux Risques et à la Variabilité Climatique au Bénin, également appelé PMSD vise à renforcer la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance et intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les processus de planification nationaux et décentralisés afin que les communautés locales soient moins vulnérables aux changements climatiques.

L'objectif général du projet est de soutenir la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance et intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les processus de planification nationaux et décentralisés afin que les communautés locales soient moins vulnérables aux changements climatiques. Spécifiquement, il s'agit de :

- Inclure le changement climatique et le genre dans les plans et budgets de développement aux niveaux national et local ;
- Améliorer les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines pour faire face à la modification des régimes pluviométriques ;
- Améliorer la capacité d'adaptation des communautés par des activités génératrices de revenus plus diversifiées.

Le PMSD est en lien direct avec le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD) dans son résultat 6 qui stipule que « d'ici 2018, les institutions et les populations des municipalités d'intervention seront en mesure de mieux gérer leur environnement, leurs ressources naturelles et énergétiques, les impacts du changement climatique et les catastrophes naturelles. ». Il s'aligne ensuite avec l'effet 1 de l'UNDAF 2019-2023 « D'ici fin 2018, les populations rurales et périurbaines, notamment les jeunes et les femmes dans les communes d'intervention accroissent leur revenu et améliorent leur sécurité alimentaire ». Il s'aligne enfin avec le résultat stratégique PNUD 5 « les pays sont en mesure

de réduire les risques de conflit et catastrophes naturelles, y compris le changement climatique ».

1.3. Résumé de l'avancement du projet

État d'avancement du projet par volet d'activités des différentes composantes du PMSD

Stratégie de projet	Indicateur ¹	Niveau de référence ²	Niveau lors du premier PIR (auto-déclaré)	Cible à mi-parcours ³	Cible à la fin du projet	Niveau et évaluation à mi-parcours ⁴	Évaluation obtenue ⁵	Justification de l'évaluation
Objectif : Soutenir la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance et intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les	Indicateur 1 : Les évaluations de la vulnérabilité montrent une diminution de la vulnérabilité dans les 9 villages selon la méthodologie utilisée dans la phase de préparation de l'évaluation de la vulnérabilité	Évaluation de la vulnérabilité en phase de préparation	Pas encore fait	A mi-parcours, la réalisation d'une étude sur la vulnérabilité des populations ciblées face au changement climatique, pour permettre de faire une comparaison avec la situation au démarrage du projet.	La vulnérabilité moyenne est réduite de 30% dans tous les villages PANA-1 et de 50% dans les villages non PANA-1	A déterminer	Non évalué	Etude non-réalisée. Les évaluateurs devraient se baser sur une étude qui devait être disponible au moment de cette évaluation et tirer la conclusion par rapport à la réduction de la vulnérabilité. Cette étude n'a pas été faite donc la performance du programme par rapport à cet indicateur n'est pas évaluable, pour le moment.
	Indicateur 2 : Niveau de revenu annuel moyen de la population cible Données ventilées par sexe	902 USD/an		25% d'augmentation ⁶	50% d'augmentation		MU	Il faut noter que le projet n'a pas atteint 50% de la population cible (3080). • 140 personnes des villages de Kadolasi, Kpakparé, Aouiankamè, Kotan et Agbodji dont 90 femmes ont été impliqués dans les travaux réalisés ou en cours. Cela a permis la création de revenus ponctuels à travers le paiement sur 6 mois d'une rémunération individuelle d'environ 270.000 FCFA soit environ 3 USD/jour. Cette rémunération a

¹ Remplir à l'aide des données du cadre logique et des fiches de résultats

² Remplir à l'aide des données du Document de projet

³ Le cas échéant

⁴ Indiquer par code de couleur uniquement

⁵ Utiliser l'échelle d'évaluation des progrès à 6 niveaux : HS, S, MS, MU, U, HU

⁶ Cette cible n'a pas été définie par le programme mais à mi-parcours, les analyses de l'équipe d'évaluation permettent de la fixer à 50%

<p>processus de planification nationaux et décentralisés afin que les communautés locales soient moins vulnérables aux changements climatiques</p>								<p>impacté 65% des femmes et 35% des hommes de la population qui ont vu leur niveau de revenu augmenter de 20% au cours des années 2019 et 2020, pour ce qui est des femmes ou hommes non impliqués dans les activités de maraîchage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 423 personnes, dont 317 femmes, soit 75% du total. Grâce aux formations pratiques reçues au niveau des sites aménagés, ces bénéficiaires ont créé une activité qui leur permet de s'auto-employer, à travers la production et la commercialisation de produits agricoles, y compris les produits maraîchers, leur permettant de générer des recettes dès le troisième mois après le début de l'activité. • Aussi, les 200 bénéficiaires de Savalou ont-ils pu réaliser un chiffre d'affaires de 2.430.600 FCFA au cours du mois de mai, soit un revenu annuel supplémentaire de 270 USD. Cela représente une augmentation de 30% de leur revenu par rapport à la période initiale du projet. • Les 100 femmes formées à Kotan dans la commune d'Avrankou ont également vu leurs revenus mensuels croître de 20%, passant de 75 USD/mois à 90 USD/mois. Cependant, la crise sanitaire de la Covid-19 et la mise en place d'un cordon sanitaire au Bénin au cours des mois de mars et avril a isolé la commune d'Avrankou de son principal débouché de produits maraîchers, c'est-à-dire le marché de Ouando à Porto-Novo. Cela a durement impacté les
--	--	--	--	--	--	--	--	--

								ventes des exploitantes bénéficiaires de Kotan, qui n'ont pas pu écouler leur production au cours de cette période. Des mesures correctives sont prises, notamment avec l'achat de kits de maraîchage pour les aider à relancer leur production et leur chiffre d'affaires, après la crise sanitaire de la Covid-19. Mais déjà pour lutter contre la maladie, des dispositifs de lavage des mains ont été installés au niveau du village et des masques réutilisables ont été distribués aux exploitantes.
Réalisation 1 : Le changement climatique et l'égalité des sexes sont inclus dans les plans de développement aux niveaux national et infranational	Indicateur 3 : Nombre de municipalités qui ont pris en compte le changement climatique et le genre dans leur PDC (plan de développement communal) et PAI (plan d'investissement annuel) Données incluant la manière dont le genre est intégré	0	4	5	Toutes les municipalités ciblées qui ont révisé leur PDC et/ou PAI au cours de cette période (à confirmer au cours des 6 premiers mois de mise en œuvre) ont intégré le changement climatique et le genre dans ces documents		S	4 des 5 municipalités bénéficiaires ont intégré les changements climatiques dans leur Plan Annuel d'Investissements (PAI). Il s'agit de Ouaké, Savalou, Bopa et Avrankou.
	Indicateur 4 : Nombre d'agents de vulgarisation et d'ONG qualifiés pour assurer la vulgarisation en matière d'adaptation et d'AT. Données ventilées par sexe	100		130	130		HS	30 agents supplémentaires par rapport à la baseline, dont 8 femmes, des ONG et Agences Territoriales du Développement Agricole (ATDA) intervenant dans les localités ciblées du PMSD ont été outillés afin de mieux accompagner les populations bénéficiaires pour le développement de moyens de subsistance résilients qui prennent en compte les changements climatiques La mission note qu'il n'y a pas de spécification/objectif de genre pour cet indicateur
Résultat 2:	Indicateur 5 :	0 (objectifs)		50 % des infrastructur	Au moins 90% des		HS	5 structures et aménagements de

Les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines sont améliorées pour faire face à la modification du régime des pluies	Nombre d'infrastructures d'eau financées par exploitation par municipalité, y compris la gestion ; Données ventilées par sexe pour la gestion (et si possible par âge, fortune et handicap) »	précis par municipalité à mettre à jour à partir de l'analyse de la vulnérabilité de la phase de préparation du projet pendant les 6 premiers mois du projet)		es opérationnelles	infrastructures prévues par municipalité sont opérationnelles, ainsi que les capacités pour les exploiter de manière durable et en incluant les femmes			rétention d'eau sont en cours de construction dans cinq villages bénéficiaires du projet. Cela représente 60 % des infrastructures prévues pendant la durée du projet donc va au-delà des 50% qui devraient être atteints à mi-parcours.
	Indicateur 6 : Nombre de personnes qui maîtrisent et utilisent les techniques de résilience climatique promues par le projet (par exemple, l'irrigation au goutte à goutte, les semences à cycle court ...) Données ventilées par sexe (et si possible par âge, richesse et handicap)	340		3080	6163 =100% de la population cible maîtrisant et utilisant les techniques de résilience climatique promues par le projet		U	423 personnes, dont 317 femmes, sont formées et ont adopté des pratiques résilientes, telles que l'irrigation et les semences améliorées à cycle court notamment dans le maraîchage Ce chiffre est inférieur à la cible à mi-parcours. Il est actuellement de 13,73% de l'objectif fixé pour ce produit pour l'évaluation à mis parcours.
Réalisation 3 : La résilience des communautés est améliorée par des activités génératrices de revenus	Indicateur 7 : Nombre de femmes engagées dans l'agriculture de subsistance formées / renforcées sur les moyens de subsistance alternatifs à l'agriculture Données spécifiques au sexe	720 femmes		1640	3281 femmes (=100% des femmes de la population cible) engagées dans l'agriculture de subsistance) formées / renforcées sur les moyens de subsistance alternatifs à l'agriculture		U	0 femmes atteinte, l'activité n'a pas encore démarré
	Indicateur 8 : nombre d'agriculteurs ayant accès à un financement grâce à la formation et à	0		Au moins 40% des personnes formées	Au moins 75 % des personnes formées dans le cadre du projet qui ont demandé		U	0 personne atteinte, l'activité n'a pas encore démarré

plus diversifiée et un environnement propice à un meilleur accès au financement	des activités plus diversifiées Données ventilées par sexe (et si possible par âge, richesse et handicap)				un prêt l'ont obtenu		
---	--	--	--	--	----------------------	--	--

État d'avancement du projet par rapport à la consommation du budget par composante

Globalement l'état d'avancement de la consommation du budget par le PMSD est de 61,85%

- Composante 1 : 56.80%
- Composante 2 : 83.05%
- Composante 3 : 10.5%
- Composante 4, Gestion du programme 95.2%

Résultats attendus du programme	Budget prévisionnel (USD)	Budget dépensé (USD)	Taux d'exécution financière	Analyse
Composante N°1 Renforcement de capacité	783000	444714.35	56.80%	Le projet a déjà permis de renforcer considérablement les capacités des autorités locales et gouvernementales et des bénéficiaires, ce qui semble conforme aux progrès réalisés jusqu'à présent.
Composante N°2 Infrastructure	2397000	1990673.16	83.05%	Cinq structures et aménagements de rétention d'eau sont en cours de construction dans cinq villages bénéficiaires du projet. Cela représente 60 % des infrastructures prévues pendant la durée du projet.
Composante N°3. AGR	1250000	131242.61	10.50%	Cette composante du projet n'a pas encore été lancée
Composante N°4 : Gestion du programme	520000	495031.07	95.20%	Le projet devra examiner où il trouvera les ressources nécessaires pour financer la gestion et le suivi au cours des deux prochaines années.
Total programme	4950000	3061661.19	61.85%	En général, le projet est sur la bonne voie avec près de 40 % du budget restant pour exécuter les deux prochaines années d'activités.

État d'avancement du projet par rapport à l'atteinte des cibles

Le taux d'atteinte des différentes cibles du projet est repris dans le tableau ci-dessous :

Cible1 : La vulnérabilité moyenne est réduite de 30% dans tous les	Cible 2 : 50% d'augmentation du niveau de revenu des populations ciblées	Cible 3 : Toutes les municipalités ciblées qui ont révisé leur PDC et/ou PAI au cours	Cible 4 : Au moins 90% des infrastructures prévues par municipalité	Cible 5 : 100% de la population cible maîtrisant et utilisant les techniques de
---	---	--	--	--

<p>villages PANA-1 et de 50% dans les villages non PANA-1 (La pertinence de cet objectif sera évaluée au cours de la première année de mise en œuvre)</p>		<p>de cette période (à confirmer au cours des 6 premiers mois de mise en œuvre) ont intégré le changement climatique et le genre dans ces documents</p>	<p>sont opérationnelles, ainsi que les capacités pour les exploiter de manière durable et en incluant les femmes</p>	<p>résilience climatique promues par le projet</p>
<p>Pas encore fait Conformément au document de projet, il est prévu à mi-parcours, la réalisation d'une étude sur la vulnérabilité des populations ciblées face au changement climatique, pour permettre de faire une comparaison avec la situation au démarrage du projet.</p>	<p>L'indicateur devrait ici inclure les plus de 3000 bénéficiaires des activités d'AGR qui n'ont pas encore commencé. 120 personnes des villages de Kadolasi, Kpakparé, Aouiankanmè et Kotan (dont 75 femmes) (20% de la cible totale atteinte). 423 personnes, dont 317 femmes, soit 75% du total. Grâce aux formations pratiques reçues au niveau des sites aménagés, ces bénéficiaires ont créé une activité qui leur permet de s'auto-employer, à travers la production et la commercialisation de produits agricoles, y compris les produits maraîchers, leur permettant de générer des recettes dès le troisième mois après le début de l'activité. Ainsi, les 200 bénéficiaires de Savalou ont-ils pu réaliser un chiffre d'affaires de 2.430.600 FCFA au cours du mois de mai, soit un revenu annuel supplémentaire de 270 USD. Cela représente</p>	<p>4 des 5 bénéficiaires ont intégré les changements climatiques dans leur Plan Annuel d'Investissements (PAI). Il s'agit de Ouaké, Savalou, Bopa et Avrankou.</p>	<p>5 structures et aménagements de rétention d'eau sont en cours de construction dans cinq villages bénéficiaires du projet. Cela représente 60 % des infrastructures prévues pendant la durée du projet</p>	<p>423 personnes, dont 317 femmes, sont formées et ont adopté des pratiques résilientes, telles que l'irrigation et les semences améliorées à cycle court notamment dans le maraîchage Ce chiffre de 13.73% est inférieur à l'objectif fixé pour ce produit à mi-parcours.</p>

	<p>une augmentation de 30% de leur revenu par rapport à la période initiale du projet.</p> <p>Les revenus ont augmenté de 20 % au cours de l'année considérée mais ça ne touche pas 50% du population cible encore.</p>			
--	---	--	--	--

1.4. Tableau du résumé de l'évaluation et de la performance à mi-parcours

Le tableau ci-dessous présente les performances du projet :

Tableau : Résumé des performances du projet

Stratégie de Projet		
	Satisfaisante	<ul style="list-style-type: none"> En ce qui concerne l'alignement avec les politiques du gouvernement du Bénin, l'UNDAF, les ODD, le programme est parfaitement aligné. Il a été conçu en parfaite conformité avec ces cadres d'orientation et ces stratégies répondant simultanément aux besoins du GoB, des populations cibles et des cadres internationaux. En ce qui concerne le partenariat, l'égalité des sexes et la conception, quelques faiblesses, qui sont abordées, ont fait passer la note " à "satisfaisant". Ces faiblesses ont trait à l'intégration de cibles différenciées Hommes-Femmes pour tous les indicateurs et au manque d'indicateurs spécifiques prouvant l'intégration du genre au niveau local.
Évaluation des progrès vers la réalisation des résultats		
Réalisation 1 : Le changement climatique et l'égalité des sexes sont inclus dans les plans de développement aux niveaux national et infranational	Satisfaisant	<ul style="list-style-type: none"> 4 des 5 municipalités ont intégré les changements climatiques dans leur Plan Annuel d'Investissements (PAI). Il s'agit de Ouaké, Savalou, Bopa et Avrankou. 30 agents (sur les 30 prévus), dont 8 femmes, des ONG et Agences Territoriales du Développement Agricole (ATDA) intervenant dans les localités ciblées du PMSD ont été outillés afin de mieux accompagner les populations bénéficiaires pour le développement de moyens de subsistance résilients qui prennent en compte les changements climatiques.
Résultat 2 : Les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines sont améliorées pour faire face à la modification du régime des pluies	Modérément Satisfaisant	<ul style="list-style-type: none"> 5 structures et aménagements de rétention d'eau sont en cours de construction dans cinq villages bénéficiaires du projet. Cela représente 60 % (contre 90% de cible) des infrastructures prévues pendant la durée du projet. 423 personnes, dont 317 femmes, sont formées et ont adopté des pratiques résilientes, telles que l'irrigation et les semences améliorées à cycle court notamment dans

		le maraîchage. Ce chiffre est inférieur à 13.173 % de l'objectif fixé pour ce résultat à mi-parcours qui est de 50% soit 3080.
Résultat 3 : La résilience des communautés est améliorée par des activités génératrices de revenus plus diversifiées et un environnement propice à un meilleur accès au financement	Insatisfaisant	<ul style="list-style-type: none"> 0 femmes/720 prévues engagées dans l'agriculture de subsistance formées / renforcées sur les moyens de subsistance alternatifs à l'agriculture 0 % des agriculteurs ayant accès à un financement grâce à la formation et à des activités plus diversifiées (contre 75% prévus)
Évaluation de la mise en œuvre du projet et de la gestion adaptative		
	Modérément satisfaisant	1 indicateur n'a pas pu être évalué, 3 indicateurs sont verts, 3 rouges, et 1 jaune, la mise en œuvre de plusieurs activités est en retard.
Évaluation de la durabilité		
	Assez improbable	Risques modérés ; Les risques sont identifiés par le projet et devraient pouvoir faire l'objet de plus d'attention. La durabilité des actions n'est pas garantie à l'état actuel de la situation sur le terrain. ⁷

1.5. Conclusions et recommandations

Le PMSD constitue un projet qui s'attaque aux effets du changement climatique dans les communautés rurales du Bénin. Sa conception et sa pertinence sont jugées satisfaisantes. En ce qui concerne l'alignement avec les politiques du gouvernement du Bénin, l'UNDAF, les ODD, le programme est parfaitement aligné. Il a été conçu en parfaite conformité avec ces cadres d'orientation et ces stratégies répondant simultanément aux besoins du GoB, des populations cibles et des cadres internationaux.

La conduite d'une analyse de la situation du genre dans le cadre du processus de conception du programme doit être saluée comme une bonne pratique et aider à garantir que le PMSD dispose d'une stratégie clairement articulée en matière de genre.

Une fois le genre intégré dans la conception au niveau des résultats et des produits, le cadre logique devrait cependant inclure des objectifs clairs et différenciés selon le genre pour garantir que la performance du programme aura l'impact escompté sur les bénéficiaires ciblés.

L'apparition de la Covid 19 a pris de court le projet. Les pandémies et autres types de chocs doivent être incorporés dans la conception des programmes futurs et dans la planification des mesures d'urgence, car l'histoire récente suggère que ce phénomène se reproduira.

Le PMSD est moyennement satisfaisant en ce qui concerne la réalisation de ses objectifs de programme et l'atteinte de ses cibles prévues. Trois des 7 indicateurs clés de performance sont en retard sur le calendrier et nécessitent une attention particulière de la part du comité de pilotage du projet et du personnel du programme afin de garantir que le programme atteigne avec succès tous ses objectifs et cibles.

⁷ Le projet doit dès maintenant travailler à trouver des consensus sur la gestion future des infrastructures. Ces discussions doivent débiter avant la fin des constructions. De même, l'accès au financement nécessaire pour lancer les activités génératrices de revenus pour les bénéficiaires n'est pas garanti du moment que cela va au-delà du contrôle du programme. Le programme n'a pas prévu de garantir ces financements s'ils sont obtenus et rien ne prédit que les banques vont continuer à le faire par la suite.

Des retards significatifs ont impacté le chronogramme du projet en raison principalement de la Covid-19 en milieu de mise en œuvre même si au début, le programme a vite démarré ses activités immédiatement après la signature du document de projet. La deuxième partie de la mise en œuvre devra être avec un rythme soutenu pour résorber ces retards et atteindre les objectifs du projet. La réalisation des cibles de trois indicateurs-clé du programme sont au moment de l'évaluation à mi-parcours en retard.

En ce qui concerne la mise en œuvre et la gestion réactive, le projet est moyennement satisfaisant bien qu'il existe certaines faiblesses et quelques problèmes dans la fonction de coordination et de gestion. Par exemple même si le Suivi évaluation fonctionne, le projet ne dispose plus de responsable de suivi évaluation et les méthodes de calcul de certains indicateurs doivent être revues. Il s'agit par exemple du calcul des revenus augmentés, qui ne prend en compte qu'une partie des revenus des bénéficiaires et de l'identification des personnes dont les revenus sont à augmenter.

Enseignements tirés

Positifs

- La conduite d'une analyse de la situation du genre dans le cadre du processus de conception du programme doit être saluée comme une bonne pratique et aider à garantir que le PMSD dispose d'une stratégie clairement articulée en matière de genre.
- Avec l'avènement de la Covid 19, le projet a appris que les pandémies et autres chocs engendrant des situations d'urgence peuvent toujours arriver à tout moment et impacter négativement les plans établis au début.

Négatifs

- Même si le genre est intégré dans la conception au niveau des résultats et des produits, le cadre logique n'inclut des objectifs clairs et différenciés selon le genre pour garantir que la performance du programme aura l'impact escompté sur les bénéficiaires ciblés.
- Le projet n'a pas établi toutes ses données de base pour tous ses principaux indicateurs de performance. De même, les études de performance sur le niveau de vulnérabilité n'ont pas été complétées avant l'évaluation à mi-parcours. Ne pas connaître le niveau actuel de vulnérabilité des participants fait qu'il est impossible de détecter des progrès induits par le projet.
- Une stratégie de communication efficace, qui atteint toutes les parties prenantes du programme, du niveau local au niveau national, est essentielle pour assurer une mise en œuvre cohérente et efficace du programme. Certaines parties prenantes sur le terrain se sont plaintes de ne pas avoir eu connaissance d'activités planifiées même si le projet avait discuté cela avec leurs représentants. En effet, même si la gestion du programme et sa gestion financière en particulier est solide, au niveau national, des défaillances dans la communication au niveau local peuvent entraver le succès du programme.

Au terme de cette évaluation, les recommandations suivantes ont été formulées :

Rec#	Recommandations	Entité responsable
A	Le changement climatique et l'égalité des sexes sont inclus dans les plans de développement aux niveaux national et infranational	

A.1	Principale recommandation :	
A.3	<p>Étant donné qu'il n'existe pas de données mise à jour pour la vulnérabilité, le projet doit rapidement déterminer les paramètres de mesure et de classification de cette vulnérabilité et compléter les études de vulnérabilité de base telles que définies dans le document de projet.</p> <p>Actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Recruter un consultant national qui utilisera les évaluations de vulnérabilité déjà complétées pour faire la typologie des bénéficiaires et reconstituer leurs données de bases de vulnérabilité dans les zones-cibles au moment du démarrage du projet et en 2020 2- Fixer des cibles réalistes de réduction de la vulnérabilité immédiatement après la finalisation de l'étude 3- Mettre en place une stratégie raisonnable de réduction de cette vulnérabilité 	UGP
	<p>Le manque de clarté concernant la façon dont l'augmentation des revenus sera mesurée pour la population cible doit être résolu, l'équipe doit déterminer comment cela sera mesuré avec précision par une étude au niveau des ménages ou un système d'auto-déclaration par les bénéficiaires.</p> <p>Actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Etablir un profil détaillé (qui inclut une définition exacte, une méthode de collecte, de calcul et de rapportage,...) pour tous les indicateurs-clés du projet 2- Sur la base de la typologie établir des valeurs moyennes de revenus pour tous les groupes d'acteurs 3- Fixer des cibles différenciées pour chaque type d'acteurs d'ici la fin du projet. 	UGP
B	Les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines sont améliorées pour faire face à la modification du régime des pluies	
B.1	Principale recommandation :	
B.2	<p>Le PMSD devrait mettre en place avec les communautés et le gouvernement des plans de sortie qui assureront la maintenance des ouvrages mis en place et leur opérationnalité au-delà de la durée de vie du programme</p> <p>Actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Procéder à un recensement permanent de toutes les réalisations du PMSD dans les communautés-cibles 2- Etablir un format standard de continuité des activités. Le format inclut un plan d'activités, 	UGP

	<p>une estimation du budget nécessaire pour une continuation des activités sur au moins une année, une identification de sources crédibles de ce financement (qui peut sortir de cotisations communautaires)</p> <p>3- Une négociation et signature de protocole, si nécessaire, avec les structures étatiques d'accompagnement pour continuer le travail du projet, dans la limite des possibilités.</p>	
C	La résilience des communautés est améliorée par des activités génératrices de revenus plus diversifiées et un environnement propice à un meilleur accès au financement	
C	Principale recommandation :	
C.2	<p>Le PMSD doit revoir ses objectifs d'augmentation des revenus de tous les participants de 50%. Le temps qui lui reste ne permettra pas d'atteindre cet objectif. Cet objectif devrait être revu à la baisse pour ne concerner que 50% des participants directs au programme, avec une augmentation de 30% de leurs revenus pour être réaliste.</p> <p>Actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Finaliser la typologie des bénéficiaires du projet 2- Estimer les revenus moyens de chaque groupe de bénéficiaires 3- Fixer les cibles à 30% d'augmentation pour la moitié des bénéficiaires 4- Insérer dans les amendements à proposer au FEM une altération de cet objectif. 	PNUD
D	Mise en œuvre du projet et gestion réactive	
D.1	Principale recommandation :	
D.2	<p>Le comité de pilotage du projet doit organiser un atelier visant à faire le point sur les réalisations du programme et partager les résultats de l'évaluation à mi-parcours. - Réviser le plan de mise en œuvre du programme y compris les cibles sur les augmentations de revenus et la réduction de la vulnérabilité pour être sûr de pouvoir les atteindre à la fin.</p> <p>Actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Préparer une révision complète du cadre logique du projet avec les indicateurs et les cibles refaits 2- Proposer le nouveau cadre logique au comité de pilotage 3- Soumettre la version adoptée du cadre logique dans l'amendement à soumettre au FEM 	UGP
D.3	Le PMSD devrait envisager de faire revenir un expert en S&E et un expert en administration financière pour combler les postes laissés vacants par les récents départs et dont les fonctions peuvent être essentielles dans la suite de la mise en œuvre.	UGP

	<p>Actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Evaluer le budget restant et trouver à travers un réaménagement les fonds nécessaires pour recruter un consultant en Suivi Evaluation 2- Recruter au moins à temps partiel un expert en Suivi Evaluation pour guider l'assistant en Suivi Evaluation 3- Faire-faire au consultant un profil détaillé de tous les indicateurs de performance 4- Faire appuyer par l'expert en Suivi Evaluation les études sur la vulnérabilité 5- Utiliser le même consultant pour faire les études de vulnérabilité avant l'évaluation finale du projet. 	
D4	<p>Le PMSD devrait proposer au FEM une révision de ses cibles pour s'assurer que, pour le reste du temps, assez d'attention sera donné à l'atteinte des indicateurs en retard. Des objectifs ventilés par sexe devraient être établis, le cas échéant, pour tous les indicateurs de performance clés.</p> <p>Actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Préparer une proposition d'amendements à soumettre au Fem 2- Faire approuver la proposition au niveau du gouvernement et au niveau du PNUD 3- Soumettre la proposition au FEM 	UGP
	<p>L'équipe de projet et S&E doit veiller à ce qu'un mécanisme autonome de plaintes et de retour d'information soit mis en place pour permettre aux parties prenantes et aux bénéficiaires au niveau local de partager leurs problèmes, leurs préoccupations et de poser des questions. Cette remontée d'informations facilitera l'identification des solutions à appliquer et augmentera la satisfaction des bénéficiaires par rapport au projet.</p> <p>Actions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Mettre en place des formulaire et processus d'enregistrement des plaintes 2- Identifier les parties devant recevoir et disséminer les plaintes 3- Identifier les parties devant traiter les plaintes 4- Mettre en place un plan de communication pour faire connaitre le processus d'enregistrement des plaintes, de manière anonyme ou pas. 	UGP
E	Durabilité	
E.1	Principale recommandation :	
E.3	Sur la base des résultats des exercices de planification et de révision mis en évidence dans les recommandations D.2 et D.4, le PMSD et le PNUD devraient commencer à solliciter une prolongation sans	PNUD

	frais du FEM compte tenu de la pandémie mondiale et des retards dans la mise en œuvre du programme. Actions : <ol style="list-style-type: none"> 1- Préparer une proposition d'extension sans coût à soumettre au Fem en même temps que celui sur les cibles 2- Faire approuver la proposition au niveau du gouvernement et au niveau du PNUD 3- Soumettre la proposition au FEM 	
--	--	--

Introduction

Ce document est le rapport d'évaluation à mi-parcours du Projet de renforcement de la résilience des moyens de subsistance ruraux et du système de gouvernance national et infranational face aux risques climatiques et à la variabilité du climat au Bénin (PMSD). L'équipe d'évaluation a conduit l'exercice entre Septembre et Octobre 2020. D'une durée de cinq ans, le projet a été lancé en février 2018. Il est financé par le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM : 4.450.000 USD), et le gouvernement du Bénin (GoB, 30.000.000 USD de co-financement). Le PMSD est axé sur trois (03) composantes qui se renforcent mutuellement. Il s'agit de :

- La composante 1 qui permet de renforcer la capacité des départements et des municipalités dans les zones ciblées, ainsi que celle de tous les ministères concernés, pour intégrer pleinement les risques et les opportunités liés au changement climatique dans leurs travaux de planification du développement et de budgétisation ;
- La composante 2 qui permet de réduire la vulnérabilité des communautés ciblées aux effets néfastes du changement climatique en fournissant une formation technique et des investissements intelligents dans une agriculture productive des infrastructures de collecte et de gestion de l'eau, car la modification des régimes pluviométriques est le principal risque induit par le changement climatique pour l'agriculture béninoise, principalement pluviale ;
- La composante 3 qui améliore les capacités d'adaptation des communautés ciblées en soutenant la diversification de leurs activités génératrices de revenus.

1. But et objectifs de l'évaluation

Commanditée par le PNUD et le FEM, cette évaluation à mi-parcours porte sur les performances du projet depuis son lancement en février 2018 jusqu'à aujourd'hui. Cet exercice d'évaluation se charge d'apprécier l'état de mise en œuvre des activités, les résultats obtenus par le projet depuis son lancement, et ses performances par rapport aux critères d'évaluation définis par le PNUD pour l'évaluation à mi-parcours des projets financés par le FEM. Cette évaluation, conforme aux directives du PNUD/FEM 2014, est avant tout un outil de suivi permettant d'identifier les difficultés et de définir les mesures correctives à prendre pour garantir qu'un projet est sur la bonne voie afin d'obtenir un maximum de résultats d'ici son achèvement.

L'évaluation identifie également les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre pour s'assurer que la performance du projet soit maintenue ou améliorée et s'assurer que tous les objectifs et résultats préétablis soient atteints avant la fin du PMSD.

Plus précisément, l'examen à mi-parcours évalue les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et des résultats du projet, tels qu'énoncés dans le document de projet, et mesure les premiers signes de réussite ou d'échec du projet, de manière à définir les changements qu'il faut opérer pour remettre le projet sur la voie de la réalisation des résultats escomptés. Par ailleurs, en vue de réduire les effets néfastes de la COVID-19 sur ses résultats, le projet a défini et mis en œuvre quelques mesures de prévention et de protection sur la base des recommandations du gouvernement du Bénin et en lien avec les recommandations de l'équipe de coordination des Nations Unies (UNCT), ces interventions seront prises en compte dans le champ de la présente évaluation.

2. Portée de l'évaluation à mi-parcours

L'évaluation à mi-parcours du PMSD a été menée conformément aux directives, règles et procédures établies par le PNUD et le FEM et expliquées dans ses termes de référence (TdR). Pour cette évaluation, les critères que sont la stratégie du projet, Le progrès vers les résultats, la mise en œuvre et gestion réactive, et la durabilité ont été utilisés. Ces critères sont déclinés en composantes et chacune de ces composantes en question d'évaluation, pour expliciter les critères.

Conformément aux objectifs d'apprentissage et de redevabilité de l'évaluation, la collecte et l'analyse des données se sont concentrées sur les trois composantes du projet précédemment citées.

Plus spécifiquement, tandis que la revue documentaire de l'évaluation a permis d'estimer l'état de réalisations dans tous les sites du projet, le travail de collecte de données sur le terrain, s'est déroulé dans les 09 sites du projet répartis dans 05 communes à savoir les communes de Avrankou (Kotan, Damè-Kpossou), Bohicon (Sodohomè), Bopa (Agbodji, Sèhomi), Ouaké (Kadolassi, Kpakpararé) et Savalou (Aouiankanmè, Damè). Dans la sélection des sites, l'équipe d'évaluation avec l'appui de l'unité de coordination du projet s'est assurée que les perspectives de tous les groupes-cibles du projet vivant dans des contextes différents soient prises en compte de manière adéquate.

3. Méthodologie

La méthodologie de cette évaluation à mi-parcours prend en compte les limites et les risques associés à la pandémie actuelle de Covid 19 qui touche le monde entier. Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la COVID-19 pandémie mondiale, le nouveau coronavirus s'étant rapidement propagé dans toutes les régions du monde. A l'instar de la plupart des pays, le Bénin a également subi les effets de la pandémie de la COVID-19 depuis le 16 mars 2020, date de l'enregistrement du premier confirmé. A la date du 3 septembre 2020, le Bénin comptait 2194 cas confirmés à la PCR dont 1738 guéris, 416 sous traitement et 40 décès.

Cette évaluation adopte une approche mixte dans un contexte de prévalence de la Covid-19. Par conséquent, bien que les frontières soient ouvertes, la conduite de l'évaluation à mi-parcours présentait encore quelques difficultés que l'équipe d'évaluation a pris en compte avec les conseils du groupe de référence de l'évaluation pour planifier et exécuter l'évaluation.

Les données primaires qui ont été collectées sont principalement qualitatives et proviennent de deux sources : des entretiens directs sur le terrain, réalisés par le consultant local et une enquête électronique qui a été envoyée à toutes les parties prenantes susceptibles d'avoir un accès à l'internet. Ensuite, des données secondaires quantitatives ont été collectées à partir du système de suivi évaluation du projet, des rapports soumis et des documents produits par le projet et par d'autres acteurs du changement climatique au Bénin. Les données ont été triangulées avec

les résultats de la recherche bibliographique et des entretiens ciblés sur le terrain pour validation. La méthodologie utilisée s’articule autour des huit points suivants :

1. Réunion de cadrage virtuelle avec l’équipe du PMSD et du PNUD
2. Revue documentaire
3. Identification des parties à interviewer
4. Élaboration des outils de collecte
5. Élaboration du rapport de démarrage
6. Collecte de données
7. Rédaction et dépôt du projet de rapport final
8. Atelier de restitution avec les parties prenantes, en ligne ou sur le terrain si la situation le permet.

Le consultant international qui n’a pas pu voyager sur le terrain à cause de la pandémie, s’est adossé au consultant local pour les entretiens directs sur le terrain.

Réunion de cadrage avec l’équipe du PMSD et du PNUD

La réunion de cadrage s’est tenue en ligne le 27 août 2020. Elle a réuni l’équipe d’évaluation avec la Coordinatrice du PMSD, le chargé de Suivi Évaluation et l’équipe du PNUD Benin. Le point focal pour l’évaluation a expliqué le contexte et l’objet de l’exercice de même que les exigences du PNUD en ce qui concerne les évaluations à mi-parcours des projets GEF. Cette réunion de cadrage s’est terminée avec l’identification des documents-clés que les consultants recevraient du projet au sortir de la réunion et marque le début officiel de l’évaluation.

Revue documentaire

La revue documentaire a porté sur l’ensemble des documents reçus du projet. Elle a concerné les documents de planification et d’autres documents parlant de changement climatique au Bénin.

Identification des personnes et institutions à interviewer

L’ensemble des parties prenantes a été invité à prendre part à une enquête rapide en ligne. Ces parties prenantes incluent le staff du projet, celui de PNUD Benin, les représentants des ministères, le Centre de Partenariat et d’Expertise pour le Développement Durable (CePED) du Ministère du Plan et du Développement (MPD), l’Unité de Gestion et de Coordination du Plan Cadre des Nations-Unies pour l’Assistance au Développement du Bénin (UGC/UNDAF), le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD), le Ministère de l’Agriculture, de l’Élevage et de la Pêche (MAEP), l’Institut de recherche agricole du Bénin (INRAB) et autres institutions de recherche pour la promotion des bambous, le Ministère de l’Eau et des Mines (MEM), les municipalités de Avrankou, Bohicon, Bopa, Ouaké et Savalou, l’Association Nationale des Organisations Professionnelles d’Éleveurs de Ruminants (ANOPER). Certaines parties ont préféré les entretiens directs au questionnaire en ligne.

Cent cinquante personnes ont été consultées directement ou en ligne durant cette évaluation.

Le tableau suivant donne un récapitulatif des personnes consultées :

	Consultations directes sur le terrain	Consultations en ligne
Bénéficiaires	Savalou: 28 Bopa : 12 Ouake: 37 Avankrou : 43	0
Personnel du PMSD	1	2
Personnel du PNUD	2	4

Personnel des partenaires de terrain	13	2
Personnel des Ministères	0	4
Personnel des Universités et Instituts de recherche		2

La liste complète des personnes et institutions rencontrées ou consultées a été insérée dans les annexes du rapport.

Élaboration des outils de collecte

Les outils de collecte de données qui ont été mis en place sont :

- Des guides d'entretien qui s'adressent aux différentes parties prenantes du projet.
- Les consultants ont aussi utilisé l'observation directe pour les infrastructures hydroagricoles qui ont été mises en place. Ces observations directes ont permis de savoir l'adoption, la fonctionnalité, et le niveau d'intérêt des bénéficiaires.
- Enquête électronique partagée avec tout le personnel du projet et le personnel et les bénéficiaires institutionnels du PMSD

Des données secondaires ont été collectées en même temps.

Élaboration du rapport de démarrage

Les consultants ont élaboré un rapport de démarrage qui synthétise l'ensemble des étapes précédentes et explicite la suite du processus. Le rapport de démarrage, après approbation par le PMSD et le PNUD a constitué le canevas à suivre pour l'évaluation.

Collecte des données

Guidé par le personnel du PNUD, le consultant local s'est déplacé par la suite sur le terrain dans les 09 sites répartis dans 05 communes à savoir les communes de Avrankou (Kotan, Danmè-Kpoussou), Bohicon (Sodohomè), Bopa (Agbodji, Sèhomi), Ouaké (Kadolassi, Kpakpararé) et Savalou (Aouiankanmè, Damè). Ces déplacements ont permis de discuter avec les partenaires du projet et les bénéficiaires finaux.

Débriefing et Rédaction et partage du rapport d'évaluation

Immédiatement après la collecte des données, le consultant national a dirigé une séance de débriefing avec le groupe de travail pour rendre compte de l'exercice et partager ses premières impressions. Le consultant international a participé à la séance à partir d'une application mobile de téléconférence. Par la suite, ce premier rapport a été rédigé et sera amélioré sur la base des contributions de parties prenantes du projet.

4. Éthique

L'approche de l'évaluation a respecté des normes éthiques strictes en toute conformité avec les principes éthiques du groupe d'évaluation des Nations Unies (UNEG), notamment la protection des droits et la confidentialité des fournisseurs d'informations, des personnes interrogées et des parties prenantes par des mesures visant à garantir le respect des codes juridiques et autres codes pertinents régissant la collecte de données et la communication des données. Les évaluateurs ont assuré la sécurité des informations collectées avant et après l'évaluation et des protocoles visant à garantir l'anonymat et la confidentialité des sources d'information ont été mis en place et suivis. Les connaissances et les données recueillies dans le cadre du processus d'évaluation ne seront également utilisées uniquement que pour l'évaluation et non pour d'autres usages sans l'autorisation expresse du PNUD et de ses partenaires.

Avec le contexte de la Covid-19, les évaluateurs ont mené leurs enquêtes dans la stricte observation des mesures de préventions édictées par les autorités béninoises.

5. Limites de l'évaluation

Les limites de l'évaluation sont à la fois naturelles et opérationnelles. Les limites naturelles ont trait à la prévalence de la Covid-19 au moment de cette évaluation et à méthodologie adoptée qui fait que, le contexte de l'évaluation, et la nature des outils adoptés impliquent une possible divergence des points de vue des personnes interviewées. Ces divergences peuvent parfois relever de la diversité des expériences des parties prenantes ou de la partialité que l'une ou l'autre partie pourrait avoir. Pour remédier à ces problèmes, le consultant local a assuré la collecte des données sur le terrain de même que l'animation du débriefing. Le consultant international a participé à l'exercice en ligne. Les évaluateurs ont fait plusieurs triangulations des résultats des entretiens afin d'en tirer des conclusions représentatives de la situation.

Enfin l'équipe d'évaluation s'est heurtée au temps court, consacré à l'évaluation (25 jours au total dont 7 jours sur le terrain pour visiter les neuf sites du projet. Pour y remédier, l'équipe a décidé de conduire des consultations en ligne et sur le téléphone avec la majorité des parties prenantes qui avaient une bonne connexion.

Enfin, avec la prévalence de la Covid-19 durant cette évaluation, l'équipe n'a pas organisé de Focus groups pour éviter les risques associés à la contamination des participants à ces rassemblements. Pour compenser cela, les évaluateurs ont augmenté les observations directes faites sur le terrain de même que les entretiens individuels avec les bénéficiaires.

6. Structure du rapport d'évaluation

Pour aider à mieux comprendre le travail mené dans le cadre de cette évaluation à mi-parcours, nous avons structuré la présente contribution en trois parties.

La première partie qui s'attarde sur la description du projet présente son contexte, ensuite les problèmes que le projet cherche à régler, la description de sa stratégie, les accords relatifs à sa mise en œuvre, son calendrier et ses grandes étapes et enfin les principales parties prenantes qui interviennent dans le cadre de sa mise en œuvre.

La seconde partie présente les résultats de l'évaluation qui s'appuient sur l'analyse des quatre critères suivants : la stratégie adoptée par le projet, les progrès accomplis vers la réalisation des résultats, la mise en œuvre et gestion réactive, et la durabilité, notamment la mise en place des outils et des mécanismes pouvant assurer la pérennité des interventions.

Enfin, le rapport propose des recommandations que les partenaires d'exécution pourraient adopter dans la suite de la mise en œuvre de ce projet et pour sa pleine réussite.

Description du projet

1. Début et durée du projet

Financé par le PNUD, le GEF et le Gouvernement du Bénin, ce projet est mis en œuvre sous la direction technique du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) sous tutelle du Ministère du Plan et du Développement (MPD) et inscrit au N°PIMS 5433.

Le projet a été lancé en février 2018 et vient d'entamer sa troisième année de mise en œuvre sur une durée totale de cinq ans. Cette évaluation à mi-parcours a débuté en Septembre 2020 et se terminera durant le mois d'octobre 2020.

Le PMSD vise à renforcer la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance et à intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les processus de planification

nationaux et décentralisés afin que les communautés locales soient moins vulnérables aux changements climatiques.

Il répond à la troisième mesure prioritaire identifiée lors du PANA-BENIN de 2008, qui vise à « renforcer la disponibilité de l'eau pendant les périodes sèches aux fins d'adaptation des populations aux changements climatiques ». Pour atteindre son objectif, le PMSD est axé sur trois (03) composantes qui se renforcent mutuellement. Il s'agit de :

- La composante 1 qui permet de renforcer la capacité des départements et des municipalités dans les zones ciblées, ainsi que de tous les ministères concernés, à intégrer pleinement les risques et les opportunités liés au changement climatique dans leurs travaux de planification du développement et de budgétisation ;
- La composante 2 qui permet de réduire la vulnérabilité des communautés ciblées aux effets néfastes du changement climatique en fournissant une formation technique et des investissements intelligents dans une agriculture productive des infrastructures de collecte et de gestion de l'eau, car la modification des régimes pluviométriques est le principal risque induit par le changement climatique pour l'agriculture béninoise, principalement pluviale ;
- La composante 3 qui améliore les capacités d'adaptation des communautés ciblées en soutenant la diversification de leurs activités génératrices de revenus.

2. Contexte de développement : facteurs environnementaux, socio-économiques, institutionnels et politiques pertinents pour l'objectif et la portée du projet

Le PMSD s'appuie entre autres sur les succès et résultats significatifs du projet PANA-1 Agriculture (Programme d'Adaptation Intégrée de Lutte contre les effets néfastes du Changement Climatique sur la Production Agricole et la Sécurité Alimentaire au Bénin), qui a été mis en œuvre dans neuf (09) sites pilotes à travers le Bénin et a permis d'une part, d'améliorer les capacités d'adaptation de nombreux agriculteurs pauvres et d'autre part, d'introduire des technologies d'adaptation et le développement de l'innovation, en utilisant une approche recherche-action. Le PMSD s'appuie sur les impacts positifs et les enseignements tirés de cette approche innovante, pour accompagner les groupes-cibles dans la construction des approches et méthodes de production résilientes et durables.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la COVID-19 pandémie mondiale, le nouveau coronavirus s'étant rapidement propagé dans toutes les régions du monde. A l'instar de la plupart des pays, le Bénin subi également les effets de la pandémie de la COVID-19 depuis le 16 mars 2020, date de l'enregistrement du premier confirmé. A la date du 11 juin 2020, le Bénin compte 390 cas confirmés à la PCR dont 217 guéris, 117 sous traitement et 05 décès. Cette crise sanitaire ayant des effets sur l'économie béninoise dans son ensemble, a également impacté négativement la mise en œuvre du projet. Les principaux impacts enregistrés concernent le blocage des travaux en cours sur les différents sites d'intervention du projet, une perte partielle des investissements en cours et le report de certaines activités nécessitant la mobilisation des partenaires et bénéficiaires attendant la levée des mesures de restriction du travail de proximité. Toutefois, le cordon sanitaire a été levé depuis le 10 mai 2020 et les activités nécessitant des déplacements sur le terrain ont repris avec des limites sur la mobilisation des acteurs. La mesure de travail à distance est toujours en cours au niveau des agences SNU avec des recommandations de restriction des déplacements et prises de mesures de protection renforcées en cas de nécessité.

3. Problèmes que le projet a cherché à résoudre : menaces et obstacles visés

Le Bénin, à l'instar des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, subit les effets néfastes de la variabilité et des changements climatiques (CC) dont les manifestations se traduisent par l'accentuation de la variabilité et la récurrence d'événements météorologiques extrêmes (inondations dévastatrices, longues sécheresses, vagues de chaleur, pluies torrentielles etc.). Certaines projections pessimistes annoncent une baisse continue de 10 à 20 % des précipitations d'ici à 2025 et une baisse de la production agricole de l'ordre de 23 % d'ici 2020 dans certaines régions du pays.

Étant conscient des défis liés au climat, le Bénin a ratifié la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le 30 juin 1994. Conformément à cet engagement et dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision 28/CP.7 prise à la 7^{ème} session de ladite Convention, en novembre 2001 et relative à l'élaboration des Programmes d'Action Nationaux aux fins de l'Adaptation aux changements climatiques (PANA), le Bénin a lancé en janvier 2008 son PANA avec l'appui du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Ce document a permis au Bénin d'identifier les risques climatiques majeurs auxquels sont soumis ses populations. Il s'agit de la sécheresse, des pluies tardives et très souvent violentes et des inondations.

En effet, il ressort des conclusions du PANA-BENIN que dans les zones agroécologiques du Sud, du centre et du nord du Bénin, la sécheresse, les pluies tardives et violentes et les inondations constituent les risques climatiques majeurs. Les ressources les plus exposées à ces risques sont les bassins versants, les terres, la biodiversité, l'agriculture vivrière, les ressources en eau, les cultures maraîchères, les cultures de rente, la pêche et l'élevage. Les groupes sociaux les plus exposés sont les petits exploitants agricoles, les maraîchers et exploitants agricoles émergents, les pêcheurs et les éleveurs.

4. Objectifs immédiats et de développement du projet

L'objectif général du projet est de soutenir la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance et d'intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les processus de planification nationaux et décentralisés afin que les communautés locales soient moins vulnérables aux changements climatiques. Spécifiquement, il s'agit (i) d'inclure le changement climatique et le genre dans les plans et budgets de développement aux niveaux national et local ; (ii) d'améliorer les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines pour faire face à la modification des régimes pluviométriques ; (iii) d'améliorer la capacité d'adaptation des communautés par des activités génératrices de revenus plus diversifiées.

5. Résultats escomptés

Les principales réalisations visées sont :

- Réalisation 1.1. : Les cinq départements et municipalités et tous les ministères concernés ont intégré l'adaptation aux changements climatiques tenant compte des spécificités-genre dans leurs activités de planification et de budgétisation
- Réalisation 1.2. : Les agents de vulgarisation agricole et les ONG locales actives dans les cinq municipalités ciblées sont formés sur la résilience au changement climatique
- Réalisation 1.3. : Les leçons apprises sont résumées dans un référentiel et partagées
- Réalisation 2.1. : Au moins 09 petites infrastructures de collecte d'eau résistantes au climat sont conçues et mise en œuvre dans les 09 villages ciblés

- Réalisation 2.2. : Les risques d'inondations et d'érosion des berges sont réduits grâce à la stabilisation des talus des berges critiques en utilisant au moins 300 ha de plantation de bambous
- Réalisation 2.3. : Des pratiques résilientes, telles que la technique d'irrigation goutte-à-goutte ou les semences améliorées à cycle court, sont adoptées par au moins 300 ménages dans les cinq municipalités ciblées
- Réalisation 3.1. : La dépendance et la vulnérabilité de la population ciblée aux effets du changement climatique sont réduites grâce à l'introduction de moyens de subsistances alternatifs pour environ 4000 personnes
- Réalisation 3.2. : Toutes les femmes de la population-cible (3 281 femmes) sont formées aux moyens de subsistances alternatifs à l'agriculture pour mieux faire face aux impacts des changements climatiques
- Réalisation 3.3. : Renforcement des capacités de 300 entrepreneurs ruraux et de 50 PME (50% de femmes) à élaborer des plans d'entreprise dans le domaine de l'artisanat durable et de la fabrication à petite échelle afin de stimuler l'emploi et l'augmentation des recettes

6. Principaux acteurs : liste récapitulative

La liste récapitulative des acteurs est donnée dans le tableau suivant :

N°	Structure
1	CePED / Direction Nationale du Projet
2	Ministère du Plan et du Développement
3	Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche
4	Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable et FEM
5	Institut National de Recherche Agricole du Bénin
6	Université et institut de recherche
7	Mairie d'Avrankou
8	Mairie de Bopa
9	Mairie de Bohicon
10	Mairie de Ouaké
11	Mairie de Savalou
12	Agence Territoriale de Développement Agricole
16	Programme des Nations Unies pour le Développement

7. Théorie de changement

Le Bénin est confronté à plusieurs obstacles institutionnels, techniques et financiers pour réduire et gérer efficacement les effets néfastes du changement climatique sur le secteur agricole.

Le renforcement de la résilience des communautés nécessite un changement radical des pratiques actuelles. Tout d'abord, une plus grande sensibilisation et une base de connaissances techniques plus solide sur les effets du changement climatique sont nécessaires au niveau des gouvernements nationaux et infranationaux. Cette initiative améliorera la capacité des décideurs politiques et des planificateurs à intégrer pleinement les risques et les opportunités liés au climat dans leur travail, car son premier élément est le renforcement de leurs capacités. Dans le même temps, les communautés locales doivent à la fois réduire leur vulnérabilité directe aux effets néfastes du changement climatique et améliorer leurs capacités d'adaptation à leurs conséquences. Le PMSD se concentre sur ces deux aspects en soutenant des

infrastructures et des techniques agricoles résistantes au climat, telles que des systèmes d'irrigation plus efficaces et des cultures à cycle court (composante 2 : investissements dans l'agriculture résistante), et en aidant les communautés à passer de l'agriculture de subsistance à la sécurité alimentaire et aux revenus et à se tourner vers des moyens de subsistance plus diversifiés et moins vulnérables (composante 3 : diversification des moyens de subsistance).

Afin d'être aussi efficace et efficient que possible, ce projet :

- S'appuie sur certains des résultats positifs obtenus par des projets récents et les transpose à plus grande échelle, le plus important étant le projet PANA-1 intitulé "Programme d'adaptation intégré pour lutter contre les effets du changement climatique sur la production agricole et la sécurité alimentaire",
- Adopte une approche intégrée comportant trois composantes complémentaires et se renforçant mutuellement (renforcement des capacités, investissements dans les infrastructures hydrauliques et diversification des moyens de subsistance),
- S'aligne sur les priorités nationales, telles que décrites dans la section II ci-dessus, répond aux besoins locaux tels qu'identifiés lors de l'analyse participative approfondie effectuée pendant la phase de préparation du projet,
- S'appuie sur les structures et capacités nationales et sous-nationales préexistantes et les renforce,
- Intègre la dimension de genre dans ses activités, ses produits et ses résultats, et
- Garantit un accès équitable à tous les bénéficiaires des projets ciblés (jeunes, pauvres, sans terre, etc.).

Résultats

1. Stratégie du projet

Conception du programme

Additionalité

Le PMSD est un projet d'additionnalité climatique. C'est un projet qui supporte les surcoûts induits par les changements climatiques sur le développement national. Ce montage technique du projet constitue un modèle. Car, dans le cadre des différents mécanismes financiers notamment le Fonds Vert pour le Climat, c'est cette nouvelle approche de mobilisation des fonds climatiques qui est de plus en plus souhaitée. Ainsi, ce montage du PMSD pourra servir d'exemple pour concevoir d'autres projets similaires sur les changements climatiques.

En cela, le projet est cohérent et respecte les normes initiales de l'additionnalité : Comme expliqué dans le Prodoc du PMSD, le projet s'inscrit parfaitement dans le Programme d'Action national d'Adaptation aux Changements Bénin. Tout d'abord, l'agriculture est le secteur le plus important de l'économie béninoise, qui fait vivre les deux tiers de la population et fournit 80 % des exportations du pays.

Cependant, malgré sa taille, son énorme potentiel (disponibilité de terres cultivables et irrigables, important marché émergent), et les efforts du gouvernement, le secteur agricole béninois est confronté à de nombreux défis. Il est particulièrement pertinent, car on estime que seulement 13 % de la surface cultivée du Bénin est irriguée, et que 80 % de la production agricole a lieu pendant la saison des pluies. La dépendance à l'égard du beau temps pour le maintien des moyens de subsistance est très apparente dans les statistiques et sur le terrain. L'accès limité à l'eau et aux outils agricoles contribue à la vulnérabilité des agriculteurs, et ces problèmes sont encore exacerbés par le changement climatique. En fait, l'impact du

changement climatique sur le Bénin est indéniable, il a induit une altération du régime des pluies et une hausse de la température au Bénin, ce qui a un impact important sur l'agriculture et les plus vulnérables qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Le Bénin est vulnérable au changement climatique qui se traduit par une augmentation observée et prévue de la variabilité des précipitations et par des événements météorologiques extrêmes plus fréquents. Les projections climatiques à moyen terme indiquent le risque de niveaux de pluie insuffisants dans certaines régions, principalement au nord, mais aussi une évapotranspiration accrue et une plus grande variabilité des précipitations pendant les saisons de culture. Les sécheresses et les inondations sont déjà plus graves. Cela signifie une pression accrue sur les ressources naturelles et le système de production agricole, notamment sur les cultures pluviales, la régénération des arbres naturels et le pâturage des animaux. Le PMSD a été conçu pour contribuer au renforcement de la résilience des moyens de subsistance ruraux et des gouvernements locaux afin d'aider le gouvernement et les communautés-cibles à répondre au changement climatique et à ses conséquences.

Alignement sur les priorités nationales

Le PMSD se base sur les secteurs prioritaires et les orientations définis dans le document du PANA, qui est la base de l'action d'adaptation climatique au Bénin. On peut souligner que le PMSD est principalement un projet de résilience du secteur agricole, secteur prioritaire énoncé dans le document de PANA. Le projet aborde dans sa composante 2 les investissements agricoles intelligents face au climat pour contrer les risques climatiques adverses tels que la sécheresse, les inondations, les vents violents, etc.

La mise en place d'infrastructures d'eau répond aux poches de sécheresse ; la mise en place de plantations (bambou, *Gmelina*, etc.) répond aux inondations et aux forts vents dégradant les berges. La promotion des activités alternatives à l'agriculture au sein des communautés répond au renforcement de la résilience face aux effets adverses des changements climatiques. Tous ces cadres de réponse sont en parfaite ligne avec le programme PANA.

A travers ces actions, le PMSD contribue aussi à la mise en œuvre de la CDN du Bénin.

Titre : Alignement du PMSD avec les priorités gouvernementales, les ODD et le PNUAD

GoB	Réalisations attendues du PMSD	ODD/PNUAD
PAG 1. Consolider la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance	Réalisation 1 : Le changement climatique et l'égalité des sexes sont inclus dans les plans de développement aux niveaux national et infranational	ODD 5.5 Assurer la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des chances en matière de leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique
PND Objectif Stratégique N°3 : Consolider l'État de droit et la bonne gouvernance		SDG 13.2 Intégrer les mesures de lutte contre le changement climatique dans les politiques, les stratégies et la planification nationales
PC2D 2. Amélioration de la gouvernance		Effet UNDAF N° 1 : D'ici fin 2018, les populations rurales et périurbaines, notamment les jeunes et les femmes dans les communes d'intervention accroissent leur revenu et améliorent leur sécurité alimentaire

		Effet UNDAF N° 6 : D'ici à fin 2018, les institutions et les populations des communes d'intervention assurent une meilleure gestion de l'environnement, des ressources naturelles et énergétiques, du cadre de vie, ainsi que des conséquences des changements climatiques, des crises et catastrophes naturelles.
PAG 2. Engager la transformation structurelle de l'économie		ODD 6.4 D'ici 2030, accroître sensiblement l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs et assurer des prélèvements et un approvisionnement durable en eau douce pour remédier à la pénurie d'eau et réduire sensiblement le nombre de personnes souffrant de cette pénurie
PND Objectif Stratégique N°4 : Assurer la gestion durable du cadre de vie, de l'environnement et l'émergence des pôles régionaux de développement	Résultat 2 : Les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines sont améliorées pour faire face à la modification du régime des pluies	9.A Faciliter le développement d'infrastructures durables et résistantes dans les pays en développement par un soutien financier, technologique et technique accru aux pays africains, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement
PD2d 4. Amélioration de la croissance économique		13.B Promouvoir des mécanismes visant à renforcer les capacités de planification et de gestion efficaces en matière de changement climatique dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, en mettant notamment l'accent sur les femmes, les jeunes et les communautés locales et marginalisées
7. Développement équilibré et durable		PNUD Axe : L'amélioration du bien-être et l'augmentation des revenus de la population, notamment des jeunes, des femmes et des personnes handicapées, par la mise en place, au niveau local, d'infrastructures et d'équipements socioéconomiques qui répondent aux besoins de base, par le développement d'activités économiques et par la promotion de l'emploi indépendant, de l'employabilité et de l'esprit d'entreprise ;
PAG3. Améliorer les conditions de vie des populations	Résultat 3 La résilience des communautés est améliorée par des activités génératrices de revenus plus diversifiées et un environnement propice à un meilleur accès au financement	ODD 1.4 D'ici 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi que l'accès aux services de base, la propriété et le contrôle de la terre et d'autres formes de propriété, l'héritage, les ressources naturelles, les nouvelles technologies appropriées et les services financiers, y compris la microfinance
PND Objectif Stratégique N°2 : Accroître durablement la productivité et la compétitivité de l'économie béninoise		ODD 1.5 D'ici 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux événements extrêmes liés au climat et aux autres chocs et catastrophes économiques, sociaux et environnementaux
PC2D 3. Améliorer les conditions de vie des populations		Effet UNDAF N° 5 : D'ici à fin 2018, les institutions nationales et locales appliquent davantage les bonnes pratiques et principes de gouvernance inclusive, transparente et redevable

		Axe PNUD : Le renforcement de la résilience des populations aux phénomènes hydrométéorologiques et climatiques extrêmes.
--	--	--

Source : Analyse des consultants

Le tableau ci-dessus montre que le PMSD est en parfaite adéquation avec les politiques et stratégies actuelles du gouvernement, de l'UNDAF, des ODD et du PNUD. Le programme contribue aux objectifs de haut niveau de chaque membre du groupe tripartite. Au niveau opérationnel dans les communes bénéficiaires du projet, les objectifs du projet répondent aux besoins ressentis par les populations à la base et retracés dans les plans de développement communaux. Il s'aligne enfin avec l'effet 1 de l'UNDAF 2019-2023 « D'ici fin 2018, les populations rurales et périurbaines, notamment les jeunes et les femmes dans les communes d'intervention accroissent leur revenu et améliorent leur sécurité alimentaire ». Il s'aligne enfin avec le résultat stratégique PNUD 5 « les pays sont en mesure de réduire les risques de conflit et catastrophes naturelles, y compris le changement climatique ».

Participation des parties prenantes

Le partenaire principal de la mise en œuvre du PMSD est le Ministère du Plan et du Développement. En outre, le Bénin a mis en place plusieurs cadres et comités institutionnels qui appuient l'exécution du PMSD, notamment :

- Les acteurs au niveau de l'État, des municipalités et des collectivités locales ont tous joué pleinement leur rôle.
- Le Ministère d'État chargé du Plan et du Développement (MEPD) accueille ce projet d'exécution nationale par l'intermédiaire du Centre de partenariat et d'expertise pour le développement durable (CePED), qui fait office de direction nationale du projet.
- Les municipalités coopèrent pleinement aux activités du projet, en apportant leur soutien en termes de facilitation (publication de décrets pour la mise à disposition de terrains pour les infrastructures du projet, suivi des travaux sur le terrain, etc.) et de mobilisation des communautés à la base. Ils bénéficient du soutien des autorités locales, très actives sur le terrain. Cela renforce la stratégie de mise en œuvre inclusive que le PMSD a adoptée dès le début du projet, en allant à la rencontre des populations bénéficiaires et en sollicitant leur avis avant de choisir parmi les options d'intervention.
- Les autres acteurs institutionnels, tels que les universités et la communauté de la recherche scientifique, participent également pleinement au projet par le biais de protocoles d'accord en vertu desquels ils mènent des études scientifiques de haute qualité en rapport avec les ODD et les efforts de lutte contre le changement climatique. Le GRED a également été mis en place avec le soutien du PMSD.
- Les ONG partenaires du PMSD sont : GRABE-Bénin et Jardin des Oliviers dans la commune d'Avrankou ; PEH-Bénin, CRADIB, ODAS, LDLD et MJCD dans la commune de Savalou ; APIC, DEDRAS et Alpha & Omega dans la commune de Ouaké ; PSAAB et GROPERE dans la commune de Bopa.
- Les ONG partenaires du PMSD, ainsi que l'ATDA, soutiennent le projet, notamment dans la mise en œuvre de ses activités d'appui et de suivi communautaire pour l'adoption de techniques de production résistantes au changement climatique et pour faciliter l'accès aux intrants et au financement. Des

champs d'expérimentation qui feront des démonstrations de nouvelles techniques de production dans les villages bénéficiaires sont en cours de création. Les membres du personnel de nos ONG partenaires et des ATDA servent de lien avec l'équipe PMSD pour soutenir et suivre, au quotidien, les producteurs choisis dans les communautés d'intervention.

- Les entreprises du secteur privé sont principalement actives dans la mise en place de l'infrastructure du PMSD et dans la fourniture de divers services.
- Des volontaires apportent leur soutien aux experts du projet. L'équipe du projet comprend un assistant pour l'adaptation au changement climatique, un assistant administratif et financier et un assistant exécutif (tous des femmes). Le quatrième membre de l'équipe, un assistant de suivi et d'évaluation, est un homme.
- Des groupes locaux (hommes, femmes et jeunes) sont impliqués dans la mise en œuvre du projet en fonction des besoins et des actions des communautés bénéficiaires. Ils sont responsabilisés en termes de mise en œuvre et de suivi des activités sur le terrain.

Le PMSD a réussi à rassembler des acteurs de tout le paysage béninois, du niveau national au niveau local et de la société civile au secteur privé, pour s'assurer que le programme est en mesure d'atteindre ses objectifs et résultats préétablis.

Genre

Selon une étude menée par la FAO en 2012, au Bénin, plus de 40 % du PIB et 70 % des emplois sont liés à l'agriculture, et 70 % des femmes vivent dans les zones rurales où elles sont responsables de 60 à 80 % des travaux agricoles effectués dans le pays et fournissent jusqu'à 44 % de la main-d'œuvre de subsistance du ménage. Il est intéressant de noter le rôle élevé que les femmes du Bénin jouent dans l'agriculture et de faire également le lien critique entre la production agricole et le changement climatique comme l'illustre la citation suivante : « Les variations saisonnières de l'insécurité alimentaire des ménages sont importantes. L'insécurité alimentaire des ménages et leur capacité d'achat d'aliments dépend en effet en partie de leur propre cycle de production.⁸ »

En raison du rôle et de la contribution accrues des femmes et des jeunes dans l'agriculture au Bénin, l'impact du changement climatique sur leur vie et leur bien-être est accru et indéniable. Le Bénin est menacé par une variabilité climatique extrême et des conditions météorologiques telles que les inondations, la sécheresse et les pluies irrégulières. Le PMSD cherche à remédier aux faiblesses et aux vulnérabilités liées aux questions de genre et au changement climatique dans le pays qui n'ont pas été suffisamment prises en compte dans le passé.

Pour remédier pleinement aux inégalités liées à l'accès et au contrôle des ressources naturelles par les femmes et les hommes et à leurs vulnérabilités spécifiques liées au changement climatique, le PMSD a cherché à inclure les femmes et les jeunes dans tous les processus d'identification, de préparation et de mise en œuvre du projet. C'est pourquoi, le PMSD vise, en partie, à former 3281 femmes à des activités génératrices de revenus alternatives à l'agriculture pour leur permettre de diversifier leurs sources de revenus et ainsi renforcer leur autonomie, pour la promotion de l'égalité genre. D'après l'UGP, ces activités ont été quelque peu retardées par la crise de la Covid-19 qui a limité les rassemblements, empêchant ainsi l'organisation des séances de formation. En ce qui concerne les activités du PMSD liées à l'installation des bénéficiaires sur les périmètres maraichers aménagés, la priorité est accordée aux femmes, et surtout celles sans terre. En fait, les femmes représentent 75% de l'ensemble

⁸ <http://www.fao.org/3/I9671FR/i9671fr.pdf>

des personnes formées au niveau des sites aménagés (317 femmes sur un total de 423 personnes). Les données des rapports de suivi du PMSD suggèrent que les 317 femmes formées ont vu leur revenu croître de 30% par rapport à la période initiale du projet. Elles disposent maintenant d'une activité durable qui leur permet de mieux subvenir à leurs propres besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles. Pour solutionner le fait que les jeunes, femmes et hommes, soient généralement avec pas ou peu de terres, le PMSD a cherché à renforcer leur connaissance sur les pratiques agricoles résilientes mais aussi les privilégier lors de l'installation des exploitants sur les périmètres aménagés.

Comme l'illustrent les données ci-dessus, l'approche du PMSD comporte des actions très spécifiques visant à la fois à remédier aux inégalités entre les sexes dans les communautés cibles en matière d'accès et de contrôle des ressources et à atténuer le changement climatique. La génération de revenus, l'accès aux maraichers aménagés et la formation font tous partie d'une stratégie genre très claire qui s'est basée sur l'analyse de la situation de genre qui a permis d'éclairer de manière exhaustive la conception du projet afin de prendre en compte ces questions dans la préparation du projet. Afin de renforcer le rôle des femmes dans la réponse et l'atténuation du changement climatique au Bénin, le projet a cherché à inclure les femmes de manière active dans chaque composante du projet. Par exemple :

- Les femmes dans 5 des 9 villages bénéficiaires (Kpakpararé, Damè, Aouiankanmè, Kotan et Agbodji) disposent respectivement d'une infrastructure de retenue d'eau et/ou d'espaces hydroagricoles aménagés. Ces infrastructures, en leur permettant d'exercer leur activité en situation de parfaite maîtrise de l'eau, augmentent leur productivité et leurs revenus, facilitant ainsi l'accès géographique et financier des femmes aux services socioéconomiques dont elles ont besoin.
- Les femmes sont majoritaires dans les comités provisoires de gestion des infrastructures mis en place au niveau des différents sites à l'initiative des populations. Par exemple, à Damè et à Aouiankanmè (Savalou), les comités installés ont à leur tête une femme, et plus de 50% des sièges sont occupés par des femmes.
- À la suite des formations organisées à l'endroit des cadres aux niveaux national et infranational, 4 des 5 municipalités bénéficiaires du projet ont pris en compte les changements climatiques et le genre dans leurs Plan de Développement Communal (PDC) et Plan Annuel d'investissement (PAI) des années 2019 et 2020.

En outre, comme indiqué précédemment, les formations réalisées par le PMSD pour l'application de techniques de production résilientes au changement climatique ont inclus 423 personnes dont 317 femmes, soit 75% du total des personnes formées. Ces formations ont donné aux participants des connaissances pratiques pour la production agricole adaptée au changement climatique ainsi que des notions en matière de tenue des comptes d'exploitation et de gestion d'une exploitation maraîchère. Les formations suivies leur ont permis d'installer leur exploitation et de réaliser leurs premières récoltes au bout de trois mois d'activités. Ces résultats suggèrent que le PMSD a en fait été en mesure d'accroître le rôle des femmes dans la réponse au changement climatique et l'atténuation de ses effets, grâce à la formation, aux ressources et à la voix pour participer de manière significative à la réponse de leurs communautés au changement climatique et à l'atténuation de ses effets. Le projet aura plus de succès ici une fois que la composante de diversification des activités génératrices de revenus sera pleinement mise en œuvre conformément à sa stratégie.

En raison du déséquilibre de l'impact du changement climatique sur les bénéficiaires, en particulier les femmes, le projet cherche évidemment à aider les femmes à être mieux

positionnées pour faire face aux limites et aux défis, ce qui est entièrement détaillé dans l'analyse ci-dessus. En tant que tel, un plus grand nombre d'interventions du projet sont toutefois orientées vers les femmes et les jeunes, les hommes sont inclus notamment sur la maîtrise des pratiques agricoles pour rendre plus résilientes leurs activités agricoles principalement dans les champs habituels. Le PMSD fait la promotion de l'adoption de variétés à cycle court (maïs, sorgho, riz, etc.), les pratiques écologiques, de gestion durable des terres et de fertilité des sols. L'action du projet vient en grande partie pour renforcer la résilience les hommes dans les activités de production qu'ils faisaient déjà. Il est bien de noter que l'approche du PMSD tente de couvrir les personnes sans ou avec peu de terres agricoles, les handicapés. La dernière catégorie n'est pas fréquemment rencontrée dans les localités cibles du projet, surtout en ce qui concerne les activités agricoles qui demandent de la force de travail. Bien que la conception du projet mette davantage l'accent sur les groupes marginalisés comme les femmes et les jeunes, cela se justifie par le fait que la conception du projet, fondée sur une analyse de la situation des sexes, cherche à compenser les inégalités qui désavantagent de façon disproportionnée les femmes et les jeunes. Cependant, les hommes sont toujours inclus dans toutes les activités du programme et dans les activités de sensibilisation, selon le cas, étant donné l'objectif et la conception du projet.

Cadre de résultats et cadre logique

La conception du projet est solide et claire en ce qui concerne les buts et les objectifs qu'il cherche à atteindre et la manière dont il cherche à obtenir ces résultats et ces produits. Cependant, il y a peu de choses qui méritent d'être notées et prises en compte dans le processus d'examen et de révision par l'équipe du programme à mi-parcours :

Bien que le projet ait une stratégie claire en matière de genre intégrée dans sa conception, les objectifs spécifiques au genre ne sont pas toujours clairement articulés dans le cadre logique.

Recommandation A3 : Relative à la définition des cibles différenciées par sexe pour tous les acteurs.

Par exemple, le cadre logique vise à augmenter les revenus moyens de 50 %, mais il n'y a pas de clarification concernant la proportionnalité de cette augmentation par rapport aux hommes et aux femmes afin de garantir que le projet ait l'impact prévu sur tous les groupes cibles. Ce ciblage différent selon le sexe devrait être appliqué à tous les résultats et produits. Les évaluations de la vulnérabilité utilisées comme indicateur pour le PMSD au niveau de l'objectif devraient être complétées par d'autres indicateurs pour couvrir tous les éléments clés de l'objectif du projet tels que (1) les plans nationaux et sous-nationaux qui incluent le genre et la diversité dans leur conception et (2) le pourcentage d'autorités nationales et locales compétentes dans les communautés cibles formées au genre, à la diversité et à l'atténuation du changement climatique grâce au PMSD ou au financement des Nations Unies.

La mission note également qu'il y a quelques défis à relever en ce qui concerne les objectifs et les cibles du programme et leur faisabilité. Par exemple, il est prévu de planter 300 ha de bambou pendant la durée du projet. Les dépenses liées à cette activité ont été sous-estimées du fait que le coût unitaire de la plantation d'un semis de bambou n'a pas été évalué dans le budget du projet. En outre, aucune stratégie visant à promouvoir la plantation de cette espèce ni aucun type de subvention permettant aux communautés de disposer de plants de bambou pour les planter sur des propriétés privées n'a été défini dans le plan du projet. Il est important pour l'équipe du projet de développer une stratégie spécifique prenant en compte les aspects mentionnés, pour exploiter ce résultat.

De même, il est prévu la formation systématique de toutes les femmes des neufs villages bénéficiaires (3 281 femmes) sur les activités alternatives de subsistance. Dans le meilleur cas où toutes les femmes sont formées et exercent ces activités alternatives, cela risque d'entraîner des multiplications des activités de même nature et par ricochet des méventes ou des problèmes de rentabilité desdites activités. Il importe pour l'équipe de projet de développer la stratégie particulière pour opérer ce résultat qui précise combien de types d'activités génératrices de revenus seront proposés et combien de femmes seront formées dans chaque AGR pour s'assurer que le projet aura l'impact voulu.

Recommandation C2 : Relative à l'augmentation des revenus au niveau des bénéficiaires.

Le tableau suivant donne une analyse des indicateurs par rapport à leurs aspect SMART ou pas :

Objectifs /Résultats	Indicateurs	S	M	A	R	T	Appréciation du caractère SMART des indicateurs
Objectif du projet: Renforcer l'environnement favorable pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation appropriées basées sur la gestion des écosystèmes dans les régions des Niayes et de la Casamance	Indicateur 1 : Les évaluations de la vulnérabilité montrent une diminution de la vulnérabilité dans les 9 villages selon la méthodologie utilisée dans la phase de préparation de l'évaluation de la vulnérabilité	NON	NON	OUI	NON	OUI	Indicateur non-SMART car le terme « vulnérabilité » n'est pas clairement définissable à moins qu'il soit précisé. Il sera difficile de quantifier la vulnérabilité si ce n'est par rapport au nombre de personnes vulnérables ou au nombre de domaines de vulnérabilité collective
	Indicateur 2 : Niveau de revenu annuel moyen de la population cible Données ventilées par sexe	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Réalisation 1: Le changement climatique et l'égalité des sexes sont inclus	Indicateur 3 : Nombre de municipalités qui ont pris en compte le changement climatique et le genre dans leur PDC (plan de	NON	NON	OUI	OUI	OUI	Indicateur non-SMART. L'indicateur devrait être plus spécifique. S'agit il de juste mentionner les CC dans son PDC ou est ce que les communes doivent faire des analyses détaillées des

dans les plans de développement aux niveaux national et infranational	développement communal) et PAI (plan d'investissement annuel) Données incluant la manière dont le genre est intégré						CC et de leurs impacts et mettre en place des actions spécifiques contre ces CC ?
	Indicateur 4 : Nombre d'agents de vulgarisation et d'ONG qualifiés pour assurer la vulgarisation en matière d'adaptation et d'AT. Données ventilées par sexe	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	Indicateur SMART
Résultat 2 : Les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines sont améliorées pour faire face à la modification du régime des pluies	Indicateur 5 : Nombre d'infrastructures d'eau financées par exploitation par municipalité, y compris la gestion ; Données ventilées par sexe pour la gestion (et si possible par âge, fortune et handicap) »	OUI	NON	NON	NON	OUI	Indicateur non-SMART. Les cibles associées à cet indicateur sont confuses. Il s'agit de l'opérationnalité des infrastructures réalisées ensuite la suite de la cible sur les capacités, la durabilité et les femmes rendent la mesure de cet indicateur trop complexes et pas assez directe.
	Indicateur 6 : Nombre de personnes qui maîtrisent et utilisent les techniques de résilience climatique promues par le projet (par exemple, l'irrigation au goutte à goutte,	NON	NON	OUI	OUI	OUI	Indicateur non-SMART. La cible n'est pas spécifique. Quand pourrions-nous dire qu'un bénéficiaire maîtrise les techniques ? lorsqu'il peut en citer une, ou deux ou trois sans se tromper ? lorsqu'il en met en pratique de manière adéquate une, deux ou trois ? De même, par

	les semences à cycle court ...) Données ventilées par sexe (et si possible par âge, richesse et handicap)						rapport au réalisme, il est très ambitieux de chercher à faire maîtriser des techniques nouvelles à la totalité des bénéficiaires.
Réalisation 3: Résultat 3 La résilience des communautés est améliorée par des activités génératrices de revenus plus diversifiées et un environnement propice à un meilleur accès au financement	Indicateur 7 : Nombre de femmes engagées dans l'agriculture de subsistance formées / renforcées sur les moyens de subsistance alternatifs à l'agriculture Données spécifiques au sexe	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	Indicateur SMART. Le projet peut bien former l'ensemble des bénéficiaires même si il faut être prudent car il se pourrait que certaines bénéficiaires ne soient pas disponibles ou aient des empêchements pour participer.
	Indicateur 8 : nombre d'agriculteurs ayant accès à un financement grâce à la formation et à des activités plus diversifiées Données ventilées par sexe (et si possible par âge, richesse et handicap)	OUI	OUI	Neutre	OUI	OUI	Indicateur SMART. Le réalisme peut être un problème la cible est trop ambitieuse à notre avis du moment que l'obtention des prêts ne dépend pas du programme et que les banques rejettent d'habitude les demandes de prêts pas parce que les demandeurs ne sont pas formés mais plutôt parce que ils n'ont pas de garanties bancaires, ce qui n'est pas solutionné avec le programme.

Objectifs/Résultats	Indicateurs	Données de base	objectifs	Appréciation du caractère SMART des indicateurs
<p>Objectif du projet: Renforcer l'environnement favorable pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation appropriées basées sur la gestion des écosystèmes dans les régions des Niayes et de la Casamance</p>	<p>Indicateur 1 : Les évaluations de la vulnérabilité montrent une diminution de la vulnérabilité dans les 9 villages selon la méthodologie utilisée dans la phase de préparation de l'évaluation de la vulnérabilité</p> <p>Indicateur 2 : Niveau de revenu annuel moyen de la population cible</p> <p>Données ventilées par sexe</p>	<p>Évaluation de la vulnérabilité en phase de préparation : Ces chiffres peuvent être mis à jour au cours de la première année de mise en œuvre</p> <p>902 USD/an</p>	<p>La vulnérabilité moyenne est réduite de 30% dans tous les villages PANA-1 et de 50% dans les villages non PANA-1</p> <p>50% d'augmentation</p>	<p>Indicateur non-SMART car le terme « vulnérabilité » n'est pas clairement définissable à moins qu'il soit précisé.</p> <p>Il sera difficile de quantifier la vulnérabilité si ce n'est par rapport au nombre de personnes vulnérables ou au nombre de domaines de vulnérabilité collective</p> <p>Indicateur SMART. L'indicateur est direct et la cible est bien définie et mesurable.</p>
<p>Réalisation 1: Le changement climatique et l'égalité des sexes sont inclus dans les plans de développement aux niveaux national et infranational</p>	<p>Indicateur 3 : Nombre de municipalités qui ont pris en compte le changement climatique et le genre dans leur PDC (plan de développement communal) et PAI (plan d'investissement annuel)</p> <p>Données incluant la manière dont le genre est intégré</p>	<p>0 (à confirmer au cours des 6 premiers mois de mise en œuvre).</p>	<p>Toutes les municipalités ciblées qui ont révisé leur PDC et/ou PAI au cours de cette période (à confirmer au cours des 6 premiers mois de mise en œuvre) ont intégré le changement climatique et le genre dans ces documents</p>	<p>Indicateur non-SMART. L'indicateur devrait être plus spécifique. S'agit-il de juste mentionner les CC dans son PDC ou est-ce que les communes doivent faire des analyses détaillées des CC et de leurs impacts et mettre en place des actions spécifiques contre ces CC ?</p>

	Indicateur 4 : Nombre d'agents de vulgarisation et d'ONG qualifiés pour assurer la vulgarisation en matière d'adaptation et d'AT. Données ventilées par sexe	100	130	Indicateur SMART
Résultat 2: Les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines sont améliorées pour faire face à la modification du régime des pluies	Indicateur 5 : Nombre d'infrastructures d'eau financées par exploitation par municipalité, y compris la gestion ; Données ventilées par sexe pour la gestion (et si possible par âge, fortune et handicap) »	0 (objectifs précis par municipalité à mettre à jour à partir de l'analyse de la vulnérabilité de la phase de préparation du projet pendant les 6 premiers mois du projet)	Au moins 90% des infrastructures prévues par municipalité sont opérationnelles, ainsi que les capacités pour les exploiter de manière durable et en incluant les femmes	Indicateur non- SMART. Les cibles associées à cet indicateurs sont confuses. Il s'agit de l'opérationnalité des infrastructures réalisées ensuite la suite de la cible sur les capacités, la durabilité et les femmes rendent la mesure de cet indicateur trop complexes et pas assez directe.
	Indicateur 6 : Nombre de personnes qui maîtrisent et utilisent les techniques de résilience climatique promues par le projet (par exemple, l'irrigation au goutte à goutte, les semences à cycle court ...) Données ventilées par sexe (et si possible par âge, richesse et handicap)	340	6 163 =100% de la population cible maîtrisant et utilisant les techniques de résilience climatique promues par le projet	Indicateur non- SMART. La cible n'est pas spécifique. Quand pourrions-nous dire qu'un bénéficiaire maîtrise les techniques ? lorsqu'il peut en citer une, ou deux ou trois sans se tromper ? lorsqu'il en met en pratique de manière adéquate une, deux ou trois ? De même, par rapport au réalisme, il est très ambitieux de chercher à faire maîtriser des techniques nouvelles à la totalité des bénéficiaires.
Réalisation 3: Résultat 3 La résilience des communautés est améliorée par des activités génératrices de revenus plus diversifiées et un environnement propice à un meilleur accès au financement	Indicateur 7 : Nombre de femmes engagées dans l'agriculture de subsistance formées / renforcées sur les moyens de subsistance alternatifs à l'agriculture Données spécifiques au sexe	720 femmes .	3281 femmes (=100% des femmes de la population cible) engagées dans l'agriculture de subsistance) formées / renforcées sur les moyens de subsistance	Indicateur SMART. Le projet peut bien former l'ensemble des bénéficiaires même si il faut être prudent car il se pourrait que certaines bénéficiaires ne soient pas disponibles ou aient des empêchements pour participer.

			alternatifs à l'agriculture	
	<p>Indicateur 8 : nombre d'agriculteurs ayant accès à un financement grâce à la formation et à des activités plus diversifiées</p> <p>Données ventilées par sexe (et si possible par âge, richesse et handicap)</p>	0	Au moins 75 % des personnes formées dans le cadre du projet qui ont demandé un prêt l'ont obtenu	<p>Indicateur SMART. Le réalisme peut être un problème la cible est trop ambitieuse à notre avis du moment que l'obtention des prêts ne dépend pas du programme et que les banques rejettent d'habitude les demandes de prêts pas parce que les demandeurs ne sont pas formés mais plutôt parce que ils n'ont pas de garanties bancaires, ce qui n'est pas solutionné avec le programme.</p>

Il convient également de noter que le projet a pris beaucoup de retard en ce qui concerne la composante relative aux activités génératrices de revenus et devrait déterminer ce qui est faisable ou entamer un dialogue avec le donateur concernant une extension. La moitié des indicateurs est SMART, car ils sont objectivement vérifiables, spécifiques, et disposent de cibles clairement définies à mi-parcours et en fin de projet.

Recommandation A3 : Relative à la définition des cibles différenciées par sexe pour tous les acteurs.

Enfin, dans le contexte d'une pandémie persistante en Afrique, l'équipe devra élaborer des stratégies claires sur la manière de poursuivre et d'intensifier ses activités pour atteindre son objectif et ses buts. Enfin, l'accent n'est pas suffisamment mis sur les pratiques d'agroforesterie qui sont reconnues internationalement comme la réponse idéale aux changements climatiques. Dans le cas d'espèce, il faut outre les bambous, promouvoir les pratiques d'agroforesterie existantes (identifier les espèces végétales adaptées, identifier les pratiques culturelles qui conservent l'eau, réduisent l'érosion, augmentent les rendements sans pour autant réduire les rendements,...) .

2. Progrès accomplis vers la réalisation des résultats

Analyse des progrès vers les réalisations

Le tableau suivant donne le niveau d'atteinte des résultats par rapport à chaque indicateur de performance, au moment de l'évaluation à mi-parcours :

Stratégie de projet	Indicateur ⁹	Niveau de référence ¹⁰	Niveau lors du premier PIR (auto-déclaré)	Cible à mi-parcours ¹¹	Cible à la fin du projet	Niveau et évaluation à mi-parcours ¹²	Évaluation obtenue ¹³	Justification de l'évaluation
Objectif : Soutenir la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance et intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les processus de planification	Indicateur 1 : Les évaluations de la vulnérabilité montrent une diminution de la vulnérabilité dans les 9 villages selon la méthodologie utilisée dans la phase de préparation de l'évaluation de la vulnérabilité	Évaluation de la vulnérabilité en phase de préparation	Pas encore fait	A mi-parcours, la réalisation d'une étude sur la vulnérabilité des populations ciblées face au changement climatique, pour permettre de faire une comparaison avec la situation au démarrage du projet.	La vulnérabilité moyenne est réduite de 30% dans tous les villages PANA-1 et de 50% dans les villages non PANA-1	Pas évalué ¹⁴	Pas évalué	L'évaluation à mi-parcours devait se baser sur des études préalables sur le niveau de vulnérabilité. Ces études n'ont pas été faites au moment de cette évaluation. Donc ce indicateur n'est pas évaluable, pour le moment.
	Indicateur 2 : Niveau de revenu annuel moyen de la population cible Données ventilées par sexe	902 USD/an			25% d'augmentation ¹⁵	50% d'augmentation		MU

⁹ Remplir à l'aide des données du cadre logique et des fiches de résultats

¹⁰ Remplir à l'aide des données du Document de projet

¹¹ Le cas échéant

¹² Indiquer par code de couleur uniquement

¹³ Utiliser l'échelle d'évaluation des progrès à 6 niveaux : HS, S, MS, MU, U, HU

¹⁴ **Recommandation A3** : Relative à la définition de la vulnérabilité et aux paramètres de mesure de cette vulnérabilité.

¹⁵ Cette cible n'a pas été définie par le programme mais à mi-parcours, les analyses de l'équipe d'évaluation permettent de la fixer à 50%

<p>natio naux et décent ralisé s afin que les com muna utés locale s soient moins vulné rables aux chang ement s clima tiques</p>							<p>population qui ont vu leur niveau de revenu augmenter de 20% au cours des années 2019 et 2020, pour ce qui est des femmes ou hommes non impliqués dans les activités de maraîchage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 423 personnes, dont 317 femmes, soit 75% du total. Grâce aux formations pratiques reçues au niveau des sites aménagés, ces bénéficiaires ont créé une activité qui leur permet de s'auto-employer, à travers la production et la commercialisation de produits agricoles, y compris les produits maraîchers, leur permettant de générer des recettes dès le troisième mois après le début de l'activité. • Aussi, les 200 bénéficiaires de Savalou ont-ils pu réaliser un chiffre d'affaires de 2.430.600 FCFA au cours du mois de mai, soit un revenu annuel supplémentaire de 270 USD. Cela représente une augmentation de 30% de leur revenu par rapport à la période initiale du projet. • Les 100 femmes formées à Kotan dans la commune d'Avrankou ont également vu leurs revenus mensuels croître de 20%, passant de 75 USD/mois à 90 USD/mois. Cependant, la crise sanitaire de la Covid-19 et la mise en place d'un cordon sanitaire au Bénin au cours des mois de mars et
---	--	--	--	--	--	--	--

								avril a isolé la commune d'Avrankou de son principal débouché de produits maraîchers, c'est-à-dire le marché de Ouando à Porto-Novo. Cela a durement impacté les ventes des exploitantes bénéficiaires de Kotan, qui n'ont pas pu écouler leur production au cours de cette période. Des mesures correctives sont prises, notamment avec l'achat de kits de maraîchage pour les aider à relancer leur production et leur chiffre d'affaires, après la crise sanitaire de la Covid-19. Mais déjà pour lutter contre la maladie, des dispositifs de lavage des mains ont été installés au niveau du village et des masques réutilisables ont été distribués aux exploitantes.
Réalisation 1 : Le changement climatique et l'égalité des sexes sont inclus dans les plans de développement aux niveaux national et infranational	Indicateur 3 : Nombre de municipalités qui ont pris en compte le changement climatique et le genre dans leur PDC (plan de développement communal) et PAI (plan d'investissement annuel) Données incluant la manière dont le genre est intégré	0	4	5	Toutes les municipalités ciblées qui ont révisé leur PDC et/ou PAI au cours de cette période (à confirmer au cours des 6 premiers mois de mise en œuvre) ont intégré le changement climatique et le genre dans ces documents		S	4 des 5 municipalités bénéficiaires ont intégré les changements climatiques dans leur Plan Annuel d'Investissements (PAI). Il s'agit de Ouaké, Savalou, Bopa et Avrankou.
	Indicateur 4 : Nombre d'agents de vulgarisation et d'ONG qualifiés pour assurer la vulgarisation en matière	100		130	130		HS	30 agents supplémentaires par rapport à la baseline, dont 8 femmes, des ONG et Agences Territoriales du Développement Agricole (ATDA) intervenant dans les localités ciblées du PMSD

ationa l	d'adaptation et d'AT. Données ventilées par sexe							ont été outillés afin de mieux accompagner les populations bénéficiaires pour le développement de moyens de subsistance résilients qui prennent en compte les changements climatiques La mission note qu'il n'y a pas de spécification/objectif de genre pour cet indicateur	
Résultat 2: Les infras tructu res agric oles produ ctives et les comp étenc es huma ines sont améli orées pour faire face à la modif icatio n du régim e des pluies	Indicateur 5 : Nombre d'infrastructures d'eau financées par la municipalité, y compris la gestion Données ventilées par sexe pour la gestion (et si possible l'âge, la richesse et le handicap)	0 (objectifs précis par municipali té à mettre à jour à partir de l'analyse de la vulnérabili té de la phase de préparatio n du projet pendant les 6 premiers mois du projet)		50% des infrastructur es opérationnell es	Au moins 90% des infrastructur es prévues par municipalité sont opérationnell es, ainsi que les capacités pour les exploiter de manière durable et en incluant les femmes		HS	5 structures et aménagements de rétention d'eau sont en cours de construction dans cinq villages bénéficiaires du projet. Cela représente 60 % des infrastructures prévues pendant la durée du projet donc va au-delà des 50% qui devraient être atteints à mi- parcours.	
	Indicateur 6 : Nombre de personnes qui maîtrisent et utilisent les techniques de résilience climatique promues par le projet (par exemple, l'irrigation au goutte à goutte, les semences à cycle court ...) Données ventilées par sexe (et si possible par âge, richesse et handicap)	340		3080	6163 =100% de la population cible maîtrisant et utilisant les techniques de résilience climatique promues par le projet			U	423 personnes, dont 317 femmes, sont formées et ont adopté des pratiques résiliennes, telles que l'irrigation et les semences améliorées à cycle court notamment dans le maraîchage. Ce chiffre est inférieur à la cible à mi-parcours. Il est actuellement de 13,73% de l'objectif fixé pour ce produit pour l'évaluation à mis parcours.
Réali satio n 3 : La résili ence des	Indicateur 7 : Nombre de femmes engagées dans l'agriculture de subsistance formées / renforcées sur les moyens de subsistance	720 femmes		1640	3281 femmes (=100% des femmes de la population cible) engagées dans l'agriculture de subsistance)			U	0 femmes atteinte, l'activité n'a pas encore démarré

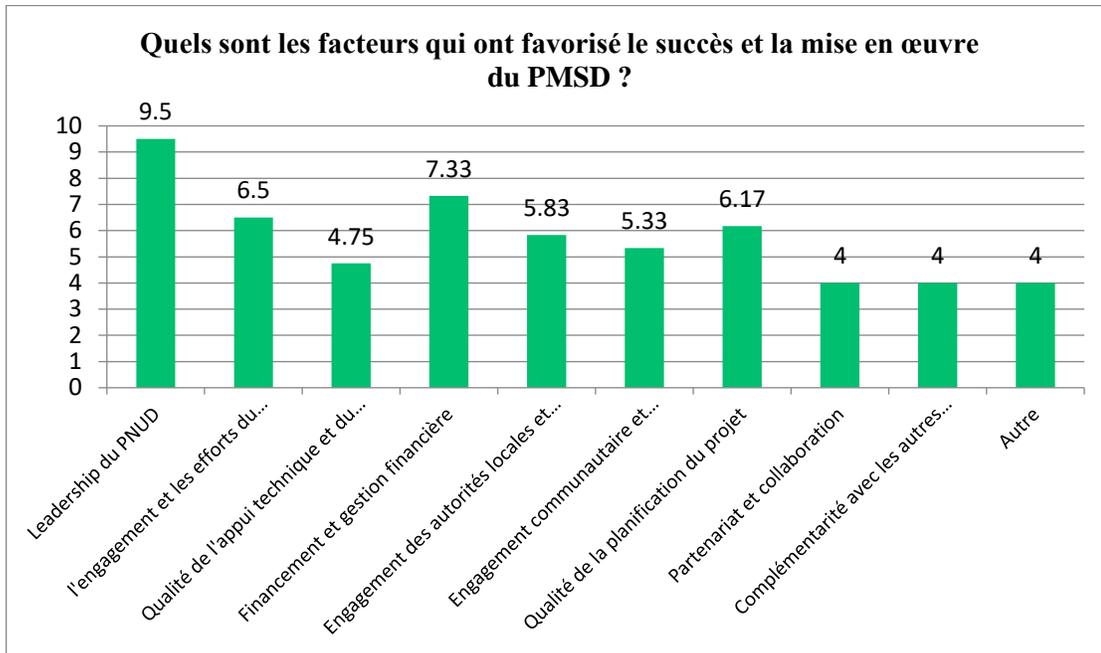
com muna utés est améli orée par des activi tés géné atrice s de reven us plus diver sifiées et un envir onne ment propi ce à un meill eur accès au finan ceme nt	alternatifs à l'agriculture Données spécifiques au sexe				formées / renforcées sur les moyens de subsistance alternatifs à l'agriculture			
	Indicateur 8 : nombre d'agriculteurs ayant accès à un financement grâce à la formation et à des activités plus diversifiées Données ventilées par sexe (et si possible par âge, richesse et handicap)	0		Au moins 40% des personnes formées	Au moins 75 % des personnes formées dans le cadre du projet qui ont demandé un prêt l'ont obtenu		U	0 personne atteinte, l'activité n'a pas encore démarré

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, 3 sur 7 indicateurs du PMSD sont verts, 3 sont rouges et 1 est jaune. Le projet est globalement au jaune avec une évaluation « Moyennement Satisfaisant ». Dans la section ci-dessous, nous allons explorer les facteurs qui soutiennent et/ou entravent la performance du programme.

Recommandation D4 : Relative à la révision des cibles assignées au projet.

Facteurs qui ont contribué à la réussite des activités

En ce qui concerne les facteurs qui soutiennent la mise en œuvre du programme, les trois principaux facteurs mis en évidence dans le graphique ci-dessous sont le leadership, le financement et la gestion financière du PNUD et l'engagement et les efforts du personnel du PMSD.



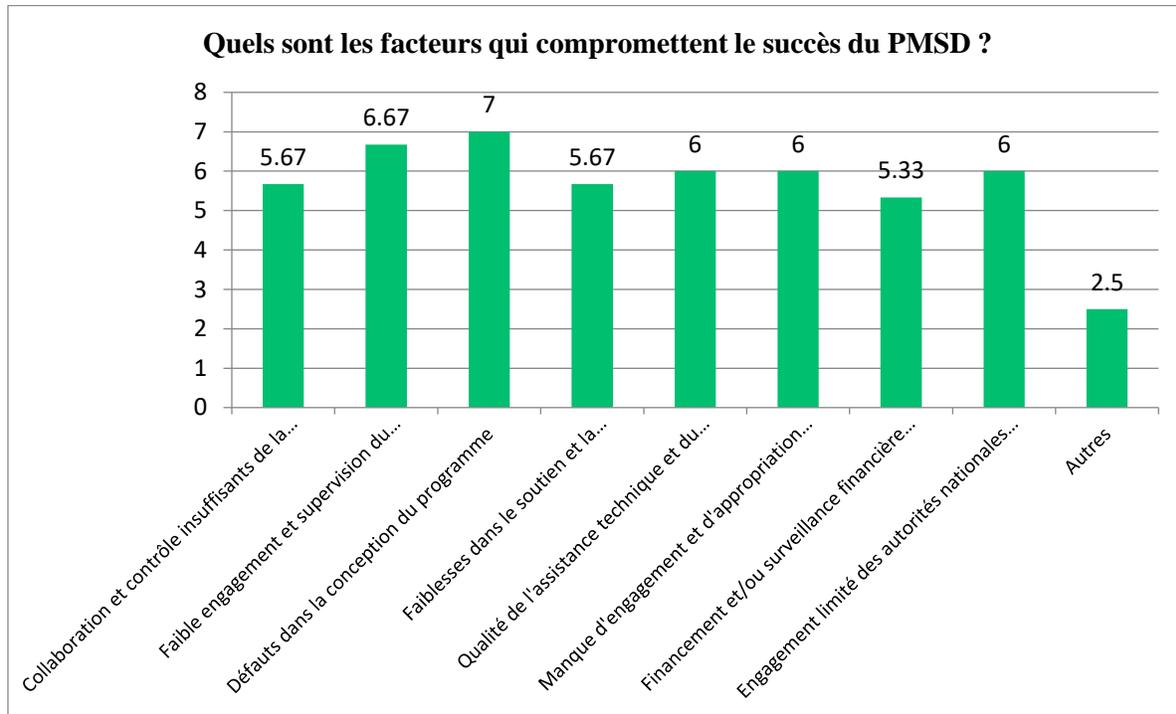
La mission note que le PNUD et le personnel du programme étaient surreprésentés dans l'échantillon, il convient donc de le noter pour mettre en évidence le biais potentiel dans les réponses. Il est intéressant de noter que lorsque l'on a demandé au personnel du programme quels facteurs ont été pris en compte lors du travail sur le terrain, il a souligné les points suivants :

1. Adhésion des autorités communales et locales et des communautés bénéficiaires aux activités du projet
2. Bonne collaboration avec les services techniques déconcentrés dans le secteur agricole : Cellules communales ATDA notamment, agents communaux des eaux et forêts, etc.
3. Mobilisation à temps des ressources financières par le PNUD et le FEM.

Le principal chevauchement est l'accent continu mis sur les ressources financières et la gestion du PNUD et du FEM. L'engagement des autorités locales et nationales a également occupé la cinquième place sur la liste de l'enquête électronique, mais il s'agissait de la première réponse fournie par le personnel du programme lors du travail sur le terrain. L'analyse ci-dessous explore les facteurs qui entravent la mise en œuvre du programme.

Facteurs qui ont gêné la réalisation des objectifs

Le graphique suivant montre que les répondants à l'enquête électronique ont mis en évidence des faiblesses dans la conception du programme, suivies de faiblesses dans l'engagement et la supervision du personnel du PMSD.



La qualité de l'assistance technique et du personnel de terrain, le manque d'engagement et d'appropriation des communautés cibles et l'engagement limité des autorités locales et nationales sont tous à égalité pour la troisième place. Lorsqu'on a demandé au personnel sur le terrain quels étaient les principaux défis à la mise en œuvre du programme, il a déclaré ce qui suit :

1. Retard dans la sécurisation de sites et de leur mise à disposition du PMSD : en effet, dans l'approche du projet, la mise en place de sites sécurisés et des investissements de la composante 2 détermine la poursuite et l'avancement de l'exécution des actions dans les villages-cibles.
2. Lenteur et retard de certaines entreprises dans l'exécution des travaux de construction d'infrastructures de mobilisation d'eau.
3. La CoVID-19 : pandémie qui a ralenti certaines activités de renforcement de capacités (formations) des communautés voire renchéries le coût de certaines activités.

Il est clair que le projet a connu des difficultés de mise en œuvre qui ont entraîné des retards importants dans l'exécution du programme et il faut veiller à ce que ces blocages soient entièrement résolus dans la seconde moitié du cycle de vie du programme afin de garantir que le PMSD atteigne ses objectifs et résultats préétablis.

Recommandations D2 et E3 : Relatives à l'établissement de l'état des lieux des réalisations du projet et à la demande d'extension sans coûts à soumettre au PNUD.

Les formations réalisées par le projet ont permis d'accroître de manière durable les revenus des populations bénéficiaires et de renforcer notamment l'autonomie d'une partie des femmes. Elles subviennent mieux à leurs propres besoins et aux besoins de leur famille, et ont vu leur résilience renforcée face aux effets néfastes des changements climatiques, grâce aux investissements de maîtrise de l'eau et à travers l'application des techniques culturelles promues par le projet. Dans la seconde moitié du projet, une augmentation significative de

l'échelle est nécessaire pour atteindre l'objectif du programme. L'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les documents de planification et de budgétisation au niveau local (commune) donne de la conscience et de la responsabilité aux gouvernants des ressources locales dans la prise en charge de l'amélioration des conditions de vie des populations à travers une meilleure gestion des ressources naturelles.

L'implication des populations dans la planification la budgétisation et la gestion des ressources engendre un changement de comportement vis à vis de la gestion des ressources naturelles et de la chose publique. Avant le démarrage du projet l'administration locale avait du mal à faire respecter les normes de coupes des arbres et de conservation des ressources naturelles floristiques et fauniques. Mais avec les activités du projet, notamment les formations des agents des mairies et des autorités locales à la gestion et à la valorisation des zones et ressources naturelles des municipalités, ces agents sont mieux outillés pour assurer la protection des ressources floristiques et fauniques sur leur territoire.

Les retenues d'eau réceptionnées ou en cours de finalisation captent les eaux de ruissellement qui alors dégradait les voies d'accès aux champs et aux marchés. Ainsi, ces voies restent praticables moins érodées durant la saison des pluies mieux que par le passé. La réalisation d'un ponceau au niveau de la retenue d'eau d'Aouiankanmè dans la commune de Savalou a en plus fourni une voie d'accès en dur aux populations, facilitant l'accès à leurs champs en toute saison. Tout ceci génère des revenus aux populations qui ne sont plus enclavées périodiquement et coupées des marchés.

Les ressources financières débloquées alors par les communes pour remblayer les voies dégradées sont de nos jours économisées et orientées à d'autres besoins communautaires

3. Mise en œuvre du projet et gestion réactive

Dispositions relatives à la gestion et à la planification

L'approche de gestion et de coordination employée par le PMSD, bien que jugée positive, semble présenter des difficultés. Dans l'enquête électronique réalisée, l'orientation et la direction du PNUD et du PMSD ont été jugées fortes (63 %) et acceptables (13 %), le reste étant jugé acceptable et non-applicable. La gestion sur le terrain, était jugé performante (forte) (23%) et acceptable (45%) et jugée acceptable (22%). Cela suggère qu'il y a peut-être eu des faiblesses dans la gestion du projet sur le terrain qui auraient été aggravées par le déclenchement de la pandémie de la Covid-19. En outre, l'évaluation de la planification trimestrielle et annuelle a été jugée forte (33 %), acceptable (33 %) et, alors que les jugements "assez acceptable" et "faible" ont été combinés (22 %). Le fait que 3 des 7 indicateurs clés de performance, évalués, sont associés à des activités n'ayant pas débuté ou en retard après deux ans de mise en œuvre du PMSD suggère qu'il y a eu des problèmes de planification annuelle et trimestrielle.

Au cours du travail sur le terrain, le personnel du PMSD a souligné que certains changements avaient été apportés par rapport à l'équipe de gestion du projet : l'équipe de coordination est réduite à 6 membres, les postes d'expert en suivi et évaluation et de Gestionnaire administratif et financier sont vacants depuis respectivement Décembre 2019 et Avril 2020. Les VNU à savoir l'assistant en suivi et évaluation, l'assistante administrative et financière assument les tâches des deux postes vacants avec l'appui et la supervision directe de la coordonnatrice

nationale du projet. L'absence de ces personnes-clés au sein de l'équipe de coordination est une difficulté réelle. Il convient d'y remédier afin de s'assurer que le projet est sur la bonne voie au cours des deux dernières années de mise en œuvre.

Recommandation D3 : Relative à la fonction de Suivi Evaluation et à la nécessité de ramener l'expert en Suivi Evaluation ou au moins prendre un expert en temps partiel pour appuyer l'assistant.

Au cours du travail sur le terrain, le personnel de PMSD a déclaré que les points suivants étaient les principaux points forts de l'approche de gestion du projet :

- **Existence d'un comité technique de gestion du projet** : il est multisectoriel et tient ses sessions quatre fois dans l'année. Les sessions offrent l'opportunité d'explorer les progrès réalisés, de visiter les sites du projet et de définir les étapes suivantes (planification). Au-delà de ce comité, il existe un comité de pilotage au niveau du PNUD qui suit la gestion du projet à l'intérieur d'un portefeuille plurisectoriel.
- **Les Orientations du PNUD consacrant la concentration des investissements dans les trois premières années du projet**, et la consolidation, l'exploitation et la stratégie de sortie les années suivantes
- **Le contrôle des activités du projet par les organes techniques de contrôle** au niveau du PNUD à travers les visites programmatiques semestrielles du PMSU et l'UGC/UNDAF, au niveau du Ministère du Plan et du Développement à travers des missions de suivi de l'exécution du PIP de la Direction de la Programmation et de la Prospective dudit ministère, et au niveau de la Présidence à travers le Bureau d'Analyse et d'Investigation (BAI) ainsi que le Comité de Suivi des projets phares du PAG (Programme d'Actions du Gouvernement).

Bien que la structure organisationnelle du PMSD pour le projet soit claire et que les rôles de toutes les parties soient clairement illustrés dans un organigramme de projet, il est clair, d'après les données dont dispose la mission en ce qui concerne la gestion et la supervision du PMSD, qu'il y a quelques questions en suspens qui doivent être traitées. La moitié des indicateurs du projet est en bonne voie alors que l'autre moitié est en retard par rapport à leurs cibles à mi-parcours. Cela suggère que l'équipe de coordination doit revoir son approche de gestion et de planification pour s'assurer que le programme est sur la bonne voie et qu'il est en mesure d'atteindre ses objectifs et résultats préétablis avant la fin du PMSD.

Recommandation D4 et E3 : Relatives à la révision des cibles et à l'extension sans coûts.

Financement

Les taux d'exécution financière des composantes du PMSD sont donnés dans le tableau suivant :

Résultats attendus du programme	Budget prévisionnel USD	Budget dépensé USD	Taux d'exécution financière	Analyse
Composante N°1 Renforcement de capacité	783000	444714.35	56.80%	Le projet a déjà permis de renforcer considérablement les capacités des autorités locales et gouvernementales et des bénéficiaires, ce qui semble conforme aux progrès réalisés jusqu'à présent.

Composante N°2 Infrastructure	2397000	1990673.16	83.05%	Cinq structures et aménagements de rétention d'eau sont en cours de construction dans cinq villages bénéficiaires du projet. Cela représente 60 % des infrastructures prévues pendant la durée du projet.
Composante N°3. AGR	1250000	131242.61	10.50%	Cette composante du projet n'a pas encore été lancée
Composante N°4 : Gestion du programme	520000	495031.07	95.20%	Le projet devra examiner où il trouvera les ressources nécessaires pour financer la gestion et le suivi au cours des deux prochaines années.
Total programme	4950000	3061661.19	61.85%	En général, le projet est sur la bonne voie avec près de 40 % du budget restant pour exécuter les deux prochaines années d'activités.

En général l'ensemble du budget est mobilisé. Toutes les composantes sont à 100% de taux de mobilisation comme indiqué dans le tableau suivant :

Tableau : Répartition des ressources financières du projet par composante

Résultats attendus du sous-programme	Budget prévisionnel (USD)	Budget effectivement mobilisé (USD)	Taux de mobilisation
Composante N°1	783000	783000	100%
Composante N°2	2397000	2397000	100%
Composante N°3	1250000	1250000	100%
Composante N°4	520000	520000	100%
Total du programme	4950000	4950000	100%

ANNEE	2019			2020							
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
TEP (%)	30.55	36.52	58.07	27.53	44.67	66.14	89.2	24.58	41.49		
TEF (%)	13.66	32.44	67.3	25.78	42.71	62.73	99.11	22.57	36.52		
TEP GLOBA L (%)	6.54	7.82	12.44	21.12	26.52	33.29	40.57	47.04	51.49		
TEF GLOBA L (%)	4.38	11.18	21.41	29.82	35.35	41.90	52.95	58.43	61.84		
MONTANT DEPENSE	217,002.22	336,417.75	506,581.57	416,327.15	273,556.81	324,387.33	546,768.33	271,165.12	169,074.77	440,239.89	
MONTANT CUMULE	217,002.22	553,419.97	1,060,001.54	1,476,328.69	1,749,885.50	2,074,272.83	2,621,041.16	2,892,206.28	3,061,281.05		

DEPEN SE										
MONT ANT GLOB AL (\$)										
	4,950,000									

Cofinancement

Le tableau suivant constitue les sources du cofinancement et leurs valeurs respectives au moment de l'élaboration et au moment de l'évaluation à mi-parcours :

Source	Type de financement	Valeur nominale prévue (USD)	Valeur nominale perçue à ce jour USD	Utilisation
Projet Commune du Millénaire de Bonou, pour un développement durable (PCM-BONOU)	Apports en nature	15 000 000	8 000 000	Expertise pour la mise en œuvre des AGR alternatives et la mise en place à venir des plateformes multifonctionnelles d'activités génératrices de revenus
Projet Villages du Millénaire	Apports en nature	12 000 000	12 000 000	Expertise pour la mise en œuvre des AGR alternatives
Centre pour le Partenariat et l'Expertise pour le Développement Durable (CePED)	Apports en nature	3 000 000	1 500 000	Locaux, frais de fonctionnement et d'entretien des locaux
TOTAL	-	30 000 000	21 500 000	-

72% du co-financement attendu a été déjà mobilisé au moment de l'évaluation à mi-parcours. La majeure partie du cofinancement sera mobilisée d'ici la fin du projet étant donné que les projets visés ont toujours des activités programmées pour la suite.

Systèmes de suivi et d'évaluation au niveau du projet

Le PMSD dispose d'un système de S&E très bien informé qui répond aux attentes et aux normes du secteur en termes de qualité des informations et des données fournies à la fois pour la gestion et la supervision du projet, ainsi que pour aider à évaluer la performance globale du projet. Le suivi et l'évaluation au niveau du projet sont en parfaite conformité avec les exigences du PNUD, telles qu'elles sont définies dans le Programme de partenariat pour le développement du PNUD, la politique d'évaluation du PNUD et les exigences de suivi et d'évaluation spécifiques au FEM.

Le projet dispose d'une solide base de données contenant à la fois des indicateurs de performance clés, le lieu au niveau communal et village, la date de réalisation pour toutes les infrastructures. La base de données comprend également une liste de bénéficiaires et leurs données démographiques telles que l'âge, le sexe, le lieu et les coordonnées. La base de données est solide et à jour, avec des observations aussi récentes que juin 2020. La base de données présente une faiblesse principale auxquelles il faut remédier. En effet, la liste des bénéficiaires ne précise pas la ou les activités que la personne a reçues, ce qui serait très utile pour établir des références croisées avec les données sur les indicateurs pour soutenir et garantir la validité.

Le rapport de performance sur la mise en œuvre du projet du FEM est également un élément essentiel du système de suivi et d'évaluation du PMSD. Tous les rapports annuels du programme ont été communiqués à la mission et donnent une vue d'ensemble claire des résultats du programme dans les principales dimensions de sa conception et de son exécution, y compris la gestion du programme et la gestion financière ainsi que la gestion des risques. Les rapports établissent également un lien entre les progrès réalisés, les résultats du programme et les dépenses budgétaires, ce qui constitue une pratique exemplaire.

Il est clair que le budget de S&E est inclus dans la composante quatre, mais plus de détails doivent être fournis pour les lignes budgétaires de S&E.

Bien que tous les acteurs soient pleinement impliqués dans la mise en œuvre du projet, on note cependant qu'il y a des opportunités d'améliorer la communication entre les différentes parties prenantes. A Bopa par exemple, le Chef de la Cellule Communale ATDA déclare ne pas savoir les causes du retard du démarrage des activités sur le site de Séhomi alors que l'UGP et le Point focal détenaient déjà l'information. Dans certaines localités mise à part le point focal du projet et l'autorité municipale (le Maire), les autres acteurs ne recevaient pas toute l'information venant du projet. S'il est vrai que la diffusion de l'information dans les mairies n'est pas de la responsabilité du projet, il est aussi vrai qu'une bonne communication entre les points de contact du projet et les autres acteurs y compris les bénéficiaires, bénéficierait directement au projet.

Recommandation D4 : Relative à la mise en place d'un mécanisme de plainte indépendant.

Par ailleurs, il y a également une faible clarification du rôle des acteurs communaux dans la mise en œuvre du projet. De même, les services techniques des communes ne sont pas très associés à la construction des ouvrages des retenues. Alors que leur implication pouvait aider à leurs renforcements de capacités.

4. Durabilité

i. Risques financiers pour la durabilité

La sécurité financière du PMSD pour les deux prochaines années est totalement assurée, étant donné que le programme a déjà obtenu l'ensemble du FEM et du cofinancement et qu'il est financé à 100 % à hauteur de 4 950 000 dollars jusqu'en 2022. Toutefois, la durabilité financière au-delà du cycle du programme PMSD n'est pas certaine. Le projet n'a pas débuté les discussions pour la gestion collective future des infrastructures. Ces négociations doivent finir avant la fin de la construction, de manière préférentielle pour éviter les risques de mauvaise gestion. L'UGP indique « qu'il s'agit d'un risque relevé depuis la phase d'initiation du projet. En conséquence, le projet indique avoir mis en œuvre des mesures qui vont permettre de réduire ce risque. Seul le système d'irrigation de Kotan a été éprouvé par diverses contingences (récolte de noix qui détériore la tuyauterie externe). ». De même, l'accès au financement pour les femmes formées n'est pas garanti même si le programme s'engage à en faire bénéficier 75% de toutes les femmes formées. Le fait que les banques refusent les financements le plus souvent à cause du manque de garanties qu'à cause du manque de formation et que le projet n'a pas de fonds pour garantir ces financements fait que le risque pourrait être grand pour la durabilité de l'action. Les dirigeants et les parties prenantes du

PMSD doivent également travailler avec le gouvernement et d'autres acteurs internationaux pour s'assurer que le suivi de la programmation et du financement est en cours à mesure que le programme se rapproche de sa clôture. Il convient également de noter qu'en raison des retards causés par la pandémie mondiale, le programme pourrait nécessiter une prolongation sans coûts additionnels.

Recommandation B2 : Relative à la définition de plan de sortie et de durabilité des activités

ii. Durabilité sociopolitique

Un phénomène inattendu qui a affecté le paysage géopolitique du PMSD est la COVID-19. La maladie à Coronavirus (COVID-19) qui est apparue en 2019 en Chine s'est très vite répandue à l'ensemble de la planète, provoquant une pandémie. Sa forte capacité de contagion et de propagation a obligé plusieurs pays, en premier les plus développés, à prendre des mesures fortes d'isolement voire de confinement. Cependant, depuis le début du mois de juin, la tendance est au déconfinement au niveau de ces pays, bien que dans certains, la courbe de contamination ne soit pas encore totalement inversée. Au Bénin, pour freiner la propagation du virus, les autorités ont pris diverses mesures, notamment la mise en place d'un cordon sanitaire au cours des mois de mars et avril. Ce cordon, ajouté aux restrictions décidées par le PNUD, a limité les déplacements des équipes de projet et a retardé certaines activités sur le terrain. Mais en mai, le cordon a été levé, et l'équipe du PMSD a pu reprendre certaines activités de terrain à partir de fin mai. En outre, les élections municipales ont été complétées le 17 mai 2020 et n'ont pas impacté le déroulement du projet dans les communautés-cibles. Il est aussi noté que sur le court à moyen terme, les objectifs et priorités du gouvernement béninois ne changeront pas par rapport aux changements climatiques et aux moyens de lutte à employer.

iii. Durabilité environnementale

Les endroits choisis pour placer les abreuvoirs des animaux peuvent potentiellement apporter des problèmes. En effet, les routes empruntées par les transhumants pour arriver à ces points d'eau peuvent passer à travers les champs des agriculteurs et ainsi provoquer des conflits potentiels.

De même, les infrastructures sont actuellement en construction et ont tous eu des évaluations environnementales avant le début des travaux. Les mesures édictées par ces évaluations environnementales devraient être adoptées sans délais et leur mise en œuvre visibles sur le terrain. Enfin le PMSD se prépare à supporter des activités génératrices de revenus pour ses bénéficiaires. Il serait important de s'assurer que ces activités n'ont pas d'effets négatifs sur l'environnement.

iv. Risques liés au cadre institutionnel

Le PMSD s'aligne parfaitement sur les secteurs prioritaires et les orientations définies dans le document du PANA, qui est la base de l'action d'adaptation climatique au Bénin. On peut souligner que le PMSD est principalement un projet de résilience du secteur agricole, secteur prioritaire numéro 1 énoncé dans le document de PANA. Le projet aborde dans sa composante 2 les investissements agricoles intelligents face au climat pour contrer les risques climatiques adverses tels que la sécheresse, les inondations, les vents violents, etc.

La mise en place d'infrastructures d'eau répond aux poches de sécheresse ; la mise en place de plantations (bambou, Gmelina, etc.) répond aux inondations et aux forts vents dégradant les

berges. La promotion des activités alternatives à l'agriculture au sein des communautés répond au renforcement de la résilience face aux effets adverses des changements climatiques. Tous ces cadres de réponses sont en parfaite ligne avec le programme PANA. A travers ces actions, le PMSD contribue aussi à la mise en œuvre de la CDN du Bénin.

v. Risques globaux du projet PMSD

Conformément aux exigences standard du PNUD, les risques du projet sont suivis périodiquement. Chaque trimestre, un rapport fait état du niveau de risques. Ce rapport est fait à l'intention du bureau du PNUD. Le bureau de pays du PNUD enregistre les progrès dans le registre des risques ATLAS. Les risques sont signalés comme critiques lorsque l'impact et la probabilité sont élevés (c'est-à-dire lorsque l'impact est évalué à 5 ou 4 et la probabilité à 3 ou plus). Les mesures adoptées par le projet pour les risques, sont également communiquées au FEM dans le rapport annuel. Le tableau suivant donne l'état des risques au moment de l'évaluation à mi-parcours :

Description	Niveau	Impact, Probabilité et évaluation des risques	Impact, Probabilité et évaluation des risques à l'évaluation à mi-parcours	Mesures d'atténuation
Indisponibilité des ressources humaines et des données nécessaires	Organisation	P=2 I=4 <i>Moyenne</i>	<i>P1 I=1 Faible</i>	Le problème de l'indisponibilité des ressources humaines requises sera atténué par le recrutement de consultants internationaux qui travailleront en étroite collaboration avec leurs homologues nationaux (MAEP) et par des activités ciblées de renforcement des capacités. Les activités de formation du personnel local feront également partie de tous les aspects du travail et les institutions concernées seront encouragées à élargir la base de personnel si elle est faible dans des domaines particuliers.
Événements climatiques extrêmes telles que les inondations et les sécheresses pourrait perturber le projet activités et/ou dommages les écosystèmes et les infrastructures.	Environnement	P=3 I=3 <i>Moyenne</i>	P=3 I=3 Moyen	Une coordination sera entreprise avec les partenaires pour la réponse aux catastrophes afin de garantir que les interventions de secours en cas de catastrophe soient dirigées vers les sites de démonstration touchés par des événements climatiques extrêmes. Des espèces appropriées seront utilisées pour les interventions des projets afin de minimiser les impacts potentiels à moyen et long terme. Lorsque les dommages se produisent avant que les approches d'adaptation de la gestion des écosystèmes puissent réduire les impacts des événements extrêmes, des approches

				supplémentaires en matière d'infrastructure et de plantation seront entreprises.
L'introduction d'espèces résistantes au changement climatique (flore) pourrait exercer une pression sur les écosystèmes locaux et la biodiversité.	Environnement	P=2 I=3 <i>Faible</i>	P=1 I=2 Très faible	Une analyse minutieuse de l'écosystème du lieu ciblé ainsi que de la présence/absence d'espèces à statut spécial sera effectuée avant toute insertion. Si l'espèce résistante présente des caractéristiques d'invasion potentielle, les meilleures pratiques de gestion de la propagation de cette espèce seront mises en œuvre, ainsi que des formations et un renforcement des capacités de l'organe de gouvernance de la culture.
La préparation, la construction et l'exploitation de certaines infrastructures hydrologiques visant à accroître la résilience pourraient avoir des effets néfastes temporaires sur les environnements physiques, biologiques ou humains.	Environnemental et social (Voir l'annexe C pour plus d'informations)	P=3 I=2 <i>Faible</i>	P=2 I=2 Faible	Des études environnementales et sociales menées avant tout travail d'infrastructure susceptible d'avoir un impact permettront d'identifier les meilleures mesures d'atténuation. En règle générale, les entrepreneurs devront suivre les lignes directrices générales décrites dans le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) et élaborer des mesures d'atténuation spécifiques au site. Ce dernier élément fera partie de l'effort de renforcement des capacités ciblé sur les contractants. En outre, la surveillance et le contrôle seront effectués par les villageois avec l'aide d'autorités et/ou de spécialistes qualifiés. Enfin, en ce qui concerne les risques posés par la présence de bassins sur la santé et la sécurité (risques de noyade et prolifération de maladies à base de vecteurs), les autorités compétentes seront mises à contribution pour sensibiliser à ces risques et inclure de nouvelles infrastructures dans leurs mesures de lutte contre les maladies en cours.
La résilience accrue (et donc la productivité) de terres jusqu'alors pauvres pourrait générer certaines tensions intra/intercommunautaires concernant l'accès à ces nouvelles terres plus riches.	Social	P=3 I=3 <i>Moyenne</i>	P=2 I=2 Faible	Des activités spécifiques pour traiter cette question sont incluses dans le projet (cf. résultats 2.2 et 2.3)
Capacité limitée au sein de ministères/insuffisance de	Organisation Environnement	P=1 I=3 <i>Faible</i>	P1 I=2 Faible	Une partie importante du projet vise à renforcer les capacités institutionnelles et techniques pour la planification, la conception et la mise en œuvre d'actions d'adaptation au niveau local. Une expertise technique et de renforcement des

<p>les ressources humaines. Les travaux d'irrigation pourraient générer des conflits d'usage réels ou perçus entre les communautés ainsi qu'une pression sur les écosystèmes</p>	<p>mental et social</p>			<p>capacités sera engagée pour travailler avec et former le personnel technique local. Un gestionnaire de projet dédié sera assisté par des spécialistes nationaux et internationaux à court terme afin de garantir une livraison rapide et sans heurts des résultats du projet. Des études environnementales et sociales garantiront que la conception de tout travail d'irrigation n'empiète pas sur l'utilisation des ressources en eau par d'autres communautés. Dans le même esprit, les études environnementales veilleront à ce que les débits écologiques réservés soient respectés dans les cas où le prélèvement d'eau est non marginal. Toutes ces infrastructures incluront un large groupe de parties prenantes dans leur conception et leur préparation afin de minimiser les risques de conflit. Toutes les parties prenantes auront accès à l'organe de gouvernance responsable de l'infrastructure ainsi qu'à des moyens formels pour exprimer leurs préoccupations.</p>
<p>De mauvaises réponses des provinces au rôle de chef de file de MAEP Capacité limitée au sein de Pertinent les ministères/les capacités humaines qualifiées sont insuffisantes.</p>	<p>Organisation Organisation</p>	<p>P=2I=4 <i>Moyenne</i></p>	<p>P2 I=3 Moyen</p>	<p>Les autorités provinciales ont été consultées individuellement pendant la phase préparatoire et ont approuvé le projet du FPMA. Le PSC s'engagera avec les autorités provinciales concernées pendant toute la durée du projet. Une grande partie du projet vise à renforcer les capacités institutionnelles et techniques pour la planification, la conception et la mise en œuvre d'actions d'adaptation au niveau local. Une expertise technique et de renforcement des capacités sera engagée pour travailler avec et former le personnel technique local. Un gestionnaire de projet dédié sera assisté par des spécialistes nationaux et internationaux à court terme afin de garantir une livraison rapide et sans heurts des résultats du projet.</p>
<p>Volonté insuffisante de mettre en œuvre les outils de planification ou de budgétisation du changement climatique au niveau national comme au niveau communal Mauvaises réponses des provinces au rôle de chef de file de MAEP</p>	<p>Organisation politique</p>	<p>P=2 I=3 <i>Faible</i></p>	<p>P1 I=2 Faible</p>	<p>Un processus de consultation et de sensibilisation solide sera mené pour susciter l'intérêt et l'inquiétude des autorités locales quant aux avantages de la planification et de la budgétisation du changement climatique. Les autorités provinciales ont été consultées individuellement pendant la phase préparatoire, et ont approuvé le FPMA projet. Le PSC s'engagera avec les autorités provinciales compétentes pendant toute la durée du projet.</p>

Conclusions et recommandations

1. Conclusions

Le PMSD constitue un projet qui s'attaque aux effets du changement climatique dans les communautés rurales du Bénin. Sa conception et sa pertinence sont jugées satisfaisantes. En ce qui concerne l'alignement avec les politiques du gouvernement du Bénin, l'UNDAF, les ODD, le programme est parfaitement aligné. Il a été conçu en parfaite conformité avec ces cadres d'orientation et ces stratégies répondant simultanément aux besoins du GoB, des populations cibles et des cadres internationaux. En ce qui concerne le partenariat, l'égalité des sexes et la conception, quelques faiblesses, qui sont abordées, font que le programme est "satisfaisant".

La conduite d'une analyse de la situation du genre dans le cadre du processus de conception du programme doit être saluée comme une bonne pratique et aider à garantir que le PMSD dispose d'une stratégie clairement articulée en matière de genre.

Une fois le genre intégré dans la conception au niveau des résultats et des produits, le cadre logique doit inclure des objectifs clairs et différenciés selon le genre pour garantir que la performance du programme aura l'impact escompté sur les bénéficiaires ciblés.

L'apparition de la Covid-19 a pris de court le projet. Les pandémies et autres types de chocs doivent être incorporés dans la conception des programmes futurs et dans la planification des mesures d'urgence, car l'histoire récente suggère que ce phénomène se reproduira.

Concernant la communication et l'animation à la base, une stratégie de communication et d'engagement efficace qui atteint tous les niveaux de la chaîne des parties prenantes du programme, du local au national, est essentielle pour assurer une mise en œuvre cohérente et efficace du programme.

Le PMSD est modérément satisfaisant en ce qui concerne la réalisation de ses objectifs de programme et l'atteinte de ses cibles prévues. Trois des sept indicateurs clés de performance sont en retard (ou sont associés à des activités n'ayant pas démarré) sur le calendrier et nécessitent une révision de la part du comité de pilotage du projet et du personnel du programme afin de garantir que le programme atteigne avec succès tous ses objectifs et cibles.

Des retards significatifs ont impacté le chronogramme du projet au cours de la mise en œuvre même si au début, le programme a vite atteint une vitesse de croisière entre la date de signature du document de projet (22 novembre 2017) et le lancement effectif (18 Février 2018). Ces retards sont à ce jour, juste transposés mois après mois après année. La deuxième partie de la mise en œuvre devra être avec un rythme soutenu pour résorber ces retards et atteindre les objectifs du projet.

La pandémie de COVID19 a compliqué davantage le contexte de mise en œuvre du programme, les programmes actuels et futurs nécessitent une planification d'urgence pour tenir compte de ce type de menaces.

En ce qui concerne la mise en œuvre et la gestion réactive, le projet est satisfaisant bien qu'il existe certaines faiblesses et quelques problèmes dans la fonction de coordination et de gestion. Par exemple le Suivi évaluation fonctionne, bien que le projet ne dispose plus de responsable de suivi évaluation.

De même, bien que la gestion et la surveillance financière du programme sont assez fortes au niveau national, des défaillances au niveau local peuvent entraver la réussite du programme. Il est essentiel de renforcer la communication et de susciter l'adhésion aux niveaux local, régional et national, et de responsabiliser les acteurs à tous les niveaux.

A mi-parcours, plusieurs enseignements ont été tirés :

Positifs

- La conduite d'une analyse de la situation du genre dans le cadre du processus de conception du programme doit être saluée comme une bonne pratique et aider à garantir que le PMSD dispose d'une stratégie clairement articulée en matière de genre.
- Avec l'avènement de la Covid 19, le projet a appris que les pandémies et autres chocs engendrant des situations d'urgence peuvent toujours arriver à tout moment et impacter négativement les plans établis au début.

Négatifs

- Même si le genre est intégré dans la conception au niveau des résultats et des produits, le cadre logique n'inclut des objectifs clairs et différenciés selon le genre pour garantir que la performance du programme aura l'impact escompté sur les bénéficiaires ciblés.
- Le projet n'a pas établi toutes ses données de base pour tous ses principaux indicateurs de performance. De même, les études de performance sur le niveau de vulnérabilité n'ont pas été complétées avant l'évaluation à mi-parcours. Ne pas connaître le niveau actuel de vulnérabilité des participants fait qu'il est impossible de détecter des progrès induits par le projet.
- Une stratégie de communication efficace, qui atteint toutes les parties prenantes du programme, du niveau local au niveau national, est essentielle pour assurer une mise en œuvre cohérente et efficace du programme. Certaines parties prenantes sur le terrain se sont plaintes de ne pas avoir eu connaissance d'activités planifiées même si le projet avait discuté cela avec leurs représentants. En effet, même si la gestion du programme et sa gestion financière en particulier est solide, au niveau national, des défaillances dans la communication au niveau local peuvent entraver le succès du programme.

2. Recommandations

Au terme de cette évaluation, les recommandations suivantes ont été formulées :

Rec#	Recommandations	Entité responsable
A	Le changement climatique et l'égalité des sexes sont inclus dans les plans de développement aux niveaux national et infranational	
A.1	Principale recommandation :	
A.3	Étant donné qu'il n'existe pas de données mise à jour pour la vulnérabilité, le projet doit rapidement déterminer les paramètres de mesure et de classification de cette vulnérabilité et compléter les études de vulnérabilité de base telles que définies dans le document de projet. Actions :	UGP

	<p>4- Recruter un consultant national qui utilisera les évaluations de vulnérabilité déjà complétées pour faire la typologie des bénéficiaires et reconstituer leurs données de bases de vulnérabilité dans les zones-cibles au moment du démarrage du projet et en 2020</p> <p>5- Fixer des cibles réalistes de réduction de la vulnérabilité immédiatement après la finalisation de l'étude</p> <p>6- Mettre en place une stratégie raisonnable de réduction de cette vulnérabilité</p>	
	<p>Le manque de clarté concernant la façon dont l'augmentation des revenus sera mesurée pour la population cible doit être résolu, l'équipe doit déterminer comment cela sera mesuré avec précision par une étude au niveau des ménages ou un système d'auto-déclaration par les bénéficiaires.</p> <p>Actions :</p> <p>4- Etablir un profil détaillé (qui inclut une définition exacte, une méthode de collecte, de calcul et de rapportage,...) pour tous les indicateurs-clés du projet</p> <p>5- Sur la base de la typologie établir des valeurs moyennes de revenus pour tous les groupes d'acteurs, en les dissociant par sexe.</p> <p>6- Fixer des cibles différenciées par sexe pour chaque type d'acteurs d'ici la fin du projet.</p>	UGP
B	Les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines sont améliorées pour faire face à la modification du régime des pluies	
B.1	Principale recommandation :	
B.2	<p>Le PMSD devrait mettre en place avec les communautés et le gouvernement des plans de sortie qui assureront la maintenance des ouvrages mis en place et leur opérationnalité au-delà de la durée de vie du programme</p> <p>Actions :</p> <p>4- Procéder à un recensement permanent de toutes les réalisations du PMSD dans les communautés-cibles</p> <p>5- Etablir un format standard de continuité des activités. Le format inclut un plan</p>	UGP

	<p>d'activités, une estimation du budget nécessaire pour une continuation des activités sur au moins une année, une identification de sources crédibles de ce financement (qui peut sortir de cotisations communautaires)</p> <p>6- Une négociation et signature de protocole, si nécessaire, avec les structures étatiques d'accompagnement pour continuer le travail du projet, dans la limite des possibilités.</p>	
C	La résilience des communautés est améliorée par des activités génératrices de revenus plus diversifiées et un environnement propice à un meilleur accès au financement	
C	Principale recommandation :	
C.2	<p>Le PMSD doit revoir ses objectifs d'augmentation des revenus de tous les participants de 50%. Le temps qui lui reste ne permettra pas d'atteindre cet objectif. Cet objectif devrait être revu à la baisse pour ne concerner que 50% des participants directs au programme, avec une augmentation de 30% de leurs revenus pour être réaliste.</p> <p>Actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 5- Finaliser la typologie des bénéficiaires du projet 6- Estimer les revenus moyens de chaque groupe de bénéficiaires 7- Fixer les cibles à 30% d'augmentation pour la moitié des bénéficiaires 8- Insérer dans les amendements à proposer au FEM une altération de cet objectif. 	PNUD
D	Mise en œuvre du projet et gestion réactive	
D.1	Principale recommandation :	
D.2	<p>Le comité de pilotage du projet doit organiser un atelier visant à faire le point sur les réalisations du programme et partager les résultats de l'évaluation à mi-parcours. - Réviser le plan de mise en œuvre du programme y compris les cibles sur les augmentations de revenus et la réduction de la vulnérabilité pour être sûr de pouvoir les atteindre à la fin.</p> <p>Actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 4- Préparer une révision complète du cadre logique du projet avec les indicateurs et les cibles refaits 5- Proposer le nouveau cadre logique au comité de pilotage 	UGP

	6- Soumettre la version adoptée du cadre logique dans l'amendement à soumettre au FEM	
D.3	<p>Le PMSD devrait envisager de faire revenir un expert en S&E et un expert en administration financière pour combler les postes laissés vacants par les récents départs et dont les fonctions peuvent être essentielles dans la suite de la mise en œuvre.</p> <p>Actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 6- Evaluer le budget restant et trouver à travers un réaménagement les fonds nécessaires pour recruter un consultant en Suivi Evaluation 7- Recruter au moins à temps partiel un expert en Suivi Evaluation pour guider l'assistant en Suivi Evaluation 8- Faire-faire au consultant un profil détaillé de tous les indicateurs de performance 9- Faire appuyer par l'expert en Suivi Evaluation les études sur la vulnérabilité 10- Utiliser le même consultant pour faire les études de vulnérabilité avant l'évaluation finale du projet. 	UGP
D4	<p>Le PMSD devrait proposer au FEM une révision de ses cibles pour s'assurer que, pour le reste du temps, assez d'attention sera donné à l'atteinte des indicateurs en retard. Des objectifs ventilés par sexe devraient être établis, le cas échéant, pour tous les indicateurs de performance clés.</p> <p>Actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 4- Préparer une proposition d'amendements à soumettre au Fem 5- Faire approuver la proposition au niveau du gouvernement et au niveau du PNUD 6- Soumettre la proposition au FEM 	UGP
	<p>L'équipe de projet et S&E doit veiller à ce qu'un mécanisme autonome de plaintes et de retour d'information soit mis en place pour permettre aux parties prenantes et aux bénéficiaires au niveau local de partager leurs problèmes, leurs préoccupations et de poser des questions. Cette remontée d'informations facilitera l'identification des solutions à appliquer et augmentera la satisfaction des bénéficiaires par rapport au projet.</p> <p>Actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1- Mettre en place des formulaire et processus d'enregistrement des plaintes 	UGP

	2- Identifier les parties devant recevoir et disséminer les plaintes 3- Identifier les parties devant traiter les plaintes 4- Mettre en place un plan de communication pour faire connaître le processus d'enregistrement des plaintes, de manière anonyme ou pas.	
E	Durabilité	
E.1	Principale recommandation :	
E.3	Sur la base des résultats des exercices de planification et de révision mis en évidence dans les recommandations D.2 et D.4, le PMSD et le PNUD devraient commencer à solliciter une prolongation sans frais du FEM compte tenu de la pandémie mondiale et des retards dans la mise en œuvre du programme. Actions : <ul style="list-style-type: none"> 4- Préparer une proposition d'extension sans coût à soumettre au Fem en même temps que celui sur les cibles 5- Faire approuver la proposition au niveau du gouvernement et au niveau du PNUD 6- Soumettre la proposition au FEM 	PNUD

Annexes

Réponse du PMSD

Le Team Leader de l'Unité Développement Durable et Croissance Inclusive (DDCI), qui est l'unité dont fait partie le PMSD, a reçu et lu le rapport de l'évaluation à mi-parcours, dans sa version finale du 21 décembre 2020. Il tient à remercier les consultants pour avoir pris en compte certaines observations du projet, faites sur les versions précédentes du rapport. Il n'en demeure pas moins qu'il subsiste quelques points et commentaires de l'équipe d'évaluation qui ne reflètent pas la réalité du terrain ou qui, d'un point de vue technique, comportent certaines inexactitudes et incohérences.

Le tableau ci-joint fait le point de ces observations, pour être annexé au rapport de l'évaluation.

ELEMENTS DU MTR DU PMSD	REFERENCE DANS LE RAPPORT	OBSERVATIONS TEAM LEADER	CONCLUSION
-------------------------	---------------------------	--------------------------	------------

<p>Tableau de l'Etat d'avancement du projet par rapport à l'atteinte de cibles</p> <p>Cible 2 : « <i>L'indicateur devrait ici inclure les plus de 3000 bénéficiaires des activités d'AGR qui n'ont pas encore commencé.</i> »</p>	<p>Page 13</p>	<p>Les consultants souhaiteraient que l'indicateur d'augmentation des revenus inclue toute la population cible dans son ensemble, qu'elle ait reçu l'intervention du projet à mi-parcours ou pas car, relèvent-ils, l'indicateur parle d'augmentation de revenu de la <i>population cible</i>.</p> <p>Il est tout d'abord utile de rappeler qu'il s'agit ici d'un indicateur d'effet, dont l'évaluation n'est attendue qu'une fois l'intervention achevée. Cela justifie qu'à mi-parcours, une évaluation d'un tel indicateur ne peut être qu'une estimation, réalisée sur la base d'hypothèses, conformément à la théorie en matière d'évaluation d'impact (distinction entre groupe traité et groupe témoin). Ainsi, prenant en compte que l'objectif de cet indicateur est d'évaluer l'effet positif du projet sur le revenu des personnes qu'il a touchées, inclure dans la population de calcul des personnes qui n'ont pas bénéficié des interventions du projet, surtout à mi-parcours, n'a pas d'intérêt en matière d'évaluation de l'efficacité du projet ; mieux, cela introduirait un biais dans l'évaluation</p>	<p>Il n'y a pas d'erreur en ce qui concerne la base de calcul de l'indicateur sur l'augmentation de revenus, comme le notent les consultants. Cet indicateur ne <i>devrait pas</i> inclure les 3000 bénéficiaires, puisqu'ils n'ont pas encore bénéficié de l'intervention du projet. Il est nécessaire d'insister sur ce point, pour éviter de biaiser la valeur de cet indicateur, notamment en fin de projet.</p>
--	----------------	--	--

		<p>et ne permettrait pas de tirer une conclusion. Cela est similaire à l'évaluation de l'effet d'un vaccin sur l'immunité d'une population. Cette évaluation ne porte que sur la population des personnes vaccinées, et non sur l'ensemble de la population. Car si on note une augmentation ou une diminution de l'immunité chez des gens qui <i>n'ont pas</i> reçu de vaccin, que peut-on conclure sur l'efficacité de ce vaccin ? Rien. Si l'on devait considérer le PMSD comme un vaccin dont l'une des fonctions est d'augmenter le revenu, on dirait que l'effectif des personnes touchées représente la population vaccinée à la date de l'évaluation, puisque c'est elle qui a reçu l'intervention. Le chiffre d'augmentation du revenu ne peut donc porter que sur cette population touchée, qui pourra être élargie au fur et à mesure de l'extension des interventions du projet. Supposons qu'en fin de projet, le PMSD n'atteigne que 5000 bénéficiaires sur les 6163 prévus, et qu'on demande de calculer l'augmentation de revenus pour la population-cible. Que faut-il faire ? Faut-il</p>	
--	--	--	--

		<p>augmenter artificiellement la base des bénéficiaires du projet et calculer l'augmentation de revenu sur un nombre factice de 6163, ou bien s'en tenir aux 5000 personnes réellement touchées ou mieux, ne simplement pas calculer cet indicateur alors que nous sommes en fin de projet ?</p> <p>L'on va très certainement s'en tenir aux 5000 personnes touchées, puisque ce sont elles qui ont bénéficié des interventions du projet, et que l'éthique ne permet pas d'augmenter artificiellement le nombre des bénéficiaires.</p> <p>Il n'est donc pas nécessaire de modifier la formulation de l'indicateur, puisque la méthode de calcul elle-même, exige que l'on s'en tienne à la population touchée, qui peut être confondue à la population-cible si l'intervention a atteint 100% de sa cible.</p>	
<p>Conclusions et recommandations « <i>les méthodes de calcul de certains indicateurs doivent être revues</i> ».</p>	<p>Page 15</p>	<p>Les consultants n'ont pas pu lister dans le rapport de l'évaluation, les indicateurs dont les méthodes de calcul doivent être revues. Ils n'ont parlé que d'un seul indicateur, celui relatif au revenu.</p>	<p>A part l'indicateur de revenu pour lequel la logique qui sous-tend son calcul a été clarifiée précédemment, il est impossible de mettre en œuvre cette recommandation, puisqu'on ne sait pas de quels indicateurs il</p>

		Il y a un réel manque de clarté et de précision à ce niveau.	s'agit et pourquoi il y a des erreurs dans leur calcul.
Enseignements tirés Négatifs « <i>Le projet n'a pas établi toutes ses données de base pour tous ses principaux indicateurs de performance</i> »	Page 15	Il n'est pas clairement dit dans le rapport quels sont les indicateurs pour lesquels le projet n'a pas établi ses données de base.	Ce commentaire manque de clarté, et n'oriente pas clairement sur l'action à prendre.
Recommandations A3 « <i>Le projet doit rapidement déterminer les paramètres de mesure et de classification de cette vulnérabilité et compléter les études de vulnérabilité de base</i> » « <i>...et reconstituer leurs données de bases de vulnérabilité dans les zones-cibles</i> »	Page 16	Ces informations sont disponibles dans le rapport de l'étude : ANALYSE ET EVALUATION DE LA VULNERABILITE ET VARIABILITE CLIMATIQUES DANS LE CADRE DE LA FORMULATION DU PROJET « RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES MOYENS DE SUBSISTANCE RURAUX ET DU SYSTEME DE GOUVERNEMENT LOCAL AUX RISQUES ET A LA VARIABILITE CLIMATIQUES AU BENIN », Bertin K. ASSOGBA NONGNIDE Le rapport cité a calculé une batterie d'indicateurs sur la vulnérabilité de la population cible. Il s'agira donc d'évaluer à nouveau ces différents indicateurs, et de voir quelle est leur évolution dans le temps, suite aux interventions du projet.	L'étude de base ayant déjà défini les paramètres de mesure de la vulnérabilité de la population cible, il ne s'agit plus de reconstituer des données de base, mais de déterminer les données mises à jour, en utilisant la même méthode que celle de l'étude de base. C'est ce qui est prévu dans le plan de travail du projet.

<p>Recommandations B2</p> <p>« <i>Procéder à un recensement permanent de toutes les réalisations du PMSD dans les communautés-cibles</i> »</p>	<p>Page 16</p>	<p>Le recensement permanent des réalisations du projet se fait déjà, et est consigné dans tous les documents de rapportage et dans la base de données du projet.</p>	<p>Il est difficile de comprendre l'utilité de cette recommandation, puisque toutes les réalisations du projet sont recensées, connues et documentées.</p>
<p>Recommandations D3</p>	<p>Page 17</p>	<p>Fait-on une distinction entre Consultant en suivi-évaluation et Expert en suivi-évaluation ?</p> <p>« <i>Recruter au moins à temps partiel un expert en Suivi Evaluation pour guider l'assistant en Suivi Evaluation</i> ». Ceci suggère que le système de suivi-évaluation tel qu'il est actuellement mis en œuvre est dysfonctionnel. Le rapport, notamment dans sa section « Systèmes de suivi et d'évaluation », montre exactement le contraire.</p> <p>Par ailleurs, il est remarqué que les consultants ont modifié au dernier moment dans la version finale du rapport, la section « Systèmes de suivi et d'évaluation », en y ajoutant une observation sur le fait que la moitié des indicateurs n'est pas SMART. Je voudrais d'abord noter que cette méthode de travail des consultants, qui consiste à modifier et altérer leur propre analyse juste après des remarques sur</p>	<p>La recommandation D3 n'est pas applicable en l'état car elle ne permet pas de résoudre le problème soulevé par les consultants (indicateurs non smart). L'on relève également un manque de constance de la part des consultants, puisqu'ils altèrent leurs analyses au gré des observations qui leur sont faites. Ce manque de constance discrédite toute l'analyse des consultants, puisque celle-ci est modifiée du jour au lendemain, sans tenir compte d'aucune base objective.</p>

		<p>le manque de cohérence de leurs recommandations par rapport à leur analyse, dénote d'un manque d'objectivité, de rigueur et de constance de leur part. Une telle volatilité de l'analyse rend incompréhensible la logique de l'évaluation. En effet, le rapport dans ses 5 versions précédentes du 7 octobre, du 10 octobre, du 25 octobre, du 22 novembre et du 29 novembre 2020 dit ceci au sujet du système de suivi-évaluation : « <i>Le PMSD dispose d'un système de S&E très bien informé qui répond aux attentes et aux normes du secteur en termes de qualité des informations et des données fournies à la fois pour la gestion et la supervision du projet, ainsi que pour aider à évaluer la performance globale du projet. Le suivi et l'évaluation au niveau du projet sont en parfaite conformité avec les exigences du PNUD, telles qu'elles sont définies dans le Programme de partenariat pour le développement du PNUD, la politique d'évaluation du PNUD et les exigences de suivi et d'évaluation spécifiques au FEM.</i> »</p> <p>Mais à notre grande surprise, et ce, après</p>	
--	--	--	--

		<p>qu'on ait relevé aux consultants le fait que leur recommandation D3 au sujet du service de suivi-évaluation allait en contradiction avec leur propre analyse, il nous a été donné de lire ceci, dans la sixième et dernière version du rapport en date du 21 décembre 2020 : « <i>Le PMSD dispose d'un système de S&E bien informé et qui répond moyennement aux attentes et aux normes du secteur en termes de qualité des informations et des données fournies à la fois pour la gestion et la supervision du projet, ainsi que pour aider à évaluer la performance globale du projet. En effet la moitié des indicateurs de performance utilisés par le projet n'est pas totalement SMART. Cependant, le projet tente de mettre en place des procédures en conformité avec les exigences du PNUD, telles qu'elles sont définies dans le Programme de partenariat pour le développement du PNUD, la politique d'évaluation du PNUD et les exigences de suivi et d'évaluation spécifiques au FEM</i> ».</p> <p>Un tel revirement est tout à fait surprenant, puisque</p>	
--	--	---	--

		<p>les consultants ont fait l'analyse SMART des indicateurs depuis la troisième version en date du 25 octobre, et n'ont rien modifié dans leur observation du système de suivi-évaluation ni dans ce rapport, ni dans aucun des rapports qui ont suivi, sauf dans le dernier du 21 décembre 2020.</p>	
<p>« L'absence de ces personnes-clés au sein de l'équipe de coordination est une difficulté réelle. »</p>	<p>Page 43</p>	<p>« L'analyse du fonctionnement des services mentionnés, notamment du service Suivi-évaluation réalisée dans la section "Systèmes de suivi et d'évaluation au niveau du projet", ne fournit aucun élément pour soutenir ce commentaire, bien au contraire. Les consultants ne relèvent aucun dysfonctionnement du service et le jugent très bien informé. ». Cette observation a été faite aux consultants qui ont jugé utile de modifier leur analyse dans leur dernier rapport, plutôt que de corriger la recommandation. Il faut aussi noter que le projet dispose, à la date de l'évaluation, d'un Expert en Suivi-Evaluation par intérim en la personne de l'ancien assistant en suivi-évaluation, le poste n'est donc pas <i>vacant</i>.</p>	<p>Les conclusions et les recommandations qui découlent de ce commentaire des consultants relèvent de considérations subjectives parce qu'elles ne sont pas basées sur des constats concrets concernant le fonctionnement du système de suivi-évaluation. aucun élément de preuve n'est rapporté pour mettre en évidence un quelconque dysfonctionnement du système de suivi-évaluation. Par conséquent, il est difficile voire impossible d'identifier des mesures correctives d'un système qui fonctionne. Que faut-il pour corriger un système non dysfonctionnel ? Des éléments objectifs concrets du système de suivi-évaluation pourraient être très utiles et permettraient</p>

			de prendre action rapidement.
Analyse financière Montant dépensé en Septembre 2020	Page 44	Le montant réel dépensé en septembre 2020 est de 178121.59 \$ Il figure dans la base de données mise à jour transmise aux consultants.	Ce montant a été communiqué aux consultants dans la base de données du projet. Ils ne l'ont pas corrigé dans la version finale du rapport.
CONCLUSION GENERALE			
<p>Certains commentaires et déductions figurant dans le rapport ne sont pas basés sur des analyses objectives et pertinentes. Il y a également un grand nombre d'imprécisions qui ne permettent pas de prendre action sur la base des commentaires faits par les consultants, par exemple en ce qui concerne les indicateurs dont la méthode de calcul doit être revue. Les consultants ont joué à altérer leurs commentaires positifs suite aux observations de l'équipe de projet, juste pour coller à leurs recommandations qui parfois allaient en contradiction avec leur propre analyse.</p> <p>Il ressort de ces observations que les recommandations A3, B2 et D3 ne peuvent pas être appliquées intégralement en l'état, car contenant des affirmations qui ne reflètent pas la réalité du terrain. Le document manque de crédibilité et d'objectivité.</p>			

Isidore AGBOKOU
Team Leader DDCI

Termes de reference (à l'exclusion des annexes du TdR)

1. INTRODUCTION

Le Bénin est un des pays les moins avancés de l'Afrique de l'Ouest avec des indices de vulnérabilité au changement climatique dans plusieurs secteurs de développement économique tel que l'agriculture, les ressources en eau, l'énergie. Afin de faire face aux effets néfastes des changements climatiques au Bénin, le Gouvernement du Bénin avec l'appui du PNUD a mis en place le projet de « Renforcement de la Résilience des Moyens de Subsistance Ruraux et du Système de Gouvernance Locale, aux Risques et à la Variabilité Climatique au Bénin » communément appelé Projet Moyens de Subsistances Durables (PMSD). Financé par le PNUD, le GEF et le Gouvernement du Bénin, ce projet est mis en œuvre sous la direction technique du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) sous tutelle du Ministère du Plan et du Développement (MPD) et inscrit au N°PIMS 5433.

Le projet a été lancé en février 2018 et vient d'entamer sa troisième année de mise en œuvre sur une durée totale de cinq ans.

Conformément aux Directives du PNUD-GEF relatives à l'examen à mi-parcours, le processus d'examen à mi-parcours a été entamé avant la présentation du deuxième Rapport de mise en œuvre du projet (PIR). Le présent mandat énonce les éléments à prendre en compte dans le cadre de l'examen à mi-parcours conformément aux Directives pour la conduite d'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF.

2. HISTORIQUE ET CONTEXTE

Étant conscient des défis liés au climat, le Bénin a ratifié la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le 30 juin 1994. Conformément à cet engagement et dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision 28/CP.7 prise à la 7^{ème} session de ladite Convention, en novembre 2001 et relative à l'élaboration des Programmes d'Actions Nationaux aux fins de l'Adaptation aux changements climatiques (PANA), le Bénin a lancé en janvier 2008 son PANA avec l'appui du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Ce document a permis au Bénin d'identifier les risques climatiques majeurs auxquels sont soumises ses populations. Il s'agit de la sécheresse, des pluies tardives et violentes et des inondations.

En effet, il ressort des conclusions du PANA-BENIN que dans les zones agroécologiques du Sud, du centre et du nord du Bénin, la sécheresse, les pluies tardives et violentes et les inondations constituent les risques climatiques majeurs. Les ressources les plus exposées à ces risques sont les bassins versants, les terres, la biodiversité, l'agriculture vivrière, les ressources en eau, les cultures maraîchères, les cultures de rente, la pêche et l'élevage et les groupes sociaux les plus exposés sont les petits exploitants agricoles, les maraîchers et exploitants agricoles émergents, les pêcheurs et les éleveurs tant leur exploitation que leur santé.

Par ailleurs, les vents forts et les vagues de chaleur sont deux phénomènes climatiques susceptibles d'augmenter dans un avenir proche. Certains risques locaux tels que l'élévation du niveau de la mer ont une empreinte géographique limitée mais un impact social et économique important.

Pour réduire la vulnérabilité des populations face à ces risques climatiques identifiés, le PANA-BENIN a retenu cinq (05) mesures prioritaires et urgentes à mettre en œuvre à travers des projets. Ainsi, plusieurs projets ont été élaborés dont le projet de Renforcement de la Résilience des Moyens de Subsistance Ruraux et du Système de Gouvernance Locale, aux Risques et à la Variabilité Climatique au Bénin après le PANA Agriculture et le PANA Energie. Pour la mise en œuvre desdites mesures, le Bénin a bénéficié d'un financement du Fonds des Pays les Moins Avancés (LDCF).

3. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PROJET

➤ Brève présentation du projet

Le projet de Renforcement de la Résilience des Moyens de Subsistance Ruraux et du Système de Gouvernance Locale, aux Risques et à la Variabilité Climatique au Bénin, également appelé PMSD vise à renforcer la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance et intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les processus de planification nationaux et décentralisés afin que les communautés locales soient moins vulnérables aux changements climatiques.

Il répond à la troisième mesure prioritaire identifiée lors du PANA-BENIN de 2008, qui vise à « Renforcer la disponibilité de l'eau pendant les périodes sèches aux fins d'adaptation des populations aux changements climatiques ». Pour atteindre son objectif, le PMSD est axé sur trois (03) composantes qui se renforcent mutuellement. Il s'agit de :

- la composante 1 qui permet de renforcer la capacité des départements et des municipalités dans les zones ciblées, ainsi que de tous les ministères concernés, à intégrer pleinement les risques et les opportunités liés au changement climatique dans leurs travaux de planification du développement et de budgétisation ;
- la composante 2 qui permet de réduire la vulnérabilité des communautés ciblées aux effets néfastes du changement climatique en fournissant une formation technique et des investissements intelligents dans une agriculture productive des infrastructures de collecte et de gestion de l'eau, car la modification des régimes pluviométriques est le principal risque induit par le changement climatique pour l'agriculture béninoise, principalement pluviale ;
- la composante 3 qui améliore les capacités d'adaptation des communautés ciblées en soutenant la diversification de leurs activités génératrices de revenus.

Le PMSD s'appuie entre autres sur les succès et résultats significatifs du projet PANA-1 Agriculture (Programme d'Adaptation Intégrée de Lutte contre les effets néfastes du Changement Climatique sur la Production Agricole et la Sécurité Alimentaire au Bénin), qui a été mis en œuvre dans neuf (09) sites pilotes à travers le Bénin et a permis d'une part, d'améliorer les capacités d'adaptation de nombreux agriculteurs pauvres et d'autre part, d'introduire des technologies d'adaptation et le développement de l'innovation, en utilisant une approche recherche-action. Le PMSD s'appuie sur les impacts positifs et les enseignements tirés de cette approche innovante, pour accompagner les groupes cibles dans la construction des approches et méthode de production résilientes et durables

➤ **Buts et objectifs du projet**

L'objectif général du projet est de soutenir la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance et intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les processus de planification nationaux et décentralisés afin que les communautés locales soient moins vulnérables aux changements climatiques. Spécifiquement, il s'agit de (i) **inclure le** changement climatique et le genre dans les plans et budgets de développement aux niveaux national et local ; (ii) améliorer les infrastructures agricoles productives et les compétences humaines pour faire face à la modification des régimes pluviométriques ; (iii) **améliorer la** capacité d'adaptation des communautés par des activités génératrices de revenus plus diversifiées.

➤ **Lieux de mise en œuvre, les délais d'exécution, la raison d'être du projet,**

Le projet PMSD est mis en œuvre à travers 09 sites répartis dans 05 communes à savoir les communes de Avrankou (Kotan, Damè-Kpossou), Bohicon (Sodohomè), Bopa (Agbodji, Sèhomi), Ouaké (Kadolassi, Kpakpararé) et Savalou (Aouiankanmè, Damè).

Le projet de « Renforcement de la Résilience des Moyens de Subsistance Ruraux et du Système de Gouvernance Locale, aux Risques et à la Variabilité Climatique au Bénin », formulé suivant l'approche PANA et selon les procédures PNUD-FEM répond à la troisième mesure prioritaire

identifiée lors du PANA¹⁶ de 2008 au Bénin. Il vient contribuer à assurer la résilience du secteur agricole face aux effets néfastes des changements climatiques au Bénin.

Ce projet est prévu pour être mis en œuvre sur une période de cinq (05) ans (de 2017 à 2022) mais sa mise en œuvre a été retardée de quelques mois et a démarré en février 2018.

➤ **Principales réalisations visées**

Les principales réalisations visées sont :

- Réalisation 1.1. : Les cinq départements et municipalités et tous les ministères concernés ont intégré l'adaptation aux changements climatiques tenant compte des sexes dans leurs activités de planification et de budgétisation
- Réalisation 1.2. : Les agents de vulgarisation agricole et les ONG locales actives dans les cinq municipalités ciblées sont formés sur la résilience au changement climatique
- Réalisation 1.3. : Les leçons apprises sont résumées dans un référentiel et partagées
- Réalisation 2.1. : Au moins 09 petites infrastructures de collecte d'eau résistantes au climat sont conçues et mise en œuvre dans les 09 villages ciblés
- Réalisation 2.2. : Les risques d'inondations et d'érosion des berges sont réduits grâce à la stabilisation des talus des berges critiques en utilisant au moins 300 ha de plantation de bambous
- Réalisation 2.3. : Des pratiques résilientes, telles que la technique d'irrigation goutte à goutte ou les semences améliorées à cycle court, sont adoptées par au moins 300 ménages dans les cinq municipalités ciblées
- Réalisation 3.1. : La dépendance et la vulnérabilité de la population ciblée aux effets du changement climatique sont réduites grâce à l'introduction de moyens de subsistances alternatifs pour environ 4000 personnes
- Réalisation 3.2. : Toutes les femmes de la population cible (3 281 femmes) sont formées aux moyens de subsistances alternatifs à l'agriculture pour mieux faire face aux impacts des changements climatiques
- Réalisation 3.3. : Renforcement des capacités de 300 entrepreneurs ruraux et de 50 PME (50% de femmes) à élaborer des plans d'entreprise dans le domaine de l'artisanat durable et de la fabrication à petite échelle afin de stimuler l'emploi et l'augmentation des recettes

➤ **Budget total et Co-financement prévu.**

Financement par bailleur (s)	Bailleur (s)	En Dollars USD
	GEF LDCF	4.450.000
	COFINANCEMENT PARALLÈLE (tous autres cofinancements qui ne sont pas des cofinancements en espèces administrés par le PNUD)	
	Projet Commune du Millénaire de Bonou, pour un développement durable (PCM-BONOU)	15.000.000
	Projet Village du Millénaires	12.000.000
	Centre pour le Partenariat et l'Expertise pour le Développement Durable (CePED)	3.000.000
	Total co-financing	30.000.000

¹⁶ Programme d'Actions Nationaux aux fins de l'Adaptation aux changements climatiques

➤ **Brève description des dispositifs institutionnels et tout autre accord conclu avec les partenaires et les parties prenantes pertinents**

Le Partenaire d'Exécution du projet est le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) en tant que structure sous tutelle du Ministère du Plan et du Développement (MPD). Le projet est géré selon les procédures NEX.

Les Parties Responsables du projet sont le Ministère du Plan et du Développement (MPD) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP).

Dans le cadre de la mise en œuvre, les organes de gouvernance du projet sont : (i) le Comité de Pilotage du Programme Cadre ; (ii) le Comité Technique de gestion du projet ; (iii) l'Equipe de Gestion du Projet ; (iv) les Arrangements d'audit NIM et HACT.

La mise en œuvre de certaines actions du projet a nécessité la signature de protocoles d'accord de partenariat avec des structures publiques et partenaires de réalisation du projet. Il s'agit de :

- la signature de protocoles d'accord de partenariat avec le Laboratoire d'Economie Publique (LEP) pour la réalisation de quatre études à savoir : Mesures fiscales et non fiscales liées aux changements climatiques à prendre en compte dans les lois des finances à venir ; Modélisation de l'impact des politiques publiques sur les ODD ; Cadre opérationnel des indicateurs du secteur du Cadre de Vie et du développement Durable en lien avec les ODD ; Traduction des Contributions Déterminées au niveau National en Plan d'Affaires Climat.

- la signature de protocoles d'accord de partenariat avec le Centre Béninois de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (CBRSI) pour la réalisation de deux études à savoir : Etude de base sur l'ODD 7 portant sur l'énergie propre et à coût abordable ; Etude de base sur l'ODD 13 portant sur la lutte contre les changements climatiques et ses répercussions.

➤ **Contexte de la pandémie de la COVID-19 au Bénin et impact sur la mise en œuvre du projet**

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la COVID-19 pandémie mondiale, le nouveau coronavirus s'étant rapidement propagé dans toutes les régions du monde. A l'instar de la plupart des pays, le Bénin subi également les effets de la pandémie de la COVID-19 depuis le 16 mars 2020, date de l'enregistrement du premier confirmé. A la date du 11 juin 2020, le Bénin compte 390 cas confirmés à la PCR dont 217 guéris, 117 sous traitement et 05 décès.

Cette crise sanitaire ayant des effets sur l'économie béninoise dans son ensemble, a également impacté négativement la mise en œuvre du projet. Les principaux impacts enregistrés concernent le blocage des travaux en cours sur les différents sites d'intervention du projet, la pertes des investissements en cours et le report de certaines activités nécessitant la mobilisation des partenaires et bénéficiaires attendant la levée des mesures de restriction du travail de proximité. Toutefois, le cordon sanitaire a été levé depuis le 10 mai 2020 et les activités nécessitant des déplacements sur le terrain ont repris avec des limites sur la mobilisation des acteurs. La mesure de travail à distance est toujours en cours au niveau des agences SNU avec des recommandations de restreindre les déplacements et prises de mesures de protections renforcées en cas de nécessité.

3. OBJECTIFS DE L'EXAMEN À MI-PARCOURS

L'examen à mi-parcours évaluera les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et des résultats du projet, tels qu'énoncés dans le Document de projet, et mesurera les premiers signes de réussite ou d'échec du projet, de manière à définir les changements qu'il faut opérer pour

remettre le projet sur la voie de la réalisation des résultats escomptés. L'examen à mi-parcours examinera aussi la stratégie du projet et les risques concernant sa durabilité.

Par ailleurs, en vue de réduire les effets néfastes de la COVID-19 sur ses résultats, le projet a défini et mis en œuvre quelques mesures de prévention et de protection sur la base des prescriptions du gouvernement et en lien avec les recommandations de l'UNCT à savoir :

- la sensibilisation des communautés sur la COVID-19, ses effets et les mesures de prévention et de protection par le biais des canaux de communication ;
- l'appui aux communautés pour l'acquisition de moyens et dispositifs de lutte contre la propagation de la COVID-19 ;
- la réalisation des abreuvoirs pour sédentariser le cheptel animal et limiter la propagation de la COVID 19 relatif au déplacement des éleveurs ;
- la poursuite de la formation des bénéficiaires sur les itinéraires techniques de production et la mise en place de périmètres aménagés en tenant compte de la pandémie de la COVID 19.

Ces interventions seront prises en compte dans le champ de la présente évaluation.

4. APPROCHE et MÉTHODOLOGIE

L'examen à mi-parcours doit fournir des informations fondées sur des données factuelles crédibles, fiables et utiles. L'équipe chargée de l'examen examinera toutes les sources d'informations pertinentes, y compris les documents élaborés pendant la phase de préparation du projet (par exemple, Fiche d'identité du projet (FIP), Plan d'initiation du projet du PNUD, Politique de sauvegardes environnementales et sociales du PNUD, le Document de projet, les rapports de projets dont l'Examen annuel de projets/PIR, la révision des budgets du projet, les rapports d'enseignements tirés, les documents stratégiques et juridiques nationaux, et tout autre matériel que l'équipe juge utile pour étayer l'examen). L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours examinera l'outil de suivi de référence du domaine d'intervention du GEF présenté au GEF avec l'approbation du responsable, et l'outil de suivi à mi-parcours du domaine d'intervention du GEF qui doit être complété avant le début de la mission sur le terrain, conduite pour l'examen à mi-parcours.

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours doit suivre une approche collaborative et participative¹⁷ afin d'assurer une participation active de l'équipe du projet, des homologues gouvernementaux (le point focal opérationnel du GEF), des bureaux de pays du PNUD, des conseillers techniques régionaux PNUD-GEF, et autres parties prenantes principales.

La participation des parties prenantes est fondamentale à la conduite de l'examen à mi-parcours avec succès.¹⁸ Cette participation doit consister en des entretiens avec les parties prenantes qui assument des responsabilités liées au projet, à savoir entre autres le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) du Ministère du Plan et du Développement (MPD) en tant que structure de tutelle et principale Agence de réalisation du projet.

Les Parties Responsables du projet sont : le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) du Ministère du Plan et du Développement (MPD), l'Unité de Gestion et de Coordination du Plan Cadre des Nations-Unies pour l'Assistance au Développement du Bénin (UGC/UNDAF), le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD), le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP),

¹⁷ Pour avoir des idées de stratégies et techniques novatrices et participatives concernant le suivi et l'évaluation, veuillez consulter le document [UNDP Discussion Paper: Innovations in Monitoring & Evaluating Results](#), 5 Nov 2013.

¹⁸ Pour faire participer plus activement les parties prenantes au processus de suivi et d'évaluation, consultez le document du PNUD [Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axée sur les résultats du développement](#), chapitre 3, page 93.

l'Institut de recherche agricole du Bénin (INRAB) et autres institutions de recherche pour la promotion des bambous, le Ministère de l'Eau et des Mines (MEM), les municipalités de Avrankou, Bohicon, Bopa, Ouaké et Savalou, l'Association Nationale des Organisations Professionnelles d'Éleveurs de Ruminants (ANOPER).

Au regard de la situation liée à la COVID-19, l'équipe de consultants devra prendre des mesures en liens avec les prescriptions en vigueur pour accomplir la mission. Le consultant international est responsable de la bonne conduite de la mission et devra prendre des dispositions pour assurer la coordination de la mission au moyen des outils collaboratifs (skype, zoom, mail, etc.). Les deux consultants pourront prendre des mesures pour organiser certaines consultations à distances afin de réduire la durée du travail sur les sites avec les acteurs et bénéficiaires.

Les voyages au Bénin par voies terrestres sont limités. De même, le Gouvernement du Bénin a exigé un dépistage systématique des voyageurs venus de l'étranger à leur arrivée aux frontières terrestres et aériennes avec les frais inhérents à la charge du voyageur assorti d'une mise en confinement de 14 jours pour s'assurer de l'état sanitaire du voyageur avant son introduction dans les communautés.

Les déplacements à l'intérieur du pays sont désormais autorisés depuis le 10 mai 2020 après la levée du cordon sanitaire qui prenaient en compte les communes de Cotonou, Abomey-Calavi, Allada, Ouidah, Tori-Bossito, Kpomassè, Toffo, Zè, Sô-Ava, Aguégoués, Sèmè-Podji, Porto-Novo, Akpro-Missérétié, Adjara, et Atchoukpa (commune d'Avrankou). De même, le respect des mesures barrières est obligatoire pour tous.

S'il n'est pas possible de se rendre au Bénin ou à l'intérieur du Bénin pour l'examen à mi-parcours, l'équipe de l'examen à mi-parcours devrait élaborer une méthodologie et une approche qui en tiennent compte. Cela peut nécessiter l'utilisation de méthodes d'entrevue à distance, des examens documentaires approfondis, une analyse des données, des enquêtes et des questionnaires d'évaluation ou bien la protection des participants aux différents entretiens. Ces approches et méthodologies devraient être détaillées dans le rapport initial et convenues avec l'unité mandatrice.

Si la totalité ou une partie de l'examen à mi-parcours doit être effectuée virtuellement, il convient de prendre en considération la disponibilité, la capacité et la volonté des parties prenantes à être interrogées à distance et les contraintes que cela peut imposer à l'examen à mi-parcours. Ces limitations et les mesures prises pour surmonter doivent être reflétées dans le rapport final d'examen à mi-parcours.

Le consultant international étant responsable de la bonne conduite et des résultats issus de l'évaluation, si des consultants internationaux étrangers devront s'engager, pour travailler à distance avec le soutien d'un évaluateur national sur le terrain, ils devront s'assurer de fonctionner et de voyager. Aucun acteur, consultant ou personnel du PNUD ne doit être mis en danger et la sécurité est la priorité absolue. Dans la conduite de cette mission en cette période de la Pandémie de la COVID 19.

Une courte mission de terrain et de validation peut être envisagée s'il est confirmé qu'elle est sans danger pour le personnel, les consultants, les parties prenantes et les communautés, et si une telle mission est possible dans le calendrier de l'examen à mi-parcours. De même, des consultants nationaux qualifiés et indépendants peuvent être embauchés pour entreprendre l'examen à mi-parcours et les entretiens dans le pays tant qu'il est sûr de le faire.

En outre, l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours devra conduire des travaux avec les acteurs et bénéficiaires sur le terrain à Cotonou, Avrankou, Bohicon, Bopa, Ouaké et Savalou, notamment sur les sites du projet, à savoir Cotonou, Avrankou (Kotan, Damè-Kpossou), Bohicon (Sodohomè), Bopa (Agbodji, Sèhomi), Ouaké (Kadolassi, Kpakpararé) et Savalou (Aouiankanmè, Damè).

Le rapport final d'examen à mi-parcours doit exposer en détails l'approche appliquée pour l'examen, en indiquant explicitement les raisons ayant motivé cette approche, les hypothèses de départ, les défis à relever, les points forts et les points faibles des méthodes et de l'approche appliquées pour l'examen.

5. PORTÉE DÉTAILLÉE DE L'EXAMEN À MI-PARCOURS

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours évaluera l'évolution du projet dans les quatre catégories mentionnées ci-après :

i. Stratégie de projet

Conception de projet :

- **Analyser le problème auquel s'attaque le projet ainsi que les hypothèses de base.** Passer en revue les conséquences éventuelles de toute hypothèse erronée ou de tout changement contextuel sur la réalisation des résultats du projet tel qu'énoncés dans le Document de projet.
- **Examiner la pertinence de la stratégie du projet et évaluer si c'est le moyen le plus efficace d'atteindre les résultats escomptés.** Les enseignements tirés d'autres projets pertinents ont-ils été convenablement pris en considération dans la conception du projet ?
- Étudier la façon dont le projet répond aux priorités du pays. Faire le point sur l'appropriation nationale.
- Le concept du projet est-il conforme aux priorités et plans nationaux pour le développement sectoriel du pays (ou des pays participants s'il s'agit de projets multi-pays) ?
- Examiner les processus décisionnels : les points de vue des personnes qui seront concernées par les décisions du projet, de celles qui pourraient influencer sur les résultats et de celles qui pourraient contribuer à l'information ou à d'autres ressources visant le processus, ont-ils été pris en considération pendant la conception de projet ?
- Examiner la mesure dans laquelle les questions pertinentes en matière de genre ont été soulevées pendant la conception du projet. Voir annexe 9 des *Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF* pour obtenir d'autres instructions.
- Indiquer s'il y a des domaines de préoccupation majeure qui nécessitent des améliorations.

Cadre de résultats/cadre logique :

- Procéder à une analyse critique des indicateurs et cibles du cadre logique du projet, évaluer la mesure dans laquelle les cibles à mi-parcours sont « SMART » (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et limitées dans le temps), et proposer des modifications/révisions spécifiques aux cibles et indicateurs lorsque nécessaire.
- Les objectifs, résultats ou éléments du projet sont-ils clairs, applicables dans la pratique et réalisables dans les délais fixés ?
- Examiner si les progrès réalisés à ce jour ont produit, ou pourraient produire à l'avenir, des effets bénéfiques pour le développement (par exemple, adaptation aux changements climatiques, génération de revenus, égalité des sexes et autonomisation des femmes,

meilleure gouvernance, etc.) qu'il faudrait intégrer au cadre de résultats du projet et suivre annuellement.

- S'assurer que l'on suit efficacement les aspects généraux en matière de développement et de genre du projet. Mettre au point et recommander des indicateurs de développement « SMART », notamment des indicateurs ventilés par sexe et des indicateurs faisant apparaître les effets bénéfiques pour le développement.

ii. Progrès vers la réalisation des résultats

Analyse de progrès vers les réalisations :

- Passer en revue les indicateurs du cadre logique à la lumière des progrès accomplis vers la réalisation des cibles de fin de projet, à l'aide de la Matrice des progrès vers la réalisation des résultats et les *Directives pour la conduite de l'examen à mi-parcours des projets appuyés par le PNUD et financés par le GEF*. Les progrès sont indiqués par couleur selon le principe des « feux tricolores » en fonction du niveau de progrès obtenus pour chaque réalisation ;
- Formuler des recommandations pour les secteurs entrant dans la catégorie « Ne sont pas en voie de réalisation » (en rouge).

Tableau. Matrice des progrès vers la réalisation des résultats (Réalizations obtenues à la lumière des cibles de fin de projet)

Stratégie de projet	Indicateur¹⁹	Niveau de référence²⁰	Niveau lors du premier PIR (auto-déclaré)	Cible à mi-parcours²¹	Cible à la fin du projet	Niveau et évaluation à mi-parcours²²	Évaluation obtenue²³	Justification de l'évaluation
Objectif :	Indicateur (si applicable):							
Réalisation 1 :	Indicateur 1:							
	Indicateur 2:							
Réalisation 2 :	Indicateur 3:							
	Indicateur 4:							
	Etc.							
Etc.								

¹⁹ Remplir à l'aide des données du cadre logique et des fiches de résultats

²⁰ Remplir à l'aide des données du Document de projet

²¹ Le cas échéant

²² Indiquer par code de couleur uniquement

²³ Utiliser l'échelle d'évaluation des progrès à 6 niveaux : HS, S, MS, MU, U, HU

Grille d'évaluation des indicateurs

Vert = réalisé

Jaune = en voie de réalisation

Rouge = pas en voie de réalisation

Après analyse des progrès vers l'obtention des réalisations :

- Comparer et analyser l'outil de suivi de départ du GEF avec celui réalisé juste avant l'examen à mi-parcours.
- Identifier les obstacles entravant toujours la réalisation des objectifs du projet pour la période restante du projet.
- En passant en revue les effets bénéfiques du projet à ce jour, définir les moyens par lesquels on pourrait accroître ces effets.

iii. Mise en œuvre des projets et gestion réactive

Mécanismes de gestion :

- Examiner l'efficacité globale de la gestion de projet telle qu'énoncée dans le Document de projet. Des changements ont-ils été apportés et sont-ils efficaces ? Les responsabilités et la structure hiérarchique sont-elles claires ? Le processus décisionnel est-il transparent et entamé en temps utile ? Recommander les améliorations à introduire.
- Etudier la qualité d'exécution de l'organisme d'exécution/des partenaires de mise en œuvre et recommander les améliorations à introduire.
- Etudier la qualité de l'appui fourni par l'organisme partenaire du GEF (PNUD) et recommander les améliorations à introduire.

Planification des activités :

- Passer en revue tout retard intervenu dans le démarrage et la mise en œuvre du projet, définir ce qui a causé ces retards et voir si les causes ont été éliminées.
- Les processus de planification des activités sont-ils axés sur les résultats ? Si non, proposer des moyens pour réorienter la planification des activités de manière qu'elle soit axée sur les résultats.
- Examiner l'application du cadre de résultats/cadre logique du projet en tant qu'outil de gestion et examiner tout changement qui y a été apporté depuis le début du projet.

Financement et cofinancement :

- Etudier la gestion financière du projet, en s'attachant particulièrement au rapport coût-efficacité des interventions.
- Passer en revue tout changement d'allocations de fonds résultant de révisions budgétaires, et évaluer l'adéquation et la pertinence de ces révisions.
- Le projet s'accompagne-t-il des contrôles financiers appropriés, notamment en matière de communication de données et de planification, permettant à la direction de prendre des décisions budgétaires éclairées et de verser les fonds en temps utile ?
- Sur la base du tableau de suivi du cofinancement à remplir, formuler des commentaires sur le cofinancement : le cofinancement est-il stratégiquement appliqué pour contribuer à la réalisation des objectifs du projet ? L'équipe chargée du projet organise-t-elle régulièrement des réunions avec les partenaires de cofinancement en vue d'harmoniser les priorités de financement et les plans annuels de travail ?

Systèmes de suivi et d'évaluation au niveau du projet :

- Examiner les outils de suivi actuellement utilisés : fournissent-ils les informations nécessaires ? Impliquent-ils la participation des principaux partenaires ? Sont-ils alignés sur ou intégrés dans les systèmes nationaux ? Utilisent-ils les informations existantes ? Sont-ils efficaces ? Sont-ils rentables ? D'autres outils sont-ils nécessaires ? Comment pourraient-ils être plus participatifs et plus inclusifs ?
- Etudier la gestion financière du budget de suivi et d'évaluation du projet. Les ressources allouées sont-elles suffisantes pour le suivi et l'évaluation ? Ces ressources sont-elles efficacement allouées ?

Participation des parties prenantes :

- Gestion des projets : les partenariats nécessaires et appropriés ont-ils été mis en place et renforcés avec des parties prenantes directes et indirectes ?
- Participation et processus menés par les pays : les parties prenantes gouvernementales aux niveaux local et national appuient-elles les objectifs du projet ? Jouent-elles toujours un rôle actif dans les décisions prises concernant le projet qui appuient l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre du projet ?
- Participation et sensibilisation du public : dans quelle mesure la participation des parties prenantes et la sensibilisation du public contribuent-elles à faire progresser la réalisation des objectifs du projet ?

Normes socio-environnementales (sauvegarde)

- Valider les risques identifiés dans le SESP le plus récent du projet, et les notations de ces risques; des révisions sont-elles nécessaires?
- Résumer et évaluer les révisions apportées depuis l'endossement / l'approbation du CEO (le cas échéant) pour :
 - la catégorisation globale des risques liés aux garanties du projet.
 - les types de risques²⁴ identifiés (dans le SESP).
 - les cotes de risque individuelles (dans le SESP).
- Décrire et évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures de gestion sociale et environnementale du projet, comme indiqué dans le SESP soumis lors de l'endossement / approbation du CEO (et préparé lors de la mise en œuvre, le cas échéant), y compris toute révision de ces mesures. Ces mesures de gestion peuvent inclure des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) ou d'autres plans de gestion, mais peuvent également inclure des aspects de la conception d'un projet; se référer à la question 6 du modèle SESP pour un résumé des mesures de gestion identifiées.

Un projet donné doit être évalué par rapport à la version de la politique de sauvegarde du PNUD qui était en vigueur au moment de l'approbation du projet.

Communication de données :

- Evaluer la manière à laquelle la direction du projet a fait part des changements découlant de la gestion réactive et les a notifiés au Comité de pilotage du projet.

²⁴ Risks are to be labeled with both the UNDP SES Principles and Standards, and the GEF's "types of risks and potential impacts": Climate Change and Disaster; Disadvantaged or Vulnerable Individuals or Groups; Disability Inclusion; Adverse Gender-Related impact, including Gender-based Violence and Sexual Exploitation; Biodiversity Conservation and the Sustainable Management of Living Natural Resources; Restrictions on Land Use and Involuntary Resettlement; Indigenous Peoples; Cultural Heritage; Resource Efficiency and Pollution Prevention; Labor and Working Conditions; Community Health, Safety and Security.

- Evaluer si l'équipe du projet et les partenaires se conforment comme il se doit aux exigences de communication de données du GEF (c'est-à-dire, les mesures prises pour donner suite à une mauvaise évaluation dans le PIR, le cas échéant ?)
- Evaluer la façon dont les enseignements tirés du processus de gestion réactive ont été étayés par des documents, communiqués aux principaux partenaires et intégrés par ces derniers.

Communication :

- Examiner la communication interne avec les parties prenantes concernant le projet : la communication est-elle régulière et efficace ? Certaines parties prenantes principales sont-elles exclues de la communication ? Des mécanismes de retour d'informations existent-ils dans le cadre de la communication ? La communication avec les parties prenantes contribue-t-elle à sensibiliser ces dernières aux réalisations et aux activités liées au projet, et aux investissements pour la durabilité des résultats du projet ?
- Examiner la communication externe concernant le projet : des moyens de communication appropriés sont-ils en place ou en cours de mise en place, pour faire part au public des progrès accomplis dans le cadre du projet et de son impact escompté (existe-t-il un site Internet par exemple ? Ou le projet a-t-il mis en œuvre des campagnes appropriées de sensibilisation du public ?)
- Aux fins de la communication de données, rédiger un paragraphe d'une demi-page pour résumer les progrès accomplis vers la réalisation des résultats du projet, en matière de contribution aux effets bénéfiques pour le développement durable et aux effets bénéfiques pour l'environnement mondial.

iv. Durabilité

- Vérifier si les risques définis dans le Document du projet, l'Examen annuel du projet /PIR et le module ATLAS de gestion des risques sont les plus importants et si les évaluations des risques sont appropriées et à jour. Dans la négative, expliquer pourquoi.
- En outre, évaluer les risques pour la durabilité dans les catégories suivantes :

➤ Risques financiers pour la durabilité :

- Quelle est la probabilité qu'il n'y ait pas de ressources financières et économiques disponibles après la fin de l'aide du GEF (considérer que les ressources possibles peuvent provenir de sources multiples, comme les secteurs public et privé, les activités génératrices de revenus, et autres financements pouvant être des ressources financières adaptées à la durabilité des réalisations du projet) ?

➤ Risques socio-économiques pour la durabilité :

- Existe-t-il des risques sociaux ou politiques susceptibles de menacer la durabilité des réalisations du projet ? Quel est le risque que le niveau d'appropriation par les parties prenantes (y compris par les gouvernements et autres parties prenantes principales) ne soit pas suffisant pour permettre de maintenir les réalisations/bénéfices du projet ? Les différentes parties prenantes principales ont-elles conscience qu'il est dans leur intérêt de maintenir les bénéfices du projet ? La sensibilisation du public/des parties prenantes est-elle suffisante pour appuyer les objectifs à long terme du projet ? L'équipe du projet

étaye-t-elle par des documents, les enseignements tirés en permanence, et ces documents sont-ils communiqués aux parties concernées, lesquelles pourraient apprendre du projet et potentiellement le reproduire et/ou le reproduire à plus grande échelle à l'avenir ?

- Risques liés au cadre institutionnel et à la gouvernance pour la durabilité :
 - Les cadres juridiques, les politiques, les structures de gouvernance et les processus présentent-ils des risques qui pourraient menacer la durabilité des bénéfices du projet ? Lors de l'évaluation de ce paramètre, examiner également des systèmes/mécanismes exigés pour la responsabilité, la transparence et le transfert des connaissances techniques et qui sont en place.

- Risques environnementaux pour la durabilité :
 - Existe-t-il des risques environnementaux qui pourraient menacer la durabilité des réalisations du projet ?

Conclusions et recommandations

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours inclura un paragraphe dans le rapport, exposant les conclusions fondées sur des données probantes de l'examen à mi-parcours, à la lumière des résultats.²⁵

Des recommandations seront formulées sous forme de propositions succinctes d'interventions fondamentales qui seront spécifiques, mesurables, réalisables et appropriées. Un tableau des recommandations devrait être joint au résumé du rapport et peut se présenter comme suit :

Rec#	Recommandations	Entité responsable
A	<i>(Indiquer Réalisation 1)</i> (Réalisation 1)	
A.1	Principale recommandation :	
A.2		
A.3		
B	<i>(Indiquer Réalisation 2)</i> (Réalisation 2)	
B.1	Principale recommandation :	
B.2		
B.3		
C	<i>(Indiquer Réalisation 3)</i> (Réalisation 3), etc.	
C.1	Principale recommandation :	
C.2		
C.3		
D	Mise en œuvre du projet et gestion réactive	
D.1	Principale recommandation :	
D.2		
D.3		
E	Durabilité	
E.1	Principale recommandation :	

²⁵ Les conclusions de l'examen à mi-parcours peuvent aussi être intégrées dans le corps du rapport.

E.2		
E.3		

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours devra formuler 15 recommandations au maximum.

Évaluation

L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours communiquera les évaluations faites des résultats du projet et fera une brève description des réalisations associées dans le *Tableau de résumé des évaluations et réalisations* dans le résumé du rapport de l'examen à mi-parcours. Voir l'annexe E pour consulter la grille des évaluations. Des évaluations de la stratégie du projet et du projet dans son ensemble ne sont pas exigées.

Tableau de résumé de l'évaluation et des réalisations de l'examen à mi-parcours du projet de *Renforcement de la Résilience des Moyens de Subsistance Ruraux et du Système de Gouvernance Locale, aux Risques et à la Variabilité Climatique au Bénin*

Évaluation	Évaluation examen à mi-parcours	Description de la réalisation
Stratégie du projet	N/A	
Progrès accomplis vers la réalisation des résultats	Évaluation de la réalisation de l'objectif : (sur une échelle à 6 niveaux)	
	Réalisation 1 Évaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux)	
	Réalisation 2 Évaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux)	
	Réalisation 3 Évaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux)	
	Etc.	
Mise en œuvre du projet et gestion réactive	(sur une échelle à 6 niveaux)	
Durabilité	(sur une échelle de 4 points)	

6. CALENDRIER

La durée totale de l'examen à mi-parcours sera de *vingt-cinq (25) jours ouvrables fermes à payer, qui peuvent s'étaler sur environ six (06) semaines* à compter de la date de signature des contrats des consultants. Le calendrier provisoire de l'examen à mi-parcours est le suivant, T indiquant le temps ou la date, avec T0 comme la date de clôture pour le dépôt des candidatures :

CALENDRIER	ACTIVITÉ
------------	----------

T0	Clôture des candidatures
T1 = T0 + 7 Jours	Sélection de l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours
T2 = T1 + 7 Jours	Préparation de l'équipe (remise des Documents de projet)
T3 = T2 + 4 Jours	Examen des documents et préparation du Rapport initial d'examen à mi-parcours
T4 = T3 + 3 Jours	Finalisation et validation du Rapport d'initiation de l'examen à mi-parcours- au plus tard au début de la mission pour l'examen à mi-parcours
T5 = T4 + 10 Jours	Mission pour l'examen à mi-parcours : réunions avec les parties prenantes, entretiens, visites sur le terrain
T6 = T5 + 4 Jours	Réunion de synthèse de la mission et présentation des premières conclusions - au plus tôt à la fin de la mission pour l'examen à mi-parcours
T7 = T6 + 6 Jours	Préparation et soumission du projet de rapport
T8 = T7 + 2 Jours	Incorporation des observations et contributions dans le projet de rapport/finalisation du rapport d'examen à mi-parcours et soumission du rapport
T9= T8 + 3 Jours	Préparation des réponses de gestion par la direction de mise en œuvre du projet
T10 = T9 + 2 Jours	Organisation par la direction de mise en œuvre du projet, d'un atelier de restitution avec les parties prenantes
T11 = T10 + 2 Jours	Date prévue d'achèvement de l'ensemble du processus d'examen à mi-parcours

Les possibilités de visites sur place devraient être exposées dans le Rapport d'initiation.

7. DOCUMENTS À PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXAMEN À MI-PARCOURS

#	Documents à produire	Description	Délais	Responsabilités
1	Rapport d'initiation de l'examen à mi-parcours	L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours précise ses objectifs et méthodes d'examen	Au plus tard 2 semaines avant la mission de terrain pour l'examen à mi-parcours : (T4)	L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours présente le rapport à l'Unité mandatrice et à la direction du projet
2	Rapport Préliminaire	Premières conclusions	Fin de la mission pour l'examen à mi-parcours : (T7)	L'équipe chargée de l'examen à mi-parcours présente les conclusions à l'Unité mandatrice et à la direction du projet
3	Projet de Rapport final	Rapport complet (rédigé à l'aide des directives sur le contenu figurant à l'annexe B) avec les annexes	Dans les trois semaines suivant le démarrage de la mission pour l'examen à mi-parcours : (T8)	Le projet sera envoyé à l'Unité mandatrice, révisé par le RTA, l'Unité coordonnatrice du projet, et le point focal opérationnel du GEF

4	Rapport final *	Rapport révisé avec les renvois détaillant comment il a été donné suite (ou non) aux commentaires reçus dans le rapport final d'examen à mi-parcours	Une semaine après la réception des commentaires du PNUD sur le projet de rapport : (T8)	Le rapport final sera envoyé à l'Unité mandatrice
---	------------------------	--	---	---

*Le rapport final d'examen à mi-parcours doit être rédigé en anglais. Le cas échéant, l'Unité mandatrice peut prévoir la traduction du rapport dans une langue plus couramment parlée par les parties prenantes nationales.

8. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXAMEN À MI-PARCOURS

C'est l'Unité mandatrice qui a la responsabilité principale de gérer l'examen à mi-parcours. L'Unité mandatrice de l'examen à mi-parcours du projet est le bureau de pays du PNUD Bénin.

L'Unité mandatrice passera un contrat avec les consultants et s'assurera que l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours disposera en temps utile des indemnités journalières et des facilités de voyage dans le pays. L'équipe de projet aura la responsabilité de prendre contact avec l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours afin de lui fournir tous les documents nécessaires, de préparer les entretiens avec les parties prenantes, et d'organiser les visites sur le terrain.

9. COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

Une équipe composée de deux consultants indépendants conduira l'examen à mi-parcours. Elle sera dirigée par un consultant international, chef d'équipe justifiant de solides expériences internationales en évaluation de projets. Le consultant associé sera un expert national avec des expériences en évaluation et dans le champ thématique du projet PMSD. Les deux consultants devraient justifier leurs capacités à utiliser efficacement les outils de travail collaboratif (skype, zoom, teams, etc) et de collecte de données à distance (google forms, survey monkey, typeform, wiki surveys, ODK, KoboCollect etc.)

Les consultants ne peuvent pas avoir participé à la préparation, la formulation, et/ou la mise en œuvre du projet (y compris la rédaction du Document de projet) et ne devront pas avoir de conflit d'intérêts en relation avec les activités liées au projet.

Les critères d'évaluation sont :

N°	Critères d'évaluation	Consultant International (Chef d'équipe)		Consultant National (Associé)	
		Barème	Description des critères	Barème	Description des critères
1	Compréhension de la mission	10	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension avérée des questions liées au genre et à <i>l'adaptation aux changements climatiques</i>; expérience dans l'évaluation et l'analyse tenant compte du genre. • Excellente aptitude à la communication ; Compétences avérées en matière d'analyse.	10	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension avérée des questions liées au genre et à <i>l'adaptation aux changements climatiques</i>; • Aptitude à la communication ; Compétences avérées en matière d'analyse ;
2	Expériences spécifiques pertinentes	30	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans des secteurs techniques pertinents ; • Expérience récente dans les méthodologies d'évaluation de la gestion axée sur les résultats ; • Expérience dans l'application d'indicateurs SMART et dans le remaniement ou la validation des scénarios de départ ; • Expérience dans la collaboration avec le GEF ou les évaluations du GEF ; • Expérience professionnelle <i>au Bénin ou dans la sous-région ouest-africaine</i> ; • Expérience dans l'évaluation/la révision de projet dans le système des Nations Unies ou toute autre organisation internationale ou sous régionale 	40	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans la collecte, le traitement et l'analyse de données à l'aide d'outils statistiques; • Expérience récente de conduite d'études dans une position similaire ; • Expérience dans l'évaluation/la révision de projet dans le système des Nations Unies ou toute autre ONG ou organisation internationale.
3	Méthodologie proposée	20	Conformité avec les méthodologies prescrites par les guides d'évaluation du PNUD et du GEF	20	Approche , démarche de consultation des acteurs et parties prenantes, intégration du genre, mode de traitement des données et de rapportage etc.

4	Conformité du plan de travail	10	Conformité avec le calendrier et la méthodologie proposée		Intégration des livrables
5	Qualifications et compétences	20	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme de niveau BAC+5 en sciences sociales, <i>gestion des projets de modèle d'adaptation aux changements climatiques, en agroéconomie, ou équivalent</i> ; • Compétences en gestion réactive, telle qu'appliquée à <i>l'Adaptation aux changements climatiques du GEF</i> ; 	20	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme de Maîtrise en <i>gestion, environnement, changements climatiques, avec une formation complémentaire en sciences sociales.</i> • Maîtrise des outils de traitement et d'analyse de données y compris motivationnelles
6	Expérience de la mise en œuvre des évaluations à distance (considérée comme un atout)	10	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des outils de travail collaboratif (skype, zoom, teams, etc) • Maîtrise de la collecte de données à distance (google forms, survey monkey, typeform, wiki surveys, Open Data Kit, KoboCollect etc.) 	10	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des outils de travail collaboratif (skype, zoom, teams, etc) • Maîtrise de la collecte de données à distance (google forms, survey monkey, typeform, wiki surveys, Open Data Kit, KoboCollect etc.)
TOTAL		100		100	

6. MODALITÉS DE PAIEMENT ET SPÉCIFICATIONS

Versement de 20% du paiement après approbation du rapport d'initiation définitif d'examen à mi-parcours (rapport de la réunion de cadrage)

30% après la présentation du projet de rapport d'examen à mi-parcours

50% après la finalisation du rapport d'examen à mi-parcours

Ou, conformément à ce qui aura été convenu entre l'Unité mandatrice et l'équipe chargée de l'examen à mi-parcours.

Conformément au règlement financier du PNUD, s'il est déterminé par le PNUD et / ou le consultant qu'un produit livrable ou un service ne peut pas être achevé de manière satisfaisante en raison de l'impact de la COVID-19 et des limites de l'évaluation, ce produit livrable ou ce service ne sera pas payé ou sera partiellement payé. En raison de la situation actuelle de la COVID-19 et de ses implications, un paiement partiel peut être envisagé si le consultant a investi du temps pour le produit livrable mais n'a pas pu terminer dans des circonstances indépendantes de sa volonté.

7. PROCESSUS DE PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ²⁶

Processus recommandé de présentation des propositions :

- a) **Lettre confirmant la manifestation d'intérêt et la disponibilité** à l'aide du modèle²⁷ fourni par le PNUD ;
- b) **CV et Notice personnelle** (Formulaire P11²⁸);
- c) **Brève description de la méthode de travail/proposition technique** indiquant les raisons pour lesquelles la personne estime être la mieux placée pour réaliser la mission attribuée, et méthodologie proposée indiquant de quelle manière elle abordera et réalisera la mission attribuée ; (1 page au maximum)
- d) **Proposition financière** indiquant le montant total tout compris du contrat et toute autre dépense relative au déplacement (billet d'avion, indemnités journalières, etc), qui seront détaillées conformément au modèle joint à la Lettre de manifestation d'intérêt. Dans le cas où un candidat travaillerait pour une organisation/entreprise/institution et prévoirait la facturation par son employeur des frais de gestion relativement à la procédure pour qu'il soit mis à la disposition du PNUD en vertu d'un accord de prêt remboursable (RLA), le candidat devra le signaler ici et s'assurer que tous les frais associés sont compris dans la proposition financière soumise au PNUD.

Tous les documents associés (y compris les attestations de travail, de bonne fin d'exécution, les diplômes et certifications pertinents,... etc) à la candidature devront être présentés à

²⁶ Le recrutement des consultants devra se faire à la lumière des directives relatives au recrutement des consultants dans le POPP: <https://info.undp.org/global/popp/Pages/default.aspx>

²⁷

<https://intranet.undp.org/unit/bom/pso/Support%20documents%20on%20IC%20Guidelines/Template%20for%20Confirmation%20of%20Interest%20and%20Submission%20of%20Financial%20Proposal.docx>

²⁸ http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Careers/P11_Personal_history_form.doc

l'adresse : Programme des Nations Unies pour le développement au Bénin Lot 111 Zone résidentielle 01BP 506 Cotonou Tel: + 229 21 31 30 45/46 Fax: + 229 21 31 57 86 dans une enveloppe cachetée indiquant la référence suivante « Consultant pour l'examen à mi-parcours du projet Renforcement de la Résilience des Moyens de Subsistance Ruraux et du Système de Gouvernance Locale, aux Risques et à la Variabilité Climatique au Bénin » ou par courrier électronique à l'adresse suivante UNIQUEMENT : offreprocurement.ben@undp.org le : 19 juin 2020 à 17h30 au plus tard). **Les candidatures incomplètes ne seront pas examinées.**

Critères d'évaluation des propositions : seules les candidatures qui répondent et sont conformes aux critères seront évaluées. Les offres seront évaluées selon une méthode qui associe plusieurs évaluations – la formation et l'expérience dans des fonctions similaires compteront pour 70 pour cent et le tarif proposé comptera pour 30 pour cent de l'évaluation totale. Le candidat qui obtiendra la meilleure évaluation, et qui acceptera les conditions générales du PNUD, se verra attribuer le contrat.

Liste des personnes interrogées

LISTE DES PERSONNES ENQUETEES

N° d'ordre	NOM et prénoms	Qualification/ Structure	Contact (Tél)	Emargement
1	KOGBETO Marie-José	PMSD		
2	ODOUNFA Constant	PMSD		
3	FAFEH Aubin	PMSD		
4	AGBOKOU Isidore	Team Leader / PNUD		
5	AHOUSSOU Finagnon Aubin	Mairie/Avrankou C/SPDLC	97 37 46 25	
6	DEGBOHOUET H. J. Fulgence	CCeC/ATDA/ Avrankou	96 58 55 52	
7	NOUGBODE Sylvano	PNUD		
8	GANDONOU Marius	PNUD		
9	TOSSOU Elisabeth	PNUD		
10	HOUINATO Mathieu	PNUD		
11	CADASSOU Marcien	SGA Bohicon	95 85 60 70	
12	D'ALMEIDA Ruffino	Maire Bohicon	65 26 45 45	
13	KPATENON Paulin	C/SECAE Mairie Bohicon	67 04 55 18	
14	EZIN Cyprien	C/SA DE Mairie BOPA	97 86 34 83	
15	SOGNON C. Joël	TSM/ ATDA7 -BOPA	97 64 66 05	
16	AYISSOTODE Y. Zatlail	CGC- BOPA	67 52 62 33	
17	YOLOU Inoussa	C/SDLP Mairie Ouaké	61 89 29 66	

18	MEHOBA M. Hermas Luc	CCeC ATDA Ouaké	97 26 84 66	
19	AHOSSI Roger	C/ SPDL Savalou	97 57 51 49	
20	YEHOUNOU Mawoumè	Bénéficiaire Avrankou	62 64 21 29	
21	KPONVIESSI Elisabeth	Bénéficiaire Avrankou	66 64 74 89	
22	ADOUNSI Noëlie	Bénéficiaire Avrankou	-	
23	HOUANMASSE Suzanne	Bénéficiaire Avrankou	-	
24	HOUNSOU Gbèdandé	Bénéficiaire Avrankou	51 11 29 61	
25	TOGBE Boya	Bénéficiaire Avrankou	61 04 82 59	
26	ADOUNSI Monique	Bénéficiaire Avrankou	-	
27	ADOUNSI Agnès	Bénéficiaire Avrankou	-	
28	GOUNOU Marguerite	Bénéficiaire Avrankou	-	
29	KPANNOU Pélagie	Bénéficiaire Avrankou	-	
30	SAVONON Sabine	Bénéficiaire Avrankou	91 31 39 41	
31	HOUNTON Séraphine	Bénéficiaire Avrankou	69 94 52 75	
32	HOUNKPETIN Charlotte	Bénéficiaire Avrankou	-	
33	TOGBE Edith	Bénéficiaire Avrankou	-	
34	TOUNDE Henriette	Bénéficiaire Avrankou	-	
35	AGONMA Agnès	Bénéficiaire Avrankou	90 64 85 24	
36	TOGBE Eliane	Bénéficiaire Avrankou	97 74 27 11	
37	MEHOUNOU Rosine	Bénéficiaire Avrankou	61 78 79 73	
38	TOGBE Reine	Bénéficiaire Avrankou	90 84 06 59	
39	TOVIEDO Tchango	Bénéficiaire Avrankou	67 74 60 85	
40	YEGODJRI Yelani Affoussa	Bénéficiaire Avrankou	62 28 86 70	
41	ADA NTOEVO Tolegbe	Bénéficiaire Avrankou	96 54 19 75	
42	SALAKO Antoinette	Bénéficiaire Avrankou	97 58 36 29	
43	TIAMIYOU Souliath	Bénéficiaire Avrankou	90 49 27 21	

44	AGONMAN Roseline	Bénéficiaire Avrankou	90 17 03 35	
45	FIDEGNON Louise	Bénéficiaire Avrankou	67 31 20 27	
46	KOUAKANOU Henriette	Bénéficiaire Avrankou	61 68 37 39	
47	GNANBODE Hélène	Bénéficiaire Avrankou	62 76 62 50	
48	ATCHADE Brigitte	Bénéficiaire Avrankou	61 59 28 23	
49	ADANTOEVU Bernadette	Bénéficiaire Avrankou	61 31 39 91	
50	FEMI Tankpinou	Bénéficiaire Avrankou	-	
51	GNIMOUDE Kpossou	Bénéficiaire Avrankou	-	
52	NAKADJO Hounkpetin	Bénéficiaire Avrankou	-	
53	AGBOTOEDO Félicienne	Bénéficiaire Avrankou	-	
54	KPOVIESSI Diane	Bénéficiaire Avrankou	-	
55	AHOSSINOU Eugénie	Bénéficiaire Avrankou	-	
56	AKONDE Inès	Bénéficiaire Avrankou	62 54 43 57	
57	GOVOGNIAHOUAN Yeyinon	Bénéficiaire Avrankou	62 14 22 05	
58	TOGBE Ruth	Bénéficiaire Avrankou	-	
59	TOGBE Déborah	Bénéficiaire Avrankou	-	
60	TOGBE Estelle	Bénéficiaire Avrankou	96 00 59 13	
61	TOPOGNAWA Homagnissin	Bénéficiaire Avrankou	97 04 24 99	
62	OKE Amouda	Bénéficiaire Avrankou	-	
63	DETONHOU Winsèfio	Bénéficiaire BOPA	-	
64	LOKOSSOU Josephine	Bénéficiaire BOPA	94 24 96 35	
65	TOSSAVI Yvette	Bénéficiaire BOPA	-	
66	SOUNOUE Julienne	Bénéficiaire BOPA	91 15 24 72	
67	TOSSAVI Edmond	Bénéficiaire BOPA	97 81 16 46	
68	SIOKPO Viviane	Bénéficiaire BOPA	-	
69	KPADONOU Yélian	Bénéficiaire BOPA	-	
70	ALOUA Sièvi	Bénéficiaire BOPA	97 93 65 01	
71	GANTIN Odette	Bénéficiaire BOPA	-	
72	ALOUA Apollinaire	Bénéficiaire BOPA	66 17 60 26	
73	ALOUA Georges	Bénéficiaire BOPA	66 30 01 59	

74	ALOUA Gaston	Bénéficiaire BOPA	96 53 85 49	
75				
76	Yolou Mamam	Jardinier Ouaké	66 32 23 85	
77	SOUMANOU Razack	Jardinier Ouaké	90 37 92 02	
78	AGBEILLE Abdoul Razack	Jardinier Ouaké	51 98 01 52	
79	ABOUBACAR Nouroudine	Jardinier Ouaké	97 36 87 30	
80	AGBEILLE Mouswron	Jardinier Ouaké	66 11 5576	
81	ADAN Nouhoum	Jardinier Ouaké	90 37 77 04	
82	KPECOP Alex	Jardinier Ouaké	66 20 27 44	
83	ISSAKA Yaya	Jardinier Ouaké	97 90 95 28	
84	KENIMAM René	Jardinier Ouaké	-	
85	MAÏ Juldnos	Jardinier Ouaké	61 02 61 08	
86	YOCOUC Abdoul Ramane	Jardinier Ouaké	-	
87	KENIMAN Blaise	Jardinier Ouaké	66 86 9625	
88	TAKOUGNANDI Zavier	Jardinier Ouaké	-	
89	BOKOBOSO Joseph	Jardinier Ouaké	-	
90	KOUDJINA Fabrice	Jardinier Ouaké	-	
91	WALA Madelaine	Jardinier Ouaké	-	
92	BAYAROU Marie	Jardinier Ouaké	-	
93	KADAWENA Céline	Jardinier Ouaké	-	
94	PATAMA Pascaline	Jardinier Ouaké	-	
95	TCHINOUC Mireil	Jardinier Ouaké	-	
96	KEZIE Justine	Jardinier Ouaké	-	
97	PAOUZI Brigitte	Jardinier Ouaké	-	
98	AKOSSI Hodou Aline	Jardinier Ouaké	-	
99	AISPELE Agath	Jardinier Ouaké	66 19 34 40	
100	BOUME Ignang Celestine	Jardinier Ouaké	-	
101	SOUMANOU Soulemane	Jardinier Ouaké	66 11 59 17	
102	LANDOU Iréné	Jardinier Ouaké	96 33 67 51	
103	AGBOLO Issa	Jardinier Ouaké	96 82 89 32	
104	DJAFARO Abdou Hamidé	Jardinier Ouaké	96 54 68 75	

105	ISSAKA A. Nouadine	Jardinier Ouaké	97 50 10 00	
106	BOUKARI Aliasson	Jardinier Ouaké	96 81 64 28	
107	DRAMANE Allassane	Jardinier Ouaké	96 29 14 78	
108	ASSADE Mamoudou	Jardinier Ouaké	51 97 62 58	
109	LALAKI Mohamed	Jardinier Ouaké	66 47 42 29	
110	ZAKARI Alassane	Jardinier Ouaké	67 91 04 23	
111	SALAMI Ibrahima	Jardinier Ouaké	97 52 42 11	
112	AWEKE Gananon	Bénéficiaire Savalou	67 28 49 65	
113	GBEMONOU Marie	Bénéficiaire Savalou	-	
114	KPADJAI Eugénie	Bénéficiaire Savalou	61 08 10 18	
115	ETONDJI Rolande	Bénéficiaire Savalou	61 27 04 85	
116	AMAGBEGNON Rosalie	Bénéficiaire Savalou	61 85 87 29	
117	HOUNGNONVI Fidèle	Bénéficiaire Savalou	67 52 73 42	
118	ATADE Victorin	Bénéficiaire Savalou	96 59 61 52	
119	COSSI Schadraque	Bénéficiaire Savalou	67 60 62 55	
120	AWEKE Gannanon	Bénéficiaire Savalou	67 28 49 65	
121	TOSSOU Atikodjeur	Bénéficiaire Savalou	-	
122	DEGUENON Marc	TS- Diversification ATDA Savalou	66 45 69 43	
123	ATTAKIN Fidèle	C/maraîchage Savalou	96 77 02 31	
124	AKOTANGNI Alain	Bénéficiaire Savalou	61 37 84 81	
125	YEYI Adime	Bénéficiaire Savalou	-	
126	FAGNINOOU Monique	Bénéficiaire Savalou	-	
127	LALA Sidonie	Bénéficiaire Savalou	-	
128	VIDJEGNI Adjidémé	Bénéficiaire Savalou	-	
129	DONOUGBO Lémongou	Bénéficiaire Savalou	-	
130	DIDEVI Kpovizam	Bénéficiaire Savalou	-	
131	MIVEVO Lucesse	Bénéficiaire Savalou	-	
132	FAGLA Adinagbè	Bénéficiaire Savalou	-	
133	HOUAFONDE Miwado	Bénéficiaire Savalou	-	

134	FAGNINO Alex-Laurent	Bénéficiaire Savalou	67 86 20 61	
135	AYITONDI Assinawon	Bénéficiaire Savalou	-	
136	AMOZOUN Delphine	Bénéficiaire Savalou	-	
137	FAGNINO Florent	Bénéficiaire Savalou	-	
138	MIVEVO Estelle	Bénéficiaire Savalou	-	
139	TOHO Léontine	Bénéficiaire Savalou	66 36 55 22	
140	FAGNINO Delphine	Bénéficiaire Savalou	67 49 55 35	

PERSONNES CONTACTEES EN LIGNE

N°	Structure	Prénoms et nom	Position	Téléphone	E-mail
1	le Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)	ADIMI Sylvestre	Chef Service Mobilisation Ressources en Eau (Direction Générale de l'Eau)	97 00 12 76	sylvero02@yahoo.fr
2	CePED / Direction Nationale du Projet	Roger A. TOHOUNDJO	Directeur	97216497	antoroge@yahoo.fr
3	Ministère du Plan et du Développement	Gérard KPATINDE	Directeur de la Planification et de la Prospective	96391539	gkpatinde@yahoo.fr
4	Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche	Eugène DJOSSOU	C/DFPP	95553755	finagene@yahoo.fr
5	Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable et FEM	Delphin AÏDJI	Directeur de la Planification et de la Prospective / Point Focal Opérationnel FEM	97128975	daidji@gouv.bj
6	Unité de Gestion et de Coordination UNDAF	Lucien ATCHADE	Coordonnateur UGC/UNDAF		achade1818@yahoo.fr
7	Institut National de Recherche Agricole du Bénin	Gaston OUIKOUN	Chercheur INRAB	97489802 / 95561544	ouinkougaston@yahoo.fr

N°	Structure	Prénoms et nom	Position	Téléphone	E-mail
8	Université et de institut de recherche	Augustin CHABOSSOU	Directeur des études du Laboratoire d'Economie Politique de l'Université d'Abomey-Calavi	97 98 23 22	achabossou@yahoo.fr

Liste des documents examinés

-  Rapport_Progres_PMSD_au 31 décembre 2019_VF
-  Rapport_Progres_PMSD_au 31 decembre 2018_VF
-  Rapport_Progres_PMSD_au 30 juin 2020_VF
-  RAPPORT PMSD FINAL FRANCAIS
-  Rapport détaillé - Mission restitution etude techniques et identification des AGR_Final
-  Plan suivi-évaluation PMSD
-  PIR PMSD 2020_VF
-  PIMS 5433 Benin _ DOA for Prodoc_signed 8Nov17
-  PANA Bénin 2008
-  Note succincte - Stratégique & Opérationnelle - MTR PMSD - vf
-  Guidance_Midterm Review _EN_2014
-  gef-me-policy-2019_2
-  gef-me-policy-2010-eng
-  gef-me-ldcf-sccf-2014
-  gef-guidelines-te-fsp-2017
-  gef-eo-ethical-guidelines-2007
-  Cadre et Suivi des indicateurs_commenté
-  Base de données_mise à jour
-  2019-GEF-PIR-PIMS5433-GEFID5904_VF
-  2019-GEF-PIR-PIMS5433-GEFID5904 (1) (reviewed by Inkoo)_FR VF
-  6_GEF_M_and_E_Policy_0_0

Matrice des questions d'évaluation

Critères des questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodologie
Conception et pertinence : Comment le projet se rapporte-t-il aux principaux objectifs du domaine focal du FEM et aux priorités en matière d'environnement et de développement au niveau local, régional et national ?			
<ul style="list-style-type: none"> Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent-ils aux besoins des bénéficiaires, aux priorités du GoB (vis-à-vis des aspirations du PANA, du PSE, aux ODD, à d'autres politiques et stratégies de développement) et aux parties prenantes ? 	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de satisfaction des parties prenantes Alignement des objectifs du projet avec les priorités nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Staff du projet, Producteurs, PNUD, FEM, CePED, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions publiques Triangulation
<ul style="list-style-type: none"> Dans quelle mesure la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet ont été pris en considération les ambitions du projet de promouvoir l'égalité de Genre. 	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'alignement de la logique d'intervention avec l'impact du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Staff du projet, IREF, PNUD, FEM, CePED, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les Mairies, ANOPER Les femmes impliquées dans AGR 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews des producteurs, de représentants des institutions publiques Interview des représentants des institutions Triangulation
<ul style="list-style-type: none"> Dans quelle mesure est-ce que les cibles à mi-parcours sont « SMART » (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et limitées dans le temps) 	<ul style="list-style-type: none"> Analogie des activités avec les autres activités des autres partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> PNUD, FEM, CePED, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les Mairies, ANOPER Document de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, des représentants des institutions Triangulation
Progrès vers les résultats : Dans quelle mesure les résultats escomptés et les objectifs du projet ont-ils été atteints ?			
<ul style="list-style-type: none"> Quels sont les progrès et les réalisations des 	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage d'indicateur 	<ul style="list-style-type: none"> Producteurs, PNUD, FEM, 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews,

<p>résultats tels que définis dans le cadre logique initial .</p>	<p>s réalisés par rapport à ce qui était prévu</p>	<p>CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER</p> <ul style="list-style-type: none"> • Document de projet 	<p>témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaires, observation directe, triangulation</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Quelles <u>sont les</u> facteurs qui favorisent le succès du projet et ceux qui l'entravent, ainsi que les obstacles entravant toujours la réalisation des objectifs du projet pour la période restante du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Facteurs de succès identifiés • Identification des obstacles à la performance 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<p>Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaires, triangulation.</p>
<p>Mise en œuvre et gestion : Le projet a-t-il été mis en œuvre de façon efficiente, conformément aux normes et standards nationaux et internationaux ?</p>			
<ul style="list-style-type: none"> • Examiner l'efficacité globale de la gestion de projet telle qu'énoncée dans le Document de projet. <ul style="list-style-type: none"> ○ Des changements ont-ils été apportés et sont-ils efficaces ? Les responsabilités et la structure hiérarchique sont-elles claires ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Atteinte des objectifs à mi parcours • Clarté des rôles et responsabilités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<p>Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaires, Observation directe, triangulation</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Quelle est la qualité de la Planification des activités dans le PMSD ? Les processus de planification des activités sont-ils axés 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect du chronogramme des activités ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, 	<p>Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de</p>

<p>sur les résultats ? Si non, proposer des moyens pour réorienter la planification des activités de manière qu'elle soit axée sur les résultats.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Retards accusés par le projet • Existence d'objectifs SMART 	<p>MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER</p> <ul style="list-style-type: none"> • Document de projet 	<p>représentants des institutions publiques</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Quelle est la qualité de la gestion financière du projet, en s'attachant particulièrement au rapport coût-efficacité des interventions ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Le projet s'accompagne-t-il des contrôles financiers appropriés, notamment en matière de communication de données et de planification, permettant à la direction de prendre des décisions budgétaires éclairées et de verser les fonds en temps utile ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<p>Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions publiques</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que le le système de suivi et d'évaluation au niveau du projet fournit les informations nécessaires ? Impliquent-ils la participation des principaux partenaires ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité du système de Suivi Évaluation • Capacité du système de Suivi Évaluation à fournir les données de manière prompte. 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePED, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<p>Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions publiques</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Quelle a été l'efficacité des partenariats instaurés pour la mise en œuvre du projet ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des partenariats efficaces 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePED, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaires, triangulation
<ul style="list-style-type: none"> • Normes socio-environnementales (sauvegarde), valider les risques identifiés dans le SESP le plus récent du projet, et les notations de ces risques ; des révisions sont-elles nécessaires ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Le risque observé dans la SESP 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaires, triangulation
<ul style="list-style-type: none"> • Examiner la communication interne avec les parties prenantes concernant le projet : la communication est-elle régulière et efficace ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Appréciation de la qualité et de la nature de la communication 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePED, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les Mairies, ANOPER • Document de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaires, triangulation
<p>Durabilité : Dans quelle mesure existe-t-il des risques financiers, institutionnels, socio-économiques ou environnementaux au maintien des résultats du projet à long terme ?</p>			
<ul style="list-style-type: none"> • Y a-t-il des facteurs sociaux ou politiques qui peuvent influencer positivement ou négativement la pérennité des résultats du projet et les progrès vers les impacts ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement du Gouvernement du Benin et de ses partenaires pour la poursuite des activités du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaires, triangulation

		<ul style="list-style-type: none"> • Document de projet 	
<ul style="list-style-type: none"> • Ressources financières : Dans quelle mesure la poursuite des résultats du projet et l'impact éventuel du projet dépendent-ils des ressources financières ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan de travail qui inclut des activités du projet approuvé au-delà du projet pour les partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaire, observations directes, triangulation
<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure le maintien des résultats et la progression vers l'impact dépendent-ils de questions relatives au cadre institutionnel et à la gouvernance ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de mécanismes pour soutenir la poursuite des actions après le projet. • Ebauche de plan de sortie • 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions partenaire, observations directes, triangulation
<ul style="list-style-type: none"> • Y a-t-il des facteurs environnementaux, positifs ou négatifs, qui peuvent influencer le flux futur des bénéficiaires du projet ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Impacts positifs et négatifs sur l'environnement • 	<ul style="list-style-type: none"> • Producteurs, PNUD, FEM, CePD, MPD, UGC/UNDAF, MCVDD, MAEP, INRAB, MEM, Les mairies, ANOPER • Document de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Études documentaires, interviews, témoignages de producteurs, de représentants des institutions publiques

Outils de collecte des données

Guide d'entretien pour le PNUD et le FEM

Background Questions

1. Quel est votre poste et depuis combien de temps êtes-vous impliqué dans le PMSD ?

Pertinence

1. Selon vous, comment est-ce que la conception du projet PMSD s'est alignée sur les priorités du gouvernement du Bénin (PANA par exemple) et celles de ses partenaires (ODD par exemple) ?
2. Pouvez-vous nous parler de la manière dont le genre et la diversité sont intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet ?
 - a. Comment le projet cherche-t-il à aborder la résilience chez (1) les femmes, (2) les hommes et (3) les jeunes ?
 - b. Trouvez-vous que l'approche liée au genre et à la diversité y est suffisante ? Y a-t-il des améliorations que vous suggèreriez ?
3. Dans quelle mesure est-ce que les indicateurs et les cibles associées sont « SMART » (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et limitées dans le temps)
4. A votre avis, quelles innovations le PMSD a-t-il introduit en matière de résilience, de genre et d'adaptation au changement climatique ?

Efficacité

1. Quels sont les principaux résultats atteints par le projet dans les domaines suivants :
 - a. Formation et soutien aux autorités nationales et locales du gouvernement du Bénin concernant l'intégration du changement climatique, de la résilience et de l'égalité des sexes dans la planification et la budgétisation au niveau national et local
 - b. Infrastructure hydro-agricole,
 - c. La formation des agents de vulgarisation,
 - d. Le renforcement des capacités des membres de la communauté pour augmenter leur résilience face aux changements climatiques
 - e. La formation des femmes aux moyens de subsistance alternatifs à l'agriculture et aux activités génératrices de revenus
2. Quels sont, selon vous, les trois facteurs les plus importants, qui favorisent le succès du projet ?
3. Quelles sont les trois plus importants obstacles entravant toujours la réalisation des objectifs du projet ?
4. Y a-t-il d'autres programmes d'atténuation du changement climatique, d'environnement ou de résilience qui fonctionnent dans les domaines cibles du programme ? Si oui, pouvez-vous me parler du projet (1) du donateur, (2) de l'agence d'exécution, (3) et de ce que le projet cherche à réaliser ?

Efficience

1. Pouvez-vous me parler de la structure et de l'approche de gestion et de coordination du PMSD ?
 - a. Quels sont les points forts de l'approche de gestion et de contrôle ?
 - b. Les responsabilités et la structure hiérarchique sont-elles claires ?
 - c. Quelles sont les faiblesses de l'approche de gestion et de coordination ?
 - d. Des changements dans l'approche de gestion ont-ils été nécessaires jusqu'à présent ?
 - i. Si oui, qu'est-ce qui a changé et pourquoi ?
 - ii. Est-ce que des changements ont été apportés et sont-ils efficaces ?
2. Pouvez-vous nous parler de la qualité de la Planification des activités ?
 - a. Est-elle axée sur les résultats ?
 - b. Comment ce processus pourrait-il être amélioré, si tant est qu'il le soit ?

3. Pouvez-vous nous parler de la gestion financière du projet, l'état actuel des dépenses est-il conforme à la mise en œuvre du projet ?
 - a. Y a-t-il des problèmes clés concernant les dépenses du projet et le contrôle financier ?
 - b. Les mesures de surveillance et de contrôle financiers sont-elles appropriées et fonctionnelles pour offrir des rapports clairs sur les dépenses du programme ?
 - c. Comment et avec quelle fréquence les informations sur les dépenses et le budget du projet sont-elles communiquées ?
4. Pouvez-vous me parler du système de suivi et d'évaluation du PMSD ?
 - a. Est-ce que le système de suivi et d'évaluation au niveau du projet fournit les informations nécessaires ?
 - b. Implique-t-il la participation des principaux partenaires ?
5. Quelle a été l'efficacité des partenariats instaurés pour la mise en œuvre du projet ?
6. Pouvez-vous nous dire comment la communication interne avec les parties prenantes concernant le projet fonctionne ?
 - a. La communication est-elle régulière et efficace ?

Durabilité

1. Pouvez-vous me parler des facteurs sociaux ou politiques qui peuvent influencer positivement ou négativement la pérennité des résultats du projet et les progrès vers les impacts ?
 - a. Les autorités nationales et locales soutiennent-elles pleinement le projet ?
 - b. Quels sont les politiques, les acteurs et les institutions qui sont les principaux défenseurs du projet et de ses objectifs ?
 - c. Quels sont les politiques ou acteurs qui ne soutiennent pas le projet et ses objectifs ?
 - d. Que proposez-vous pour contribuer à améliorer la durabilité du projet sur le plan social et politique ?
2. Est-il probable que les activités promues par le projet continuent une fois que le financement du FEM et du PNUD aura pris fin ??
 - a. Dans l'affirmative, quels sont les partenaires probables au sein du gouvernement et de la communauté internationale ?
3. Dans quelle mesure le maintien des résultats et la progression vers l'impact dépendent-ils de questions relatives au cadre institutionnel et à la gouvernance ?
4. Existe-t-il des facteurs environnementaux, positifs ou négatifs, susceptibles d'influencer la durabilité du PMSD?
 - a. Quelles recommandations feriez-vous pour promouvoir la durabilité du projet ?

Guide d'entretien pour l'unité de coordination du projet et staff technique du projet

Background Questions

1. Quel est votre poste et depuis combien de temps êtes-vous impliqué dans le PMSD ?

Pertinence

1. Peut-on partager sur la façon dont la conception du projet PMSD s'aligne sur les priorités du gouvernement du Bénin comme (1) PANA, et (3) ODD (UNDAF) et (4) les autres stratégies des partenaires ?

2. Pouvez-vous nous parler de la manière dont le genre et la diversité sont intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet ?
 - a. Comment le projet cherche-t-il à aborder la résilience chez (1) les femmes, (2) les hommes et (3) les jeunes ?
 - b. L'approche liée au genre et à la diversité est-elle suffisante ? Y a-t-il des améliorations que vous suggèreriez ?
3. Dans quelle mesure est-ce que les cibles et indicateurs à mi-parcours sont « SMART » (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et limitées dans le temps)
4. A votre avis, quelles innovations le PMSD a-t-il introduites en matière de résilience, de genre et de programmes d'adaptation au changement climatique ?

Efficacité

1. Quels sont les principales réalisations du PMSD à ce jour dans les domaines suivants :
 - a. Appui aux autorités nationales et locales du gouvernement Benin concernant l'intégration du changement climatique, de la résilience et de l'égalité des sexes dans la planification et la budgétisation au niveau national et local
 - b. Infrastructures hydro-agricoles,
 - c. Le renforcement des capacités des agents de vulgarisation,
 - d. Le renforcement des capacités des membres de la communauté,
 - e. L'appui aux femmes
2. Quelles sont les trois plus importants facteurs qui favorisent le succès du projet ?
3. Quelles sont les trois plus importants obstacles entravant la réalisation des objectifs du projet ?
4. Y a-t-il d'autres programmes d'atténuation du changement climatique, qui oeuvrent dans les mêmes thématiques domaines cibles du programme ? Si oui, pouvez-vous me parler du projet (1) du donateur, (2) de l'agence d'exécution, (3) et de ce que le projet cherche à réaliser ?
 - a. Une collaboration avec le PMSD ?

Efficience

1. Pouvez-vous me parler de la structure et de l'approche de gestion et de coordination du PMSD?
 - a. Quels sont les points forts de l'approche de gestion et de contrôle ?
 - b. Les responsabilités et la structure hiérarchique sont-elles claires ?
 - c. Quelles sont les faiblesses de l'approche de gestion et de coordination ?
 - d. Des changements dans l'approche de gestion étaient-ils nécessaires jusqu'à présent ?
 - i. Si oui, qu'est-ce qui a changé et pourquoi ?
 - ii. Des changements ont-ils été apportés et sont-ils efficaces ?
2. Pouvez-vous nous parler de la qualité de la Planification des activités ?
 - a. Est-elle axée sur les résultats ?
 - b. Comment ce processus pourrait-il être amélioré, si tant est qu'il le soit ?
3. Pouvez-vous nous parler de la gestion financière du projet, l'état actuel des dépenses est-il conforme à la mise en œuvre du projet ?
 - a. Y a-t-il des problèmes clés concernant les dépenses du projet et le contrôle financier ?
 - b. Les mesures de surveillance et de contrôle financiers sont-elles appropriées et fonctionnelles pour offrir des rapports clairs sur les dépenses du programme ?

- c. Comment et avec quelle fréquence les informations sur les dépenses et le budget du projet sont-elles communiquées ?
- 4. Pouvez-vous me parler du système de suivi et d'évaluation du PMSD ?
 - a. Est-ce que le système de suivi et d'évaluation au niveau du projet fournit les informations nécessaires ?
 - b. Implique-t-il la participation des principaux partenaires ?
- 5. Quelle a été l'efficacité des partenariats instaurés pour la mise en œuvre du projet ?
- 6. Pouvez-vous nous dire comment la communication interne avec les parties prenantes concernant le projet fonctionne ?
 - a. La communication est-elle régulière et efficace ?

Durabilité

- 7. Pouvez-vous me parler des facteurs sociaux ou politiques qui peuvent influencer positivement ou négativement la pérennité des résultats du projet et les progrès vers les impacts ?
 - b. Les autorités nationales et locales soutiennent-elles pleinement le projet ?
 - c. Quels sont les politiques, les acteurs et les institutions qui sont les principaux défenseurs du projet et de ses objectifs ?
 - d. Quels sont les politiques ou acteurs qui ne soutiennent pas le projet et ses objectifs ?
 - e. Que proposez-vous pour contribuer à améliorer la durabilité du projet sur le plan social et politique ?
- 8. Est-il probable que les activités promues par le projet continuent une fois que le financement du FEM et du PNUD aura pris fin ??
 - f. Dans l'affirmative, quels sont les partenaires probables au sein du gouvernement et de la communauté internationale ?
- 9. Dans quelle mesure le maintien des résultats et la progression vers l'impact dépendent-ils de questions relatives au cadre institutionnel et à la gouvernance ?
- 10. Existe-t-il des facteurs environnementaux, positifs ou négatifs, susceptibles d'influencer la durabilité du PMSD?
 - g. Quelles recommandations feriez-vous pour promouvoir la durabilité du projet ?

Guide d'entretien avec les populations bénéficiaires

Background Questions

Identification de la personne interviewée :

Nom et Prénom		
Sexe		
Âge		
Facteurs de vulnérabilité	Handicap	
	Veuf/Veuve	
	Femme	
	Jeune	
	Autre :	
Commune		

Village	
Activités principales	
Appui reçu de projet	

Identification de la personne interviewée :

Nom et Prénom		
Sexe		
Âge		
Facteurs de vulnérabilité	Handicap	
	Veuf/Veuve	
	Femme	
	Jeune	
	Autre :	
Commune		
Village		
Activités principales		
Appui reçu de projet		

1. Depuis quand êtes-vous engagé dans les activités du PMSD ?
2. Quelles activités avez-vous fait avec le projet depuis 2018 ?
3. Quel était le but de ces activités ?
4. Pour chaque activité, décrivez tous les bénéfices que vous y tirez :
 Activité 1 :
 Activité 2 :
 Activité 3 :
5. Comment avez-vous été choisi pour bénéficier des actions du projet ?
6. De quelle manière est-ce que le PMSD a amélioré la résilience de votre communauté et réduit sa vulnérabilité au changement climatique ?
7. Selon vous, quel est l'aspect le plus réussi du PMSD dans les activités qu'il mène ?
8. Selon vous, quel est l'aspect le moins réussi du projet ?
9. Quelles sont les trois facteurs qui favorisent le succès du projet dans votre communauté ?

10. Avez-vous signé un contrat/entente avec le projet ?

11. Savez-vous ce que le PMSD planifie de faire avec vous dans les six mois à venir ?

Si Oui, Quoi ?

12. Savez-vous ce que le PMSD programme de faire avec votre communauté dans les six mois à venir ?

Si oui, Quoi ?

13. Quels changements pensez-vous que le PMSD devait apporter pour mieux vous bénéficier ?

14. Est-ce que le soutien que le PMSD vous offre à vous et à votre communauté est suffisant en termes de ressources et d'activités ?

15. Avec qui communiquez-vous pour exprimer vos préoccupations ou vos problèmes concernant la mise en œuvre du PMSD ?

16. Pensez-vous que les réalisations du projet PMSD dans votre communauté seront maintenues après la fin de la mise en œuvre du projet?

Si Oui, quelles conditions sont nécessaires pour cette continuation ?

Si non, pourquoi ?

Guide d'entretien avec les services techniques et autres partenaires de mise en oeuvre

DONNÉES RELATIVES AU RÉSULTATS 1220

1.1. Identification de la personne répondante

Nom et Prénom	
Sexe	

Âge	
Institution	
Niveau de responsabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Départemental - Régional - National
Fonction	
Contact	

Background Questions

1. Pouvez-vous me dire le nom de l'organisation pour laquelle vous travaillez, le poste que vous occupez et depuis combien de temps êtes-vous impliqué dans le PMSD ?

Pertinence

1. Peut-on partager sur la façon dont la conception du projet PMSD s'aligne sur les priorités du de (1) votre organisation et (2) les besoin de la communauté,?
2. Pouvez-vous nous parler de la manière dont le genre et la diversité sont intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet ?
 - a. Comment le projet cherche-t-il à aborder la résilience au changement climatique chez (1) les femmes, (2) les hommes et (3) les jeunes ?
 - b. L'approche liées au genre et à la diversité est-elle suffisante ?
 - c. Y a-t-il des améliorations que vous suggéreriez ?
3. A votre avis, quelles innovations le PMSD a-t-il introduites en matière de résilience, de genre et de programmes d'adaptation au changement climatique ?

Efficacité

1. Selon vous, quelles sont les réalisations les plus importantes du projet dans :
 - a. Appui aux autorités nationales et locales du gouvernement Benin concernant l'intégration du changement climatique, de la résilience et de l'égalité des sexes dans la planification et la budgétisation au niveau national et local
 - b. Infrastructures hydro-agricoles,
 - c. Le renforcement des capacités des agents de vulgarisation,
 - d. Le renforcement des capacités des membres de la communauté,
 - e. L'appui aux femmes
2. Quelles sont les trois facteurs qui favorisent le succès du projet ?
3. Quelles sont les trois les obstacles entravant toujours la réalisation des objectifs du projet ?
5. Y a-t-il d'autres programmes d'atténuation du changement climatique, d'environnement ou de résilience qui fonctionnent dans les zones d'intervention du PMSD?
 - a. Si oui, pouvez-vous me parler du projet (1) du donateur, (2) de l'agence d'exécution, (3) et de ce que le projet cherche à réaliser ?
 - i. Une collaboration avec le PMSD ?

Efficiene

1. Pouvez-vous me parler de la structure et de l'approche de gestion et de coordination du PMSD?
 - a. Quels sont les points forts de l'approche de gestion et de contrôle ?
 - b. Les responsabilités et la structure hiérarchique sont-elles claires ?
 - c. Quelles sont les faiblesses de l'approche de gestion et de coordination ?

- d. Des changements dans l'approche de gestion et de surveillance du SGP étaient-ils nécessaires jusqu'à présent ?
 - i. Si oui, qu'est-ce qui a changé et pourquoi ?
 - ii. Des changements ont-ils été apportés et sont-ils efficaces ?
- 2. Pouvez-vous nous parler de la qualité de la planification des activités du PMSD?
 - a. Est-elle axée sur les résultats ?
 - b. Comment ce processus pourrait-il être amélioré, si tant est qu'il le soit ?
- 3. Pouvez-vous nous parler de la gestion financière du projet?
 - a. Y a-t-il des problèmes clés concernant les dépenses du projet et le système de contrôle financier ?
 - b. Les mesures de surveillance et de contrôle financiers sont-elles appropriées et fonctionnelles sur terrain ?
 - c. Avez-vous des recommandations à faire pour améliorer le système de gestion financière ?
- 4. Pouvez-vous me parler du système de suivi et d'évaluation du PMSD ?
 - a. Pouvez-vous me dire comment votre organisation participe à la collecte de données et à l'établissement de rapports ?
 - b. Est-ce que le système de suivi et d'évaluation au niveau du projet fournit les informations nécessaires ?
- 5. Quelle a été l'efficacité des partenariats instaurés pour la mise en œuvre du projet ?
 - a. Parlez-moi de la collaboration avec le PNUD et les autorités locales ?
 - b. Qu'est-ce qui fonctionne bien et qu'est-ce qui pose problème dans le cadre de la collaboration et du partenariat avec PMSD ?
- 6. Pouvez-vous nous dire comment la communication interne avec les parties prenantes concernant le PMSD fonctionne ?
 - a. la communication est-elle régulière et efficace ?

Durabilité

- 7. Pouvez-vous me parler des facteurs sociaux ou politiques qui peuvent influencer positivement ou négativement la pérennité des résultats du projet et les progrès vers les impacts ?
 - h. Les autorités nationales et locales soutiennent-elles pleinement le projet ?
 - i. Quels sont les politiques, les acteurs et les institutions qui sont les principaux défenseurs du projet et de ses objectifs ?
 - j. Quels sont les politiques ou acteurs qui ne soutiennent pas le projet et ses objectifs ?
 - k. Que proposez-vous pour contribuer à améliorer la durabilité du projet sur le plan social et politique ?
- 8. Est-il probable que les activités promues par le projet continuent une fois que le financement du FEM et du PNUD aura pris fin ??
 - l. Dans l'affirmative, quels sont les partenaires probables au sein du gouvernement et de la communauté internationale ?
- 9. Dans quelle mesure le maintien des résultats et la progression vers l'impact dépendent-ils de questions relatives au cadre institutionnel et à la gouvernance ?
- 10. Existe-t-il des facteurs environnementaux, positifs ou négatifs, susceptibles d'influencer la durabilité du PMSD?
 - m. Quelles recommandations feriez-vous pour promouvoir la durabilité du projet ?

Tableaux de cofinancement (si non inclus dans le corps du rapport)

Échelles de notation

L'évaluation fournira des notes individuelles pour tous les critères d'évaluation décrits dans les TDR. La plupart des critères seront évalués sur une échelle de six points comme suit : Très satisfaisant (TS) ; Satisfaisant (S) ; Modérément satisfaisant (MS) ; Modérément insatisfaisant (MI) ; Insatisfaisant (I) ; Très insatisfaisant (TI). La durabilité est évaluée de "très probable" (TP) à "très improbable" (TI).

Dans la section des conclusions du rapport, les notations seront présentées ensemble dans un tableau, avec une brève justification renvoyant aux conclusions du corps du rapport.

•

Évaluation des progrès vers la réalisation des résultats : (une évaluation pour chaque réalisation et pour chaque objectif)		
6	Très satisfaisant (HS)	L'objectif/la réalisation devrait atteindre ou dépasser toutes les cibles de fin de projet, sans présenter d'insuffisance majeure. Les progrès réalisés vers l'objectif/la réalisation peuvent être un exemple de « bonnes pratiques ».
5	Satisfaisant (S)	L'objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet, et ne présente que des insuffisances mineures.
4	Assez satisfaisant (MS)	L'objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet mais présente des insuffisances importantes.
3	Assez insatisfaisant (HU)	L'objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet mais présente des insuffisances majeures.
2	Insatisfaisant (U)	L'objectif/la réalisation ne devrait pas atteindre la plupart des cibles de fin de projet.
1	Très insatisfaisant (HU)	L'objectif/la réalisation n'a pas atteint les cibles à mi-parcours, et ne devrait atteindre aucune des cibles de fin de projet.

•

Évaluation de la mise en œuvre du projet et de la gestion réactive : (une seule évaluation globale)		
6	Très satisfaisant (HS)	La mise en œuvre des sept composantes – dispositions relatives à la gestion, planification des activités, financement et cofinancement, systèmes de suivi et d'évaluation au niveau du projet, participation des parties prenantes, communication des données et communication – permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. Le projet peut être un exemple de « bonnes pratiques ».
5	Satisfaisant (S)	La mise en œuvre de la plupart des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, à l'exception de quelques composantes faisant l'objet de mesures correctives.

4	Assez satisfaisant (MS)	La mise en œuvre de certaines des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais certaines composantes nécessitent des mesures correctives.
3	Assez insatisfaisant (MU)	La mise en œuvre de certaines des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais la plupart des composantes nécessitent des mesures correctives.
2	Insatisfaisant (U)	La mise en œuvre de la plupart des sept composantes ne permet pas la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive.
1	Très insatisfaisant (HU)	La mise en œuvre d'aucune des sept composantes ne permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive.

•

Évaluation de la durabilité : (une seule évaluation globale)		
4	Probable (L)	Risques négligeables pour la durabilité ; les principales réalisations sont sur le point d'être atteintes à la clôture du projet et devraient être maintenues dans un avenir prévisible
3	Assez probable (ML)	Risques modérés ; certaines réalisations au moins devraient être maintenues, étant donné les progrès vers les résultats des réalisations observés lors de l'examen à mi-parcours
2	Assez improbable (MU)	Risques importants que les principales réalisations ne soient pas maintenues après la clôture du projet, à l'exception de certains produits et activités
1	Improbable (U)	Risques forts que les réalisations du projet et les principaux produits ne soient pas maintenus